

Département de géographie et télédétection  
Faculté des lettres et sciences humaines  
Université de Sherbrooke

**Moanda, Gabon : Ville minière ou ville régionale ?**

**Marjolaine Okanga - Guay** , 1972 -

*I-1569*

Mémoire présenté pour l'obtention du grade de  
Maître ès sciences (M. Sc.) en géographie

2 mai 1998

© Marjolaine Okanga - Guay, 1998

1944-1945  
1946-1947

1948-1949  
1950-1951

1952-1953

1954-1955

1956-1957  
1958-1959  
1960-1961



**Directeur de recherche : Romain Paquette**

**Membres du jury :**

**Marcel Pouliot (Département de géographie et télédétection, Université de Sherbrooke)**

**Jacques Bernier (Département de géographie, Université Laval)**

# Résumé

La ville de Moanda au Gabon est une ville à fonctions minière et industrielle à cause de l'implication de la COMILOG dès sa création et durant son développement. L'intensification de l'extraction minière et la nouvelle venue d'ouvriers y ont rendu nécessaire l'extension des installations existantes et la création des infrastructures manquantes tant au niveau de l'extraction qu'à celui des structures économiques et sociales. Selon le stéréotype de la ville minière, l'épuisement du gisement de manganèse initial ou la relocalisation de la compagnie qui en fait l'extraction devrait signer l'arrêt de mort de Moanda. Cependant, au cours des années, des activités diversifiées se sont développées pour desservir cette nouvelle population, mais il n'est pas acquis que cette diversification puisse assurer la permanence et la survie de la ville si la compagnie devait disparaître.

De plus, en zone d'exploitation minière, il y a lieu de s'interroger sur l'intégration des villes qui s'y trouvent à des réseaux urbains faiblement constitués. Est-ce que la ville de Moanda fait partie du réseau urbain gabonais ou s'agit-il plutôt d'une ville-isolat? Bref, a-t-elle atteint un niveau de maturité suffisant pour pouvoir survivre si la COMILOG devait un jour cesser ses activités?

L'objectif de ce mémoire est d'établir le degré de diversification fonctionnelle de la petite ville minière de Moanda et la replacer dans le réseau urbain du Gabon. La méthodologie est divisée en quatre grandes parties : la revue de la littérature, l'observation sur le terrain, la cartographie de la ville et de ses fonctions puis l'analyse. Ainsi, nous avons démontré que le réseau urbain auquel Moanda appartient est incomplet au niveau national, il présente un aspect tri-polaire mal hiérarchisé et extraverti. Tout de même, la ville joue un rôle positif dans ce réseau urbain. Par contre, la ville n'a pas atteint un stade de diversification fonctionnelle souhaitable pour assurer sa durabilité sans équivoque à l'intérieur du réseau. Mais, la ville continue de connaître un développement géographique, économique et social qui augmente ses chances de durabilité. Nous pouvons tout de même suggérer que la stabilité de Moanda peut être renforcée si nous acceptons Franceville - Moanda comme conurbation.

---

## Abstract

The city of Moanda in Gabon is a mining and industrial city because of the implication of the COMILOG in its creation and its development. The intensification of extraction and the arrival of workers forced the extension of existing installations and the creation of missing extraction, economic and social infrastructures. According to the mining city stereotype, the exhaustion of the manganese ore or the relocation of the company would sign the death sentence of Moanda. But, through the years, there was a diversification of activities. However, it is not yet established that this diversification will ensure the survival of the city if the company disappears.

Also, we have to ask ourselves about the integration of mining cities in weak national urban systems. Is the city of Moanda a part of the gabonese urban system or is it isolated from it? Has the city reached a sufficient level of maturity to ensure survival if the COMILOG must stop its activities?

The objective of this paper is to establish the functional diversification level of the mining city of Moanda and to replace it in the gabonese urban system. The methodology employed is divided in four parts : review of literature, observation, cartography of the city and its functions and analysis. Thus, we have demonstrated that the gabonese urban system is incomplete. At a national level, the system presents a polarized aspect, is non-hierarchised and extraverted. But we can say that Moanda plays a positive role in this system. However, the city has not yet reached a satisfactory state of functional diversification to ensure its durability without doubt. Actually, the city continues to develop itself geographically, economically and socially and thus increases its chances of durability. We can still suggest that the stability of Moanda can be reinforced if we accept Moanda and Franceville as a conurbation.

# *Dédicace*

*À ma fille Thashina Ambougou Okanga-Souna*

«En effet, qu'est-ce qui n'apparaît pas merveilleux quand se présente une connaissance pour la première fois ? Combien de choses, aussi, apparaissent impossibles tant qu'elles ne sont pas véritablement exécutées ?»

Gaius Plinius Secundus A.D. 23 – 79, Natural History, bk. VII, sec. 6

# Table des matières

Liste des figures .....	III
Liste des tableaux .....	V
Liste des annexes .....	VI
Remerciements .....	VII
1. Introduction .....	1
2. Cadre théorique .....	3
2.1. Problématique .....	3
2.2. Buts et objectifs .....	5
2.3. Hypothèses scientifiques .....	5
2.4. Classification fonctionnelle .....	6
2.5. Définition de ville minière .....	15
2.6. Exemples de villes minières .....	17
2.7. Réseaux urbains .....	21
3. Présentation de la ville de Moanda .....	27
3.1. Histoire .....	27
3.2. Site et situation .....	30
3.3. Plan .....	36
3.4. Structure administrative .....	44
3.5. Comilog .....	45
4. Méthodologie .....	50
4.1. Période à l'étude et sources documentaires .....	50
4.2. Identification des variables à l'étude .....	51
4.3. Organigramme méthodologique .....	53
4.4. Problèmes rencontrés .....	56
5. Réseau urbain .....	58
5.1. Réseaux africains .....	58
5.2. Particularités du réseau gabonais .....	60
5.3. Rôle et stabilité de Moanda dans le réseau urbain gabonais .....	75



<b>6. Stabilité de la ville de Moanda.....</b>	<b>82</b>
6.1. Stabilité fonctionnelle : diversification et répartition géographique .....	82
6.1.1. En relation avec la Comilog.....	82
6.1.2. Sans la Comilog.....	88
6.2. Stabilité au niveau social .....	93
6.2.1. Structure démographique.....	93
6.2.2. Infrastructures sociales et événements sociaux et de loisirs .....	101
6.3. Stabilité de la ville de Moanda .....	108
<b>7. Conclusion .....</b>	<b>113</b>
<b>8. Références.....</b>	<b>117</b>

## Liste des figures

1 : Schéma de la croissance circulaire et cumulative.....	11
2 : Schéma du modèle de distribution de développement économique selon le processus de Myrdal. ....	12
3 a : Étapes du modèle temporel de Martin .....	13
3 b : Étapes du modèle temporel de Martin .....	14
4 : Carte de la situation du Gabon .....	30
5 : Forêts galeries entre Moanda et Franceville .....	32
6 : Échelle stratigraphique du Francevillien.....	33
7 : Carte de la région de Franceville .....	35
8 : Carte des quartiers de Moanda .....	38
9 a : Photo de la Cité des cadres, Moanda .....	39
9 b et c : Photos de la Cité des cadres, Moanda.....	40
10 : Photo du marché de Moanda.....	41
11 a et b : Photos de cités ouvrières.....	42
11 c : Photos de cités ouvrières.....	43
12 : Évolution de la production et des exportations de manganèse (en tonnes).....	46
13 : Organigramme méthodologique.....	55
14 : Carte du Gabon .....	61
15 : L'espace linéaire contemporain .....	62
16 : Carte de l'attraction migratoire nationale de Libreville et Port-Gentil .....	64
17 : Carte de la population urbaine gabonaise (villes de 3000 habitants et plus) .....	65
18 : Carte des aires d'influence des chefs-lieux de province.....	68
19 : Carte des dépôts minéraliers et du chemin de fer.....	71
20 : Carte de la région de Franceville .....	75
21 : Carte des activités et rôle de Franceville .....	77
22 : Carte du transport du manganèse .....	79
23 : Carte du bassin régional d'emploi pour le pôle minier du Haut-Ogooué.....	83
24 : Plantations industrielles et élevage dans le Haut-Ogooué .....	90

25 : Carte de la densité de population avec divisions administratives.....	97
26 : Graphique du lieu de naissance de la population urbaine de Moanda-Mounana en 1993 .....	99
27 : Stade de football de Moanda .....	105
28 : Carte des infrastructures sociales et administratives .....	107

## Liste des tableaux

1 : Origine ethnique de la population urbaine de Moanda (en 1972).....	29
2 : Population des quartiers de Moanda en 1969.....	36
3 : Production et exploitation de manganèse .....	48
4 : Population urbaine gabonaise .....	66
5 : Budget d'investissement dans l'infrastructure de transport (en milliards de F CFA) .	69
6 : Vente de véhicules neufs au Gabon .....	70
7 : Recettes du transport ferroviaire.....	71
8 : Nombre de vols aux aérodromes gérés par Asecna au Gabon en 1993 .....	72
9 : Trafic de l'aéroport de Libreville .....	72
10 : Trafic portuaire (en tonnes).....	73
11 : Classification des centres urbains.....	78
12 : Secteurs d'activités dans les communes de Moanda-Mounana.....	88
13 : Résidents du Haut-Ogooué selon les grands groupes d'âge et le sexe .....	94
14 : Population par ethnie de la province du Haut-Ogooué en 1993 .....	95
15 : Pourcentage des résidents du Haut-Ogooué de 15 ans et plus par milieu, selon le niveau d'instruction.....	95
16 : Résidents par division du Département de Lebombi-Leyou .....	96
17 : Total des émigrés vivant dans le district de Moanda en 1971 .....	98
18 : Évolution de la population par quartier.....	99
19 : Logements selon le statut d'occupation à Moanda .....	103
20 : Logements selon la nature de construction à Moanda .....	103
21 : Équipement des logements à Moanda.....	104



## Liste des annexes

1 : Tableau de la population occupée de 10 ans et plus de Mounana-Moanda par secteur d'activité et par sexe .....	128
2 : Production et exportation de manganèse à Moanda .....	129
3 : Distribution de fréquence théorique des villes minières canadiennes selon les types .....	130
4 : Bref historique du Gabon .....	131
5 : Population gabonaise .....	136
6 : Site gabonais .....	143
7 : Structure géologique du Haut-Ogooué .....	147
8 : Carte de l'emplacement des travaux, Moanda, 1952 .....	148
9 : Économie gabonaise .....	149
10 : Structure des participations de la COMILOG .....	162
11 : Modèle d'organisation de l'espace gabonais .....	163
12 : Caractérisation des centres urbains du Haut-Ogooué .....	164
13 : Production du potager de Moanda et Activité de la SIAEB .....	165
14 : Liste partielle des établissements du secteur tertiaire à Moanda .....	166
15 : Définitions des termes utilisés par la Direction générale de la statistique et des études économiques du Gabon pour le recensement de 1993 .....	167
16 : Schéma des infrastructures sociales étatiques ou privées .....	169
17 : Schéma des infrastructures sociales de la Comilog .....	170

## Remerciements

Ce travail n'aurait pu voir le jour sans l'aide et le soutien de plusieurs personnes. Je remercie tout d'abord mon directeur de mémoire, Monsieur Romain Paquette de m'avoir guidé et encouragé dans les multiples étapes de la recherche. Je dois aussi mentionner les lecteurs, Monsieur Jacques Bernier et Monsieur Marcel Pouliot pour leurs commentaires appréciés. Vient ensuite l'État Gabonais par ses institutions dont l'Ambassade du Gabon au Canada, représenté par son excellence Alphonse Oyabi-Gnala, et le Ministère des Mines et du Pétrole. Je ne pourrais passer sous silence les apports précieux de Monsieur R. M. Midiba-Magni, Directeur de la mine Comilog et Monsieur Urbain Yenault-Longa, Responsable de l'information et de la communication à la Comilog qui, sous les directives de Monsieur Marcel Abéké, Administrateur Directeur Général, ont eu l'amabilité de m'accorder de leur temps.

J'exprime ma gratitude envers les personnes qui ont facilité mon séjour au Gabon: Monsieur Idriss Okanga-Souna et Monsieur Néré Otounga-Souna qui ont eu la gentillesse de m'héberger, le Général Hubert Ondias-Souna, Madame Bernadette Ambougou, Monsieur Marcellin Okanga et la population de Ngouoni à travers le président de l'Association Tsoumou, le Ministre Idriss Ngari, qui m'ont gracieusement accueilli chez eux.

Enfin, je remercie mes parents qui m'ont soutenu et encouragé tout au long de mes études, et j'exprime mon éternelle reconnaissance à mon époux, Ibrahim Okanga-Souna, sans qui, le travail n'aurait pu être accompli.

## 1. Introduction

L'urbanisation des pays africains s'est graduellement accélérée depuis les indépendances pour atteindre des proportions assez massives. De grandes villes africaines se démarquent : Kinshasa, Lagos, Douala et plusieurs autres. Les progrès dans le domaine de la santé provoquent un accroissement de la population sans précédent. De plus, principalement à cause de facteurs sociaux et économiques, les paysans ont délaissé leurs champs pour se concentrer dans les villes.

Certaines villes, créées artificiellement par des compagnies minières, posent un problème d'intégration et d'échange dans le système urbain du pays. Ce mémoire compte analyser la situation d'une ville minière dans un pays en voie de développement, soit Moanda au Gabon.

Le Gabon se situe sur la côte ouest de l'Afrique et occupe une superficie de 267 667 km<sup>2</sup>. Le pays compte un total de 1 014 976 habitants selon le recensement de 1993 et possède une densité de 3,8 habitants par kilomètre carré (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1993, p. 2). Le pétrole et ses industries constituent le secteur économique clé de l'économie gabonaise tandis que le secteur minier est considéré comme une activité importante même si seulement deux mines sont en opération : la mine d'uranium à Mounana et la mine de manganèse à Moanda.

Le travail se divise en cinq sections : le cadre théorique, la présentation de la ville de Moanda, la méthodologie, le réseau urbain du Gabon et la stabilité de la ville de Moanda. Tout d'abord, le concept de classification fonctionnelle sera abordé et la ville minière sera définie. Quelques exemples de villes minières dans le monde suivront pour ensuite clore le premier chapitre par quelques théories de base qui tentent d'expliquer les réseaux urbains. Deuxièmement, la ville choisie, Moanda, sera décrite



historiquement, par son site et sa situation, par son plan, par sa structure administrative et par la présence de la compagnie minière établie dans la ville. Ensuite suivra la présentation de la méthodologie utilisée pour l'élaboration du travail en soulignant quatre points : la période à l'étude et les sources documentaires, l'identification des variables à l'étude, l'organigramme méthodologique et les problèmes rencontrés. Le cinquième chapitre débutera par la présentation des réseaux urbains africains. Puis, le réseau urbain gabonais et l'intégration de Moanda dans celui-ci seront abordés. Finalement, au chapitre six, la stabilité de Moanda sera évaluée en vérifiant la stabilité au niveau fonctionnel avec et sans la participation de la Compagnie Minière de l'Ogooué, et en vérifiant la stabilité au niveau social, c'est-à-dire en dégagant la structure démographique et en soulignant les infrastructures sociales et les événements sociaux.

## **2. Cadre théorique**

### **2.1. Problématique**

Avant l'implantation de la Compagnie minière de l'Ogooué (COMILOG), Moanda n'était qu'un petit village près de Franceville dans la province du Haut-Ogooué au Gabon. À cette époque, le village constituait une chefferie traditionnelle. Les principales activités économiques étaient l'agriculture, la chasse, la pêche, l'artisanat et le commerce.

Au cours d'études géologiques, le Russe Boris Choubert découvre un gisement de manganèse à Moanda le 10 août 1934. Par la suite, plusieurs missions sont lancées pour prendre connaissance de la région et, en 1951, les premiers travaux de prospection débutent. Dans les années 1950-1953, la population de Moanda se déplace le long de la nouvelle voie de communication qui relie Franceville à Libreville. En 1953, le village était sans infrastructure et sans centre médical. La COMILOG est créée le 29 septembre 1953 avec un capital de 150 000 000 FRANC C.F.A. (environ 375 000 en dollars actuels) (Villien - Rossi, 26 mars 1977, p.168).

La petite ville de Moanda est une ville à fonctions minière et industrielle à cause de l'implication de la COMILOG dès sa création et durant son développement. En effet, la mise en valeur du gisement de manganèse exigeait une main-d'œuvre importante. Celle-ci est venue de la population des villages environnants qui constituent maintenant les nouveaux quartiers de la ville.

L'intensification de l'extraction minière et la nouvelle venue d'ouvriers ont rendu nécessaire l'extension des installations existantes de Moanda et la création des infrastructures manquantes tant au niveau de l'extraction que celui des structures économiques et sociales. Dans les années soixante, une grande partie des activités économiques non-minières et de l'organisation sociale résultaient directement ou indirectement des activités de la COMILOG (Lerat, oct. - déc. 1966, p. 361-362).

Vraisemblablement, selon le stéréotype de la ville minière, l'épuisement du gisement de manganèse initial ou la relocalisation de la compagnie qui en fait l'extraction devrait signer l'arrêt de mort de Moanda. Cependant, au cours des années, des activités diversifiées se sont développées pour desservir cette nouvelle population comme l'installation de commerçants, l'organisation de services administratifs, etc. De plus, la



demande de la COMILOG en électricité, en eau et en infrastructures de toutes sortes a suscité la mise en place d'installations de la Société d'Eau et d'Électricité du Gabon (S.E.E.G.) et la Société de Travaux du Haut-Ogooué (SOTRAHO) (Villien - Rossi, *op.cit.*, p. 305). La fonction industrielle initiale engendre aussi une structure résidentielle, une variété de commerces (formels et informels), des services financiers, des services de responsabilité publique (administration, éducation et santé) de création et de transmission (diffusion et rayonnement) et même touristique (voir définition des fonctions dans Beaujeu-Garnier, 1980, p.43-48). Elle marque son empreinte sur la campagne environnante, probablement par l'agriculture qu'elle stimule ou par les activités de loisirs et de sport (pêche, chasse, résidences secondaires) auxquelles elle donne naissance. Cependant, il n'est pas acquis que même cette diversification puisse assurer la permanence et la survie de la ville si la compagnie devait disparaître. L'exemple des villes du cuivre du Zaïre méridional nous apprend que la créativité populaire pourrait déjouer nos prévisions pessimistes. « ... des citoyens qui s'étaient habitués à tout recevoir d'en-haut et jouissaient il y a quinze ans encore d'un niveau de vie dans le fond très au-dessus de leurs moyens, et puis le château de cartes s'est écroulé, et chacun a dû trouver sa propre réponse aux questions brutales du vécu quotidien. » (Bruneau, 1989, p. 454). Des initiatives populaires naissent alors pour compenser, une nouvelle organisation de l'espace s'effectue et un développement plus autocentré s'installe pour arriver à l'autosuffisance alimentaire.

De plus, une ville occupe normalement une place dans un réseau de villes. Elle entretient des rapports avec les autres villes de ce réseau (échanges de biens et de services), auxquelles elle est reliée par divers moyens de transport et de communication. Pour le cas de l'Afrique tropicale, Pierre Vennetier prétend que l'influence plus ou moins forte des villes sur leur arrière-pays s'avère insuffisante pour que se constitue de véritables réseaux urbains hiérarchisés (Vennetier, 1991, p. 221). Surtout en zones d'exploitation minière, il y a lieu de s'interroger sur l'intégration des villes qui s'y trouvent à des réseaux urbains faiblement constitués. Plus particulièrement, le Gabon dispose-t-il d'un réseau urbain, ou au moins d'un embryon de réseau urbain ? Si oui, la ville de Moanda en fait-elle partie ? Quelle est son aire d'influence et quel rôle joue-t-elle ? Ainsi, les diverses voies de communication refléteront son rôle de carrefour dans le réseau. Ou s'agit-il plutôt d'une ville-isolat, sans influence véritable sur la région environnante, n'entretenant qu'une liaison fragile avec les autres villes du réseau ? Bref, a-t-elle atteint un niveau de maturité suffisant pour pouvoir survivre si la COMILOG devait un jour cesser ses activités ?

## 2.2. Buts et objectifs

L'objectif principal de ce travail est d'établir le degré de diversification fonctionnelle de la petite ville minière de Moanda et la replacer dans le réseau urbain du Gabon.

Plus spécifiquement, il faut :

- ◆ identifier les fonctions non-minières générées par la COMILOG et leur nature (primaire, secondaire, tertiaire, quaternaire) ;
- ◆ identifier les fonctions qui ne sont pas générées directement par la COMILOG et leur nature (primaire, secondaire, tertiaire, quaternaire) ;
- ◆ évaluer la répartition géographique de ces activités ;
- ◆ analyser l'organisation sociale de la population de Moanda ;
- ◆ analyser la structure municipale de Moanda ;
- ◆ déterminer l'influence passée et actuelle de la COMILOG aux plans économique, social et municipal ;
- ◆ dégager la durabilité de la ville et, s'il y a stabilité, déterminer si elle est locale ou si elle nécessite des investissements extérieurs ;
- ◆ situer la ville dans le réseau urbain national.

## 2.3. Hypothèses scientifiques

Pour permettre d'atteindre notre objectif, nous avons développé deux hypothèses à vérifier :

1) Moanda joue un rôle positif dans le réseau urbain gabonais où elle est à la fois carrefour routier national et centre d'approvisionnement et de services pour la région environnante;

2) Moanda a atteint aujourd'hui un degré de stabilité ou de diversification fonctionnelle suffisant pour lui permettre de survivre à la cessation des activités de la COMILOG.



## 2.4. Classification fonctionnelle

La ville est à la fois un regroupement humain et un regroupement de leurs activités. Elle se définit par son paysage, la densité et l'importance de sa population et par des fonctions qui sont liées aux secteurs primaire, secondaire, tertiaire et quaternaire. Elle est une organisation spatiale particulière d'un système socio-économique et culturel. La définition d'une ville varie dans le temps, mais en général, on peut considérer que :

« A city can be described as a concentration of people with a distinctive way of life in terms of employment patterns and lifestyle. A high degree of specialised land uses and a wide variety of social, economic, and political institutions that coordinate the use of facilities and resources in the city make them very complex machines. » (Hartshorn, 1992, p. 3)

P. Merlin définit les activités urbaines comme des :

« rapports économiques entre les entreprises, entre celles-ci et leur main-d'œuvre, d'une part, puis au fur et à mesure de leur apparition, avec l'administration, les milieux scientifiques et culturels, etc., qui ont entraîné, sinon la création des villes, du moins la grande vague d'urbanisation moderne. » (Merlin, 1973, p. 18)

Selon Perloff and Wingo (Perloff *et al.*, 1969, p. 4-5), il y a trois niveaux ou dimensions en économie urbaine:

1. les relations de la communauté urbaine avec l'extérieur : soit la relation de la ville à la nation comme un tout où la ville est un sous-système (relation de la ville avec le réseau);
2. les relations internes entre ses parties soit la dimension intramétropolitaine. L'aire métropolitaine englobe le marché de main-d'œuvre et le système de communications;
3. l'économie publique de la communauté urbaine et ses dimensions intergouvernementales. Les demandes de services publics et d'activités publiques ont augmenté à cause d'une agglomération d'industries et de personnes.



Ces mêmes auteurs traitent de deux points intéressants, parmi d'autres, pour établir une théorie de croissance urbaine-régionale :

- La dimension de la population : les villes qui ont une bonne croissance économique augmenteront aussi en population plus vite. La croissance réagit à la dimension et la dimension réagit à la restructuration de l'économie locale pour continuer la croissance économique.
- L'impact de la dimension sur les ressources locales : quel que soit la source primaire du développement économique régional, l'entrepreneurship doit être la base de comparaison de croissances régionales. Les grandes aires urbaines auraient l'avantage dans les fonctions critiques d'invention, d'innovation, de promotion et la rationalisation du nouveau. La stabilité et l'institutionnalisation de l'entrepreneurship peut-être la force principale des grandes aires urbaines. Les facteurs coopératifs de production et la main-d'œuvre sont aussi des forces de grands centres urbains. Une grande proportion de petites entreprises est dans les services locaux. De telles activités sont donc plutôt dérivées de la croissance régionale et non un déterminant de cette croissance (Perloff *et al.*, 1969, p. 52-54).

Dans la recherche de ce qui distingue les villes les unes des autres, on a d'abord constaté que certaines villes «exportaient beaucoup de biens et de services et que d'autres en exportaient moins ou pas du tout». Cette constatation s'est exprimée dans la théorie de l'économie de base. Selon celle-ci, la base d'une ville provient de la vente de biens et services en dehors de la communauté. Les fonctions de base (ou spécifiques) impliquent la création, le traitement ou l'échange de biens ou de services pour des populations ou des entreprises situées en dehors des limites de la ville. Les revenus de telles ventes contribuent à l'expansion de la ville : ce sont des activités qui forment la ville. Les emplois reliés aux ventes locales dans la communauté sont appelés fonctions non-basiques (ou banales). La raison d'être première d'une ville minière est une fonction basique : elle naît essentiellement pour exporter.

Il est possible de mesurer de façon élémentaire l'importance respective des secteurs spécifiques et banaux selon la méthode de Hoyt. En effet,

$$N_a = P_a - P_n \bullet N_n$$

Où  $N_a$  est le nombre d'emploi d'une activité dans une ville,  
 $P_a$  est la population de la ville,  
 $P_n$  est la population nationale et  
 $N_n$  est le nombre d'emplois de cette activité pour toute la nation.

Si le résultat est égal ou inférieur à 1, l'activité est moins représentée dans la ville que dans la nation : donc cette activité n'est pas basique. Si le résultat est supérieur, l'activité constitue une fonction de base de la ville : elle génère un surplus «exportable ». Si nous tentons d'appliquer la méthode de Hoyt au contexte de la ville de Moanda, elle ne peut que donner des indications douteuses. Tout d'abord, cette méthode ne tient pas compte de plusieurs facteurs comme des variations locales, des localisations régionales, de la productivité des travailleurs,... Le calcul est relativement simple pour le secteur minier où les données sont plus précises mais d'autres secteurs d'activités n'affichent pas de statistiques fiables (particulièrement le cas du secteur informel où il n'existe aucun chiffre pour la ville de Moanda).

De façon plus précise, nous pouvons distinguer entre une activité minière banale (non-*basic*) et une activité minière spécifique (*basic*). La première implique des types d'extraction qui sont de nécessité locale (à la ville) : sable, gravier, pierre, etc. Nous retrouvons ce type d'extraction à la fois dans les villes minières et dans les villes non-minières. L'activité minière spécifique retient l'extraction de minerais plus typique de régions géologiques en particulier : minéraux métalliques, pétrole, manganèse, etc. Cette activité devient donc le moteur de la croissance spatiale, seules les villes minières en sont caractérisées.

Il existe cependant plusieurs problèmes avec la théorie de l'économie de base. Par exemple, il est difficile de déterminer exactement les frontières entre les aires locales et les aires d'exportation. Il y a une différence si l'aire locale est définie selon les limites de la ville, la superficie urbanisée ou le système urbain journalier. De plus, la classification d'une activité dans la fonction basique ou non-basique est subjective (Hartshorn, 1992, p. 122-123). Cette théorie s'est vite butée à la complexité fonctionnelle des villes



modernes. Il y eut donc un glissement de la théorie de l'économie de base vers la théorie de la fonction dominante.

Une ville peut exercer une fonction dominante en association avec plusieurs fonctions secondaires. Généralement, on retrouve sept fonctions qui peuvent être légèrement différentes selon les auteurs (Voir aussi Merlin, 1973, p. 25) :

- la fonction industrielle ;
- la fonction commerciale ou d'entrepôt ;
- la fonction touristique ;
- la fonction financière ;
- la fonction résidentielle ou d'accueil (tourisme, retraite, etc.) ;
- la fonction de responsabilité (administration, éducation, santé) ;
- la fonction de création et de transmission (effets et moyens de liaison par transports) (Beaujeu-Garnier, 1980, p. 43 à 48).

Habituellement, la fonction industrielle est considérée comme force créatrice d'autres activités. C'est-à-dire que l'industrie peut engendrer, par la force salariée qu'elle emploie, les autres fonctions, particulièrement la fonction commerciale. Cependant, il peut survenir une situation où la fonction de responsabilité (administrative) est localisée de façon artificielle et que, par la suite, elle entraîne un développement des autres fonctions (ex. : Brasilia au Brésil).

Selon C. Harris (Harris, 1943, p. 88), il existe neuf classes de villes (l'étude de Harris a porté précisément sur les villes des États-Unis et, par extension, sur les villes des pays développés) :

1. Villes industrielles pures : où les emplois dans l'industrie équivalent à 74 % et plus de la valeur totale des emplois dans l'industrie et dans le commerce, ou à 45 % et plus des emplois dans l'industrie.
2. Villes à fonction industrielle atténuée : où les emplois dans l'industrie équivalent à 60 % et plus de la valeur totale des emplois dans l'industrie et dans le commerce, ou que l'on retrouve 30 % et plus des emplois dans l'industrie.

3. Villes minières : où l'emploi dans les mines équivaut à 15 % ou plus des emplois salariés (s'applique seulement aux villes dépassant 25 000 habitants).
4. Villes de commerce de détail : où les emplois dans le commerce de détail équivalent à 50 % et plus de la valeur totale des emplois industriels et commerciaux, ou que le nombre d'emplois dans le commerce de détail est d'au moins 2,20 fois plus élevé que le nombre d'emplois dans le commerce de gros.
5. Villes à fonction d'entrepôt (commerce de gros) : où les emplois dans le commerce de gros équivalent à 20 % ou plus de la valeur totale des emplois industriels et commerciaux, ou que le rapport entre les emplois dans le commerce de gros et les emplois dans le commerce de détail égale ou dépasse 45 %.
6. Villes nœuds de transports : où les emplois dans les transports et les télécommunications équivalent à 11 % ou plus des emplois salariés, que le rapport entre les emplois dans les transports et les télécommunications, et les emplois industriels équivalent ou dépasse le 1/3, ou que le rapport entre les emplois dans les transports et les télécommunications, et les emplois commerciaux égale ou dépasse les 2/3.
7. Villes universitaires : où le nombre d'étudiants est égal ou supérieur à 25 % de la population de la ville.
8. Villes de repos et de retraite : où le taux d'activité (rapport entre l'emploi et la population) est inférieur à un seuil variable selon le type d'économie du pays.
9. Villes multifonctionnelles : où le nombre d'emplois industriels, commerciaux de détail et de gros est inférieur à 60 %, 20 % et 50 % respectivement des emplois totaux de ces activités regroupées.

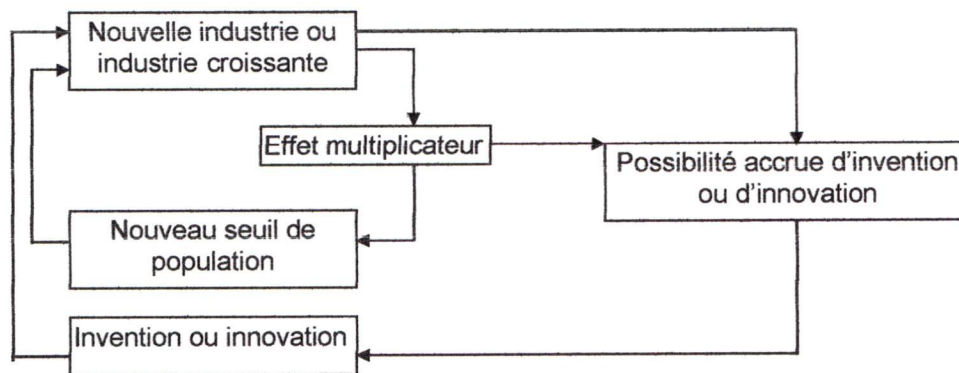
Cependant, même si ce mode de classification semble précis et intéressant, les seuils ne sont pas nécessairement adaptés à tous les pays et à tous les moments dans l'histoire.

Avec le raffinement des outils méthodologiques (utilisation des ordinateurs), la thèse de la plurifonctionnalité s'est finalement imposée. Les techniques statistiques peuvent alors s'appliquer à plusieurs variables simultanément. Les différents types d'analyses nous permettent maintenant de mesurer le degré de plurifonctionnalité de chaque ville



et ainsi d'obtenir la hiérarchie urbaine d'un pays. Des villes qui, à l'origine étaient monofonctionnelles, peuvent avec le temps se diversifier et devenir plurifonctionnelles (voir exemples de classification multivariée dans Hartshorn, 1980, p. 68-72).

Une autre théorie, celle du pôle de croissance discutée tout d'abord par Allen Pred puis raffinée par François Perroux, explique que le secteur subissant une bonne croissance entraînera les autres secteurs d'activités.

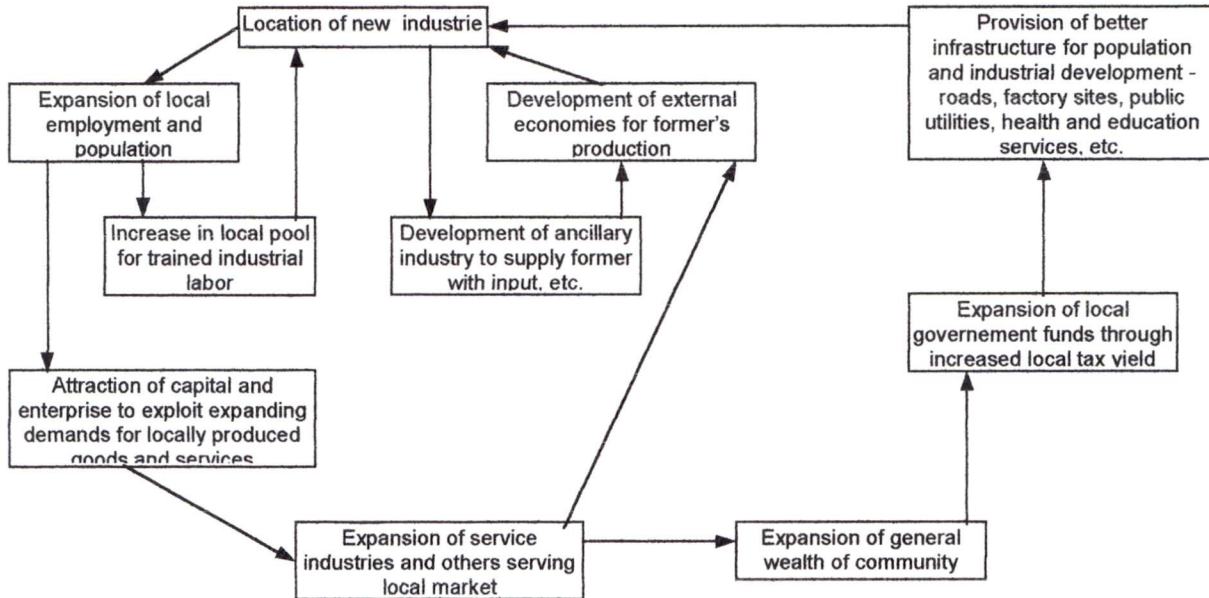


*Tiré de Hartshorn (1992, p. 125).*

**Figure 1 : Schéma de la croissance circulaire et cumulative**

Tout d'abord, la croissance est concentrée disproportionnellement à certains points dans l'espace. La forme élémentaire est appelée l'industrie propulsive qui génère une croissance par ses propres achats et ventes. Plus cette industrie se développe rapidement, plus l'effet est intense. De plus, une grande interaction avec d'autres entreprises augmente la croissance. L'expansion d'une entreprise ou d'une industrie créera un effet multiplicateur dans les emplois puisque l'argent circule dans l'économie. Le nombre d'emplois peut accroître dans plusieurs secteurs comme les industries manufacturières, les transports, les ventes détail ou autres. Cette expansion peut alors amener une augmentation de la population qui, à son tour, peut augmenter les emplois.

Et, ainsi, on assiste à une croissance circulaire et cumulative (Hartshorn, 1992, p. 123-124).

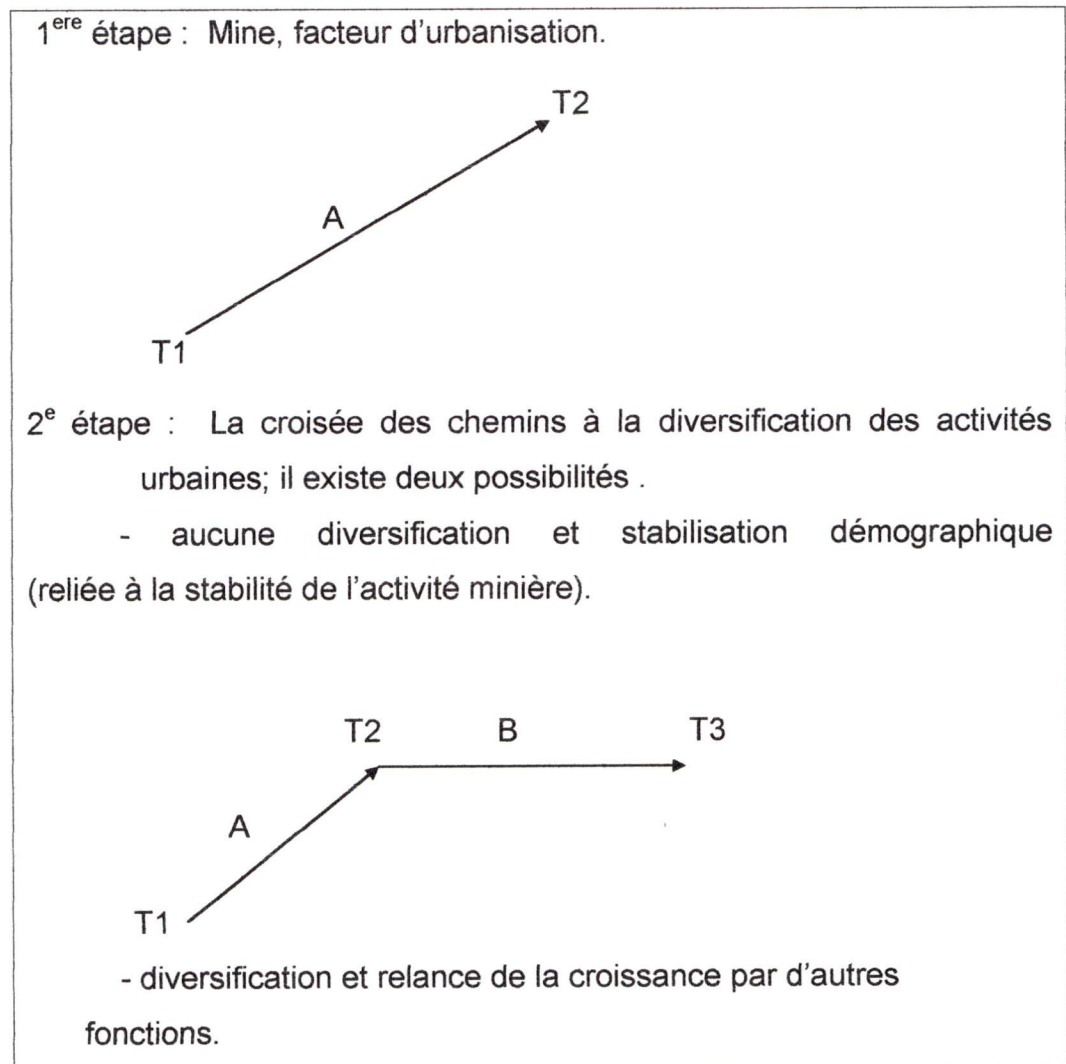


**Figure 2 : Schéma du modèle de distribution de développement économique selon le processus de Myrdal.**

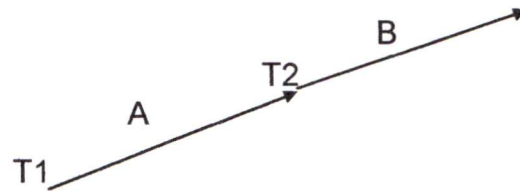
Selon le modèle de Myrdal illustré ci-dessus, la création de nouvelles industries amène une croissance de l'emploi local et de la population. Cette croissance attire les capitaux et les entreprises pour exploiter la demande de biens et services locaux et ainsi on assiste à la croissance des industries de services et autres services locaux. Évidemment, la richesse générale de la communauté augmente, puis les investissements gouvernementaux font de même via l'augmentation des taxes. La population et le développement acquièrent donc de meilleures infrastructures comme des routes, des services de santé et d'éducation, etc. Puis, ces nouvelles infrastructures attirent de nouvelles industries. Et le cycle s'intensifie...

En certaines villes minières, la dynamique de l'activité initiale (c'est-à-dire minière) peut s'exercer de telle sorte qu'elle entraîne la mise en place de plusieurs activités complémentaires qui, avec le temps, prennent de l'ampleur et peuvent même devenir prépondérantes ou devenir d'égales importances. C'est la diversification fonctionnelle. La stabilité de la ville est représentée par une économie qui ne repose plus sur la seule fonction minière (donc diversifiée). Cette fonction, dans le cas d'une baisse ou même d'un arrêt, n'entraînera pas la chute de la ville.

D'une façon simple, le modèle temporel de Martin illustre bien la croissance urbaine par étapes (Deshaies, 1977, p. 153-155) :

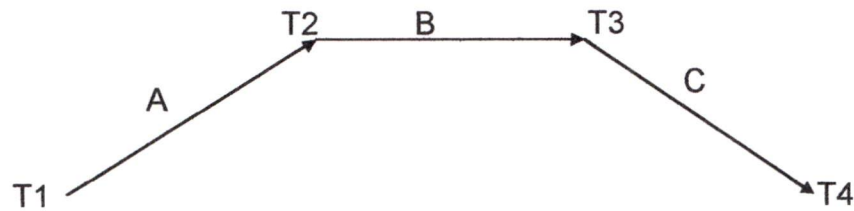


**Figure 3 a : Étapes du modèle temporel de Martin**

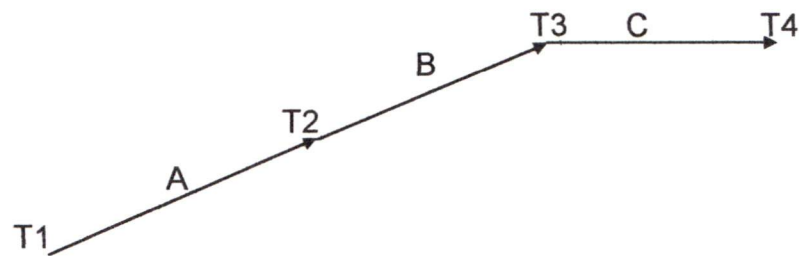


3<sup>e</sup> étape : Le point de non-retour de la croissance ou de la décroissance. Il existe trois possibilités.

- arrêt de l'activité minière.



- plafonnement de la croissance après la diversification.



- croissance due aux économies externes et aux effets d'agglomération.

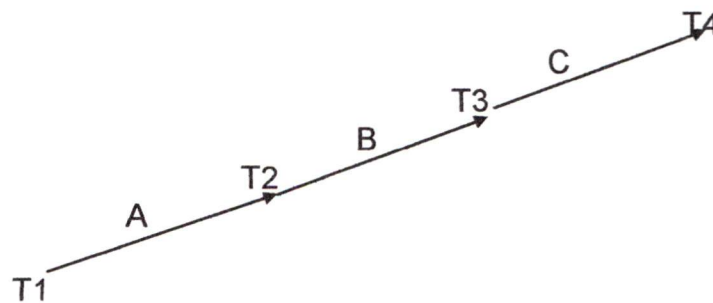


Figure 3 b : Étapes du modèle temporel de Martin



L'évolution des différentes méthodes de classification démontre une adaptation au contexte des villes dans l'espace et dans l'histoire. Ainsi, la ville de Moanda sera analysée dans ce travail sous un angle de pôle de croissance comme discuté par Allen Pred puis par François Perroux.

## 2.5. Définition de ville minière

La définition adoptée est celle de Deshaies :

« On considère (...) ville minière toute ville qui possède en partie ou en totalité une fonction minière et qui tire sa raison d'être directement ou indirectement (résidence, prospection, transport, administration) de l'exploitation du minerai. Pratiquement toute ville, même sans mine, peut être minière si elle préside d'une façon quelconque et significative à l'avenir minier ou si elle a une mine dans son champ urbain. » (Deshaies, 1977, p. 184-185)

Selon la classification de Harris, la ville de Moanda est clairement une ville minière puisqu'en 1993 (Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, 1993, p. 65), 32 % de la population de Moanda-Mounana était employée dans le secteur minier (soit plus de 15 %, seuil proposé par Harris) (Annexe 1). Cependant, Laurent Deshaies a aussi développé une méthode pour définir les villes de ce type. Une ville est considérée comme minière si, pour les subdivisions de 1000 habitants ou plus, le pourcentage de la main-d'œuvre totale dans les mines, les carrières et les puits pétrole et de gaz, atteint 1,5 % de la population active dans ces secteurs. Il faut ensuite vérifier s'il n'y a pas d'autres unités contiguës qui pourraient être regroupées en agglomération. Finalement, on doit recalculer le pourcentage de travailleurs dans les mines selon l'agglomération définie à l'étape précédente. En appliquant cette méthode à la ville de Moanda, nous arrivons à la conclusion qu'elle est de type minier puisque 32 % de la population active (formelle) est impliquée dans ce secteur.

Plusieurs problèmes sont associés aux villes créées de la mine : un taux de masculinité élevé, une forte proportion de célibataires adultes, une dépendance vis-à-vis l'industrie unique et du marché international, le coût élevé des services, les déséquilibres d'emplois selon les types et le sexe, la difficulté de reconversion industrielle, une

absence de services culturels et communautaires, une instabilité sociale et géographique, des problèmes familiaux, un sentiment de non-appartenance, une absence de certaines catégories professionnelles, un aménagement déficient, un environnement délabré, un site urbain peu propice (Deshaies, 1977, p. 381).

Une ville minière pure ou mono-industrielle est plus vulnérable aux soubresauts de la croissance. En effet, la disparition brusque de la fonction minière peut entraîner un dépérissement ou même une disparition de la ville. Cependant, au-delà d'un certain seuil, la ville peut subir une reconversion de ses fonctions pour arriver à survivre. En reprenant le modèle temporel de la croissance urbaine de Fernand Martin, Laurent Deshaies distingue trois étapes à la croissance des villes minières canadiennes (cependant, ce modèle pourrait éventuellement s'appliquer au cas de Moanda, Gabon) :

« l'implantation d'une activité minière, d'où création, d'une ville ou augmentation d'une ville déjà existante ;

l'étape de la diversification des activités urbaines (industries liées ou attrait des économies externes) ;

l'étape du processus cumulatif à cause de la grande taille de la ville (« take off »). » (Deshaies, 1977, p. 152-153)

L'exploitation d'un gisement minier, même s'il y a une migration d'une main-d'œuvre importante, peut ne pas suffire à la création d'une ville. Cette exploitation ne doit pas paraître trop sensible à la conjoncture mondiale pour pouvoir attirer d'autres activités connexes ou non-connexes. Plus une ville avance dans les étapes décrites précédemment, plus ses chances de croissance et de survie augmentent. Arrivée à la dernière étape, la ville aurait dépassé un certain seuil où elle ne dépendrait plus de la seule fonction minière.

La croissance passée de la ville de Moanda peut être attribuée à l'évolution positive de la demande mondiale en manganèse depuis l'établissement de la COMILOG. Avec des réserves de plus de 200 millions de tonnes, soit près du quart des réserves mondiales



reconnues (Laumonier, 1995, p. 79), la COMILOG a su faire face à la situation difficile de la demande en manganèse (récession de la sidérurgie) et la baisse des prix depuis 1992 (Annexe 2). De plus, la ville a subi une diversification des activités urbaines, non seulement avec une industrie de premières transformations du minerai (concassage-criblage, laverie), mais aussi avec le développement d'autres secteurs économiques. On assiste maintenant aux premières étapes de reconversion de l'économie urbaine.

## **2.6. Exemples de villes minières**

Les villes minières peuvent se présenter comme des villes « fragiles ». Plus le taux de la population active qui est employée dans le secteur primaire est élevé, plus la ville risque de ne pas survivre si les activités d'extraction cessent. Puisque sa principale fonction est minière, si le reste de l'économie n'a pas pu atteindre un degré de diversification suffisant et que les échanges régionaux et nationaux avec cette ville restent minimes (ville enclavée), la ville peut s'effondrer. L'exemple de la ville canadienne (voir annexe 3) de Minto au Nouveau-Brunswick est frappant. En 1961, 47,5 % de sa population active était employée dans les mines de charbon, 6,6 % dans l'industrie secondaire et 41,3 % dans le secteur tertiaire (Deshaies, 1977, p. 134-135). En 1967, les maisons et les magasins sont abandonnés, la mine n'ayant plus sa raison d'être. À un niveau plus global, une fonction principale mono-industrielle peut s'avérer toute aussi dangereuse pour un pays en entier. Par exemple, l'industrie sucrière de Barbades subit une grave crise dans les années 1990, ce qui menace ce secteur de son économie. Une des nombreuses causes de la crise est attribuée au manque de diversification des productions (Drummond and Marsden, 1995, p. 342-354). Par contre, le pays a pu se diversifier, donc se stabiliser, grâce au développement de petites industries et l'introduction du tourisme.

Les industries d'extraction minière ont joué un rôle important dans la croissance urbaine du Copperbelt zambien et zaïrois. L'exploitation des gisements a attiré une main-d'œuvre abondante. Certaines de ces villes affichaient une grande concentration de salariés dans le secteur primaire : plus de 51 % dans les petites agglomérations comme

Bancroft, Luanshya ou Mufulira, 26,4 % à Ndola (soit 25 300 salariés africains) et 20,6 % à Broken Hill en Zambie en 1961 (Vennetier, 1991, p. 172). Longtemps leur caractère urbain fut contesté puisque ces villes paraissaient plutôt d'immenses camps de travailleurs gérés par la compagnie minière. Dans le cas des villes du Shaba méridional au Zaïre, la fermeture des mines entraîna une crise multiforme aux niveaux démographique, de la qualité de vie et socio-économique (voir Bruneau, 1989, p. 433-455) et provoqua la dispersion de la population. « Ainsi des facteurs historiques, économiques, une simple réorganisation de la production font vivre ou condamnent les centres miniers. » (Denis, 1958, p. 26) Des villes fantômes peuvent émerger : par exemple, Makongonio et Etéké, des villes aurifères au Gabon (Mondjo-Boussiengui, 1978, p. 24).

Certaines régions africaines présentent un avenir plus prometteur. L'exploitation aurifère de Kalana au Mali emploie 465 personnes et représente 28 % des salaires industriels de la région. Longtemps les installations minières et l'habitat apparaissaient enclavés, mais l'amélioration des pistes et la construction d'un pont ont désenclavé la région du Sankarani. Ce désenclavement a contribué aux liaisons dans la région et aux liaisons avec le reste du pays ce qui améliore le développement de la région et sa relative stabilité. De plus, la compagnie apporte un soutien financier aux villages environnants qui ne vivaient que de l'agriculture sur brûlis. La SONAREM (Société Nationale de Recherches et d'Exploitation des Ressources Minières) a organisé l'ouverture de classes. Cependant, quelques corrections restent à apporter : la ville présente un caractère dichotomique puisque les Soviétiques, des cadres, s'organisent en vase clos, à l'écart des ouvriers (Maharoux, 1986, p. 192-194).

Les grandes compagnies minières sont souvent d'origine étrangère au pays d'accueil, particulièrement dans les pays en voie de développement qui ne peuvent pas toujours investir d'énormes sommes d'argent. Ces compagnies étrangères posent cependant certains problèmes : une mainmise étrangère qui diminue les chances de diversification des exportations, de formation du personnel de direction, de recherche en génie, de création de nouveaux services, etc. (Deshaies, 1977, p. 124). De plus, plus souvent



qu'autrement, elles réinvestissent les profits dans leurs pays respectifs ou dans d'autres pays où elles diversifient leurs activités. Par exemple, la Cyprus Mines Corporation, une firme américaine, s'est établie à Chypre dans le but d'y exploiter le cuivre. Une fois qu'elle réalisa d'énormes bénéfices, elle diversifia ses activités en créant des compagnies minières au Pérou (fer), en Australie (fer) et dans l'Arizona (cuivre), une compagnie maritime au Panama, une cimenterie à Hawaii, deux usines de produits chimiques aux Pays-Bas et d'autres activités socioculturelles aux États-Unis. Maintenant que la compagnie a appuyé ses activités dans d'autres champs et jugeant l'exploitation des mines de cuivre chypriotes moins rentable, elle se retira de Chypre en laissant plus de 2 400 chômeurs (Mondjo-Boussiengui, 1978, p. 16).

Quant aux compagnies minières d'origines nationales, le problème majeur est de trouver des débouchés à l'étranger pour leur minerai puisque leur marché intérieur est souvent trop restreint. Contrairement à la situation qui prévalait au début des exploitations, les marchés se mondialisent. Voilà aussi une forme de dépendance vis-à-vis des marchés étrangers. Le secteur minier subit alors les fluctuations économiques mondiales. Par exemple, au Canada cette dépendance se manifeste envers les États-Unis.

De plus, l'activité d'extraction n'assure pas toujours une diversification du marché local. Si le gisement est éloigné, l'extraction se fait sur place et parfois une usine de concentration peut s'y installer. Cependant, les usines de transformation sont localisées près des marchés qui ne sont pas nécessairement dans le pays même. En effet, c'est le cas du pôle de Carajás en Amazonie brésilienne où l'économie ne s'est que peu diversifiée et où la ville est considérée comme enclavée. La région environnante n'a pu récupérer qu'une infime partie des profits et des revenus de la mine avec le soutien de l'État (par l'adoption de lois) (Roberts, 1995, p. 385-400).

Les villes d'origine minière abandonnées par la compagnie extractive essayeront de faire appel à l'État pour s'en sortir. Cet apport « artificiel » n'est pas la solution idéale

puisque aussitôt que le gouvernement ne pourra plus fournir les efforts et les fonds nécessaires, il ne pourra plus soutenir la ville. Celle-ci périlitera.

Selon les pays, un plan d'urbanisme global peut être ou peut ne pas être effectué avant le début des travaux sur le terrain. Certaines compagnies minières et certains des gouvernements ne se soucient guère de cette étape, ce qui peut résulter en une confusion généralisée à mesure que la ville s'agrandit.

« ... les villes minières et mono-industrielles qui tiennent souvent le milieu entre la ville et le camp de main-d'œuvre (...) se traduisent sur le plan de l'organisation intérieure de l'espace urbain par une séparation entre la « ville industrielle » et la ville tout court. » (Santos, 1971, p. 99)

C'est le cas des villes comme Abadan (Iran) ou Lubumbashie (ex-Elisabethville au Congo Kinshasa). Cette séparation entre les cadres souvent d'origine étrangère et les ouvriers est aussi présente à Diamou (mono-industrie de ciment) au Mali (Maharoux, 1986, p. 195-202). Toutefois, des pays peuvent exiger une planification plus précise. Par exemple, au Québec, une loi sur les villages miniers « fournit des dispositions qui s'appliquent spécifiquement aux villes minières créées de toutes pièces. La majorité des villes minières canadiennes récentes ont eu un plan d'urbanisme global avant le début des travaux sur le terrain. » (Deshaies, 1977, p. 129) Ces plans d'aménagement ne garantissent pas toujours le succès de la ville. Il est difficile de prévoir la croissance de celle-ci, de la mine ou même de la région. Il est aussi difficile d'aligner ces plans sur les décisions qui s'étendent à l'échelle internationale dans le cas d'une compagnie étrangère.

Selon Pierre Vennetier (Vennetier, 1991, p. 171), plusieurs villes africaines naissent de l'exploitation de gisements minéraux, mais aucune ne doit sa croissance à cette seule cause. Tout d'abord d'apparence de camps de travailleurs, ces villes ont connu une urbanisation avec l'arrivée de main-d'œuvre, l'installation de commerçants, l'organisation de services administratifs, etc. Par exemple, un des facteurs qui a déclenché l'industrialisation et l'urbanisation dans le Haut-Katanga et le Copperbelt



rhodésien est le problème des transports (Denis, 1958, p. 71). En effet, puisque les gisements se localisent souvent dans des régions éloignées, il était préférable d'avoir des usines métallurgiques à proximité et d'être près des voies de transport. Ceci amorce un processus d'industrialisation de plus en plus poussé.

Les pays qui accueillent les compagnies minières mettent parfois en place des lois pour aider ou même financer l'exploitation. Au Canada, il existe : des encouragements fiscaux par les impôts et les droits, des organismes spéciaux pour régler les problèmes de certaines industries, une loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or, des programmes de routes d'accès, des analyses de roches, des levés géologiques, etc. Ces avantages ne sont pas offerts dans tous les pays ; les gouvernements n'ont pas toujours les ressources financières pour apporter une telle aide.

## **2.7. Réseaux urbains**

Selon P. George, «pour qu'il y ait réseau urbain, il faut que soient décelées diverses relations établissant des rapports fonctionnels permanents entre les éléments urbains du réseau et entre eux et le milieu rural.» (George, 1964).

Quant à Beaujeu-Garnier, «... le réseau désigne un fait spatial de répartition des éléments (ici les villes) à l'intérieur d'un cadre (la région, la nation...); l'armature est ce qui sert à maintenir, à soutenir, donc introduit une notion de fonction, d'organisation, de responsabilité.» (Beaujeu-Garnier, 1980, p. 325).

Trois éléments caractérisent les réseaux urbains :

- 1) la masse de population, sa densité et sa répartition; la masse de production, sa répartition et sa valeur; la masse d'épargne; la masse de consommation, sa localisation; la masse d'équipement, etc.
- 2) les flux de population, de produits agricoles et industriels, et monétaires.

3) le temps pondère les deux éléments précédents; il explique les disparités dans l'équipement, les infrastructures agricoles, industrielles, de transports et de services, et au niveau culturel (Santos, 1971, p. 184-185).

D'autres facteurs secondaires peuvent aussi influencer la constitution d'un réseau urbain, particulièrement en pays en voie de développement comme la taille du pays, l'âge de la colonisation et de l'équipement primitif, le système de gouvernement, la politique commerciale, les types d'activités économiques et les structures sociales (Santos, 1971, p. 186-187).

La répartition des villes qui constituent le réseau urbain est différente selon les territoires ou les pays. En effet, la densité et la localisation des villes d'un réseau peuvent dépendre d'une métropole centrale, peut se disposer selon une topographie accidentée ou peut se présenter de façon régulière.

La distribution de l'habitat dans l'espace (villes, villages, métropoles) peut subir une distorsion à cause de la localisation des ressources et de l'évolution historique. Les voies de communication, liaisons nécessaires, subiront alors la même modification. En effet, «la géométrie de certains réseaux de voies de communication peut être en rapport très étroit avec le développement général des ressources régionales.» (Hagget, 1973, p. 84) C'est dire que les routes, les chemins de fer, etc. sont reliés à la croissance économique de la région. Quel que soit le type de ressource en jeu (ressources agricoles, minières, humaines, etc.), l'accessibilité et la mobilité seront deux facteurs clés pour le succès de leur mise en valeur.

Merlin distingue trois grands courants sur le plan des méthodes d'approche des réseaux urbains (Merlin, 1973) :

#### 1) L'APPORT DE L'ÉCONOMIE SPATIALE :

- théorie de l'économie agricole de Von Thunen
- théorie des localisations industrielles de Weber
- théorie des régions de A. Losch



## 2) L'APPORT DES MODÈLES STATISTIQUES :

- loi rang-dimension
- relation densité-distance
- courbes de concentration
- loi gravitaire (Reilly)

## 3) L'APPORT DE L'ENQUÊTE GÉOGRAPHIQUE :

- théorie des places centrales (Christaller)
- rapports villes-campagnes

Sans nécessairement reprendre l'explication de toutes les théories concernant les réseaux urbains, certaines critiques ou explications sommaires des théories populaires s'imposent. «... Tout d'abord, la théorie de Christaller met l'accent sur les pôles que sont les places centrales dans un espace isomorphe occupé par des activités agricoles» (Merlin, 1973, p. 153) en analysant les aires de marché. Dans la ligne de cette théorie, on considère les activités tertiaires comme banales. Ce secteur a donc un rôle passif tandis que les autres secteurs, industriel en particulier, sont seuls moteurs de croissance (Bailly, 1986, p. 58). Toutefois, le secteur tertiaire peut être moteur de l'économie urbaine ou même régionale.

Losch privilégie la division de l'espace en aires, soit en hexagones qui relient les places centrales entre elles. Sa théorie considère seulement l'ordre dans un réseau urbain, quant au désordre, il n'est que correctif à cet ordre. Plusieurs facteurs viennent nuancer ce modèle : les éléments économiques (différence spatiale de prix, de qualité, de coûts de transport, etc.), les éléments naturels (différences de fertilité des sols et de possibilités de transport), les éléments humains (variété et spécificité des comportements individuels et des groupes) et les éléments politiques (États et frontières remodelent les réseaux économiques) (Merlin, 1973, p. 138-139).

Qu'on soit en pays développé ou en pays en voie de développement, certains éléments de ces deux dernières théories peuvent être modifiés. En effet, dans plusieurs pays en voie de développement, la capacité d'achats du consommateur est tellement faible que

l'entrepreneur doit vendre à faible prix pour que son entreprise fonctionne (Hartshorn, 1992, p. 151). Puisque le pouvoir d'achat des paysans du milieu rural est bas, l'accès au transport est plus difficile ce qui limite l'application de ces modèles aux réalités du pays en voie de développement.

Merlin commente bien la théorie des graphes :

«Si on admet l'existence d'un certain nombre de points spécifiques dans l'espace - localités, villes ou «places centrales» -, on conçoit que les hommes et les entreprises qui y exercent leurs activités souhaitent établir des liaisons entre eux. En l'absence de contraintes de coût, toutes les liaisons possibles reliant ces points (nœuds) deux à deux seraient assurées.» (Merlin, 1991, p. 46)

La théorie de polarisation de François Perroux, qui explique la polarisation d'activités dans certaines villes, englobe les notions d'interdépendance, de complémentarité, d'intégration spatiale, de hiérarchie, de relation, de connectivité, de diffusion, etc. (Deshaies, 1977, p. 46-47).

Beaujeu-Garnier indique quelques méthodes pour étudier les relations villes-environnement (Beaujeu-Garnier, 1980, p. 328-331) :

- Isochrones : conditions de temps dans lesquelles on peut atteindre une ville à partir d'un réseau de communications donné. C'est l'accessibilité potentielle. Cette méthode tient cependant compte de la nature et de la condition des voies.
- Étude des transports : par exemple, l'intensité de la circulation.
- Étude du pôle central : notion de hiérarchie. Examine la quantité, la qualité et la variété des équipements. Par exemple, la théorie de Christaller.
- Limites de l'influence urbaine : par exemple, la loi de Reilly.

Pour caractériser un réseau urbain, il devient intéressant d'analyser le réseau de transport, élément important de l'armature urbaine. Selon Merlin (Merlin, 1991, p. 48-49), certaines propriétés des réseaux de transports peuvent être définies :



- La densité d'un réseau est souvent définie par le rapport entre les kilomètres totaux de lignes et la surface de zone desservie ( $\text{km}/\text{km}^2$ ).
- Un réseau est ouvert si on peut y accéder en n'importe quel point des lignes qui le constituent (ex.: routes, chemins). Il est fermé si les points d'accès sont limités, constituant des nœuds de fait (réseaux de voie ferrée, autoroutier, aérien).
- Un réseau est dit en site propre si l'infrastructure est réservée à un type de véhicule (voie ferrée, canal). Il est en site banal si des véhicules variés peuvent l'utiliser (voirie urbaine ou rurale).
- La consommation d'espace par les réseaux dépend de la largeur des emprises et la capacité de l'infrastructure.

G. Dupuy (Merlin, 1991, p. 48) estime, quant à lui qu'un réseau de transport peut être défini par cinq propriétés :

- 1) la connexité : est la relation entre les sous-systèmes d'un réseau territorial. Elle sera maximale si on peut atteindre tout autre point de façon directe.
- 2) la connectivité : est la multiplicité des liaisons qu'un réseau connexe assure.
- 3) l'homogénéité : « traduit l'indépendance entre les liaisons, entre les points et les caractéristiques des liaisons. » (Merlin, 1991, p. 48)
- 4) l'isotropie : est les liaisons entre les points.
- 5) la nodalité : est les relations des nœuds avec les autres points.

À peu près tous les modèles de localisation urbaine et de structure urbaine ont une chose en commun : ils ont un certain degré mesurable d'ordre dans le comportement spatial. Voici six prémisses qu'on retrouve dans la plupart des modèles :

- 1) La distribution spatiale de l'activité humaine reflète un ajustement au facteur de la distance.
- 2) Les décisions de localisation sont prises en général pour minimiser l'effet de friction de la distance.
- 3) Toutes les localisations ont un degré d'accessibilité mais certaines localisations sont plus accessibles que d'autres.



- 4) Il y a une tendance pour les activités humaines à s'agglomérer pour profiter des économies d'échelle.
- 5) L'organisation de l'activité humaine est essentiellement hiérarchique.
- 6) L'occupation humaine est focale (en un point) (Chorley and Hagget, 1968, p. 304-305).

En général, on admet l'existence d'une hiérarchie dans les unités de peuplement d'un territoire. Cependant, le cas des villes minières peut échapper à cette règle. «Les groupements de villes minières dans le Nord de l'Angleterre, ou de petites villes cotonnières sur le Piémont appalachien, paraissent relever d'un ordre moins régulier, qui serait greffé sur le système "normal" des places centrales.» (Hagget, 1973, p. 143)

### 3. Présentation de la ville de Moanda

#### 3.1. Histoire

D'abord occupé par un peuple dont la culture avait apprivoisé la forêt, les Pygmées, le territoire de l'actuel Gabon fut pénétré subséquemment par des peuples venus de l'intérieur. (Voir annexes 4 et 5) La première migration dans la région du Haut-Ogooué, celle des Batéké, peupla les rives de l'Ogooué en amont de Lambaréné. D'autres migrations suivirent, celles des peuples Obamba et Bakota, puis Simba, Masango, Mitsogho, Bandzabi et Fiotte qui s'installèrent dans la région (Villien - Rossi, 1977, p. 8).

Arrivés de l'ouest, par la mer, les Français abordèrent le pays par la côte où ils créèrent des comptoirs commerciaux d'où partirent les explorations pour l'intérieur. Au cours d'une des premières explorations, Savorgnan de Brazza tenta d'atteindre le centre de l'Afrique. En 1880, il atteint le confluent de l'Ogooué et de la Mpassa et il y fonde Franceville. Il va ensuite à la rencontre de Makoko, roi des Bateké, au fleuve Congo où il signe un traité de protectorat le 10 septembre 1880 (Rémy, 1977, p. 72). Il y crée ensuite Brazzaville. Depuis ce temps, le territoire est passé graduellement entre les mains de la France. Avec l'Acte général de Berlin le 26 février 1885, les frontières entre le Gabon et le Congo se délimitent, mais en 1888, les deux territoires sont réunis sous le nom de Congo français, Libreville étant la capitale. Le 15 janvier 1910, Brazzaville devient désormais la capitale du nouveau territoire d'Afrique Équatoriale Française qui regroupait quatre colonies : le Gabon, le Congo, l'Oubangui et le Tchad. Avant de faire partie du Gabon, la province du Haut-Ogooué fut d'abord rattachée au Moyen-Congo en 1925. Plusieurs raisons motivaient ce rattachement : les nécessités afférentes au chantier du Congo-Océan, l'isolement de la province au niveau géographique (massif du Chaillu et la forêt des Abeilles), une voie navigable trop difficile et les liens entre les populations alto-govéennes et congolaises (Pourtier, 1989, *Tome 1*, p. 119). La province retourna toutefois au territoire gabonais en 1946. Ce rattachement fut surtout accompli grâce aux besoins en main-d'œuvre des chantiers forestiers gabonais, mais il faut aussi

considérer la découverte d'un nouveau potentiel minier dans la région de Moanda qui se confirma par la suite. Cette province, autrefois trop éloignée pour les autorités gabonaises, devient, par des circonstances exceptionnelles, une région prisée (découverte de manganèse, d'uranium, lieu de naissance du futur président).

Pendant la colonisation, « Obamba et Bakota, alliés aux colonisateurs, devinrent chefs de terre, surtout dans la région méridionale forestière. Les Batéké par contre perdirent de l'influence. Ils abandonnèrent leurs domaines de la forêt, (...) pour s'installer sur les nouvelles pistes, (...). » (Villien - Rossi, 1977, p. 8-9) En effet, les migrations se poursuivent de façon linéaire, c'est-à-dire le long des nouvelles pistes créées dans la forêt et la savane. Le village de Moanda s'est vu enrichie des populations des villages environnants dans un rayon pouvant atteindre 20 kilomètres (Villien - Rossi, 1977, p. 410). L'ethnie Téké est descendue de ses plateaux à l'est et au sud de Franceville, où les ressources étaient maigres. Elle bâtit des villages autour de Moanda et les habitants y devinrent agriculteurs ou petits commerçants. L'agglomération comme telle était située à l'origine sur une colline d'une plaine voisine. La cité de Moanda réunit les anciens villages de Mabinga, Makouma, Ya et Djokoroundja qui constituent maintenant ses quartiers.

L'histoire de Moanda est intimement liée à l'installation et au développement de la Compagnie Minière de l'Ogooué.

La présence du minerai de manganèse fut signalée dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais les premiers indices sérieux ont été trouvés par B. Choubert en 1944 dans les rapides de l'Ogooué, au pied du plateau de Bangombé. Par la suite, l'United States Steel Corporation et le Bureau Minier de la France d'Outre-Mer ont entrepris la prospection de la région de 1951 à 1953. La Compagnie minière de l'Ogooué fut constituée en 1953. Elle reçut pour mission

« de poursuivre les travaux de reconnaissance du gisement, de rechercher la solution la meilleure, sur le plan technique et économique, pour évacuer ce minerai jusqu'à la mer et éventuellement de procéder à l'exploitation et à la commercialisation du manganèse. » (Lerat, 1966, p. 354)



Les années 1957 à 1962 furent une période de grandes constructions. Tout d'abord les installations minières furent mises en place, puis les cités furent construites pour le logement du personnel africain et européen et la voie d'évacuation du minerai vers le Congo fut construite. La population s'est vue enrichie, à cause du besoin de main-d'œuvre de la compagnie, de citoyens d'origines ethniques et provinciales diverses. Cependant, il faut noter que le recrutement était généralement régional. Au moment de l'implantation de la compagnie, les échanges commerciaux se faisaient au village même ou de village à village. Les marchés étaient réguliers et bien organisés (Villien-Rossi, 1977, p. 608). En général, les femmes vendaient le surplus de leur récolte devant leur case.

**Tableau 1 : Origine ethnique de la population urbaine de Moanda (en 1972)**

Batéké	1977	<b>Bassin de Franceville</b>
Obamba	1457	
Ndoumou	229	
Bakaningui	249	
Bahoumbou	350	
Mbahouin (*)	218	
Mindassa	20	
Bandjabi	1058	<b>Massif du Chaillu</b>
Bawandji et autres Nzabi	1033	
Babouvi	106	
Massango-Mitsogho	63	
Kota	27	
Bapounou-Eshira	196	
Fang	115	
Myéné	34	
Divers	46	
<b>Total</b>	<b>7178</b>	

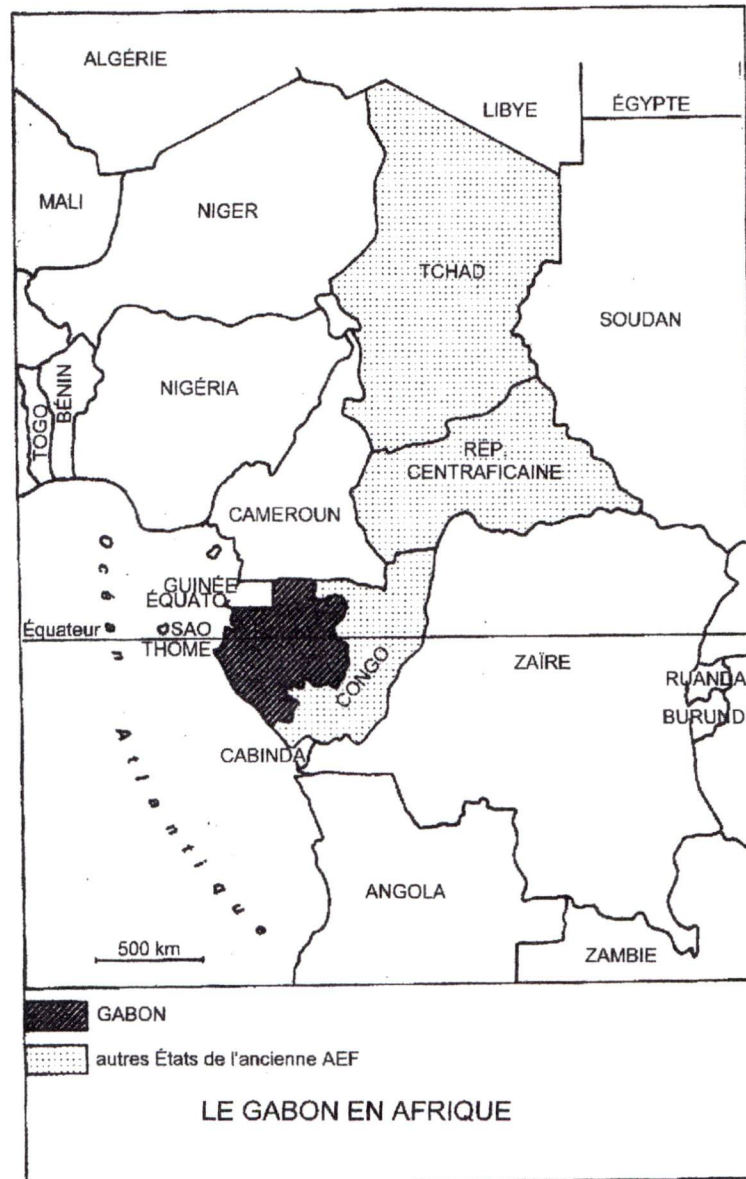
\* On appelle Mbahouin, dans le Haut-Ogooué, des populations Bakélé.

*Tiré de Pourtier (1989, Tome 2, p. 250).*

La construction de l'aéroport international El Hadj Omar Bongo à Mvengué en 1973 et l'inauguration du chemin de fer, le Transgabonais, par le Président Bongo en décembre 1986, reliant Libreville à Franceville, «centre administratif, capitale provinciale, ville du Président» (Pourtier, 1989, Tome 2, p. 245) permit à la région de se désenclaver du

reste du pays. La voie de 650 kilomètres, entreprise en 1973, et la construction du port d'Owendo en 1988 amènent la fermeture de la voie téléferique, qui évacuait le minerai de manganèse vers le Congo.

### 3.2. Site et situation



*Tiré de Pourtier (1989, Tome 1, p. 13)*

**Figure 4 : Carte de la situation du Gabon**

Le Gabon se situe sur la côte ouest de l'Afrique et occupe une surface de 267 667 km<sup>2</sup>. (Voir Annexe 6). Le pays compte un total de 1 014 976 habitants selon le recensement de 1993 (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 2) et possède une densité de 3,8 habitants par kilomètre carré. Il est limité par la Guinée Équatoriale au nord-ouest, le Cameroun au nord et le Congo à l'est et au sud.

La province du Haut-Ogooué est située au sud-est du pays et est limitée par les provinces de l'Ogooué-Lolo et de l'Ogooué-Ivindo puis du Congo au sud. Elle a une superficie de 36 547 km<sup>2</sup>. Sa population est évaluée à 104 301 personnes (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 5).

Le climat alto-govéen reste relativement le même que dans le pays. Cependant, il existe quelques petites différences au sein de la région Franceville-Moanda : la région de Franceville semble plus sèche que celle de Moanda, située à environ 60 km plus à l'ouest (voir tableau de la pluviométrie de quelques villes gabonaises dans l'annexe 6).

Cinq bassins drainent la province du Haut-Ogooué : le fleuve Ogooué et ses quatre affluents, la Sébé, la Léconi, la Lebombi et la Mpassa. Les nombreux rapides et chutes empêchent la navigation mais offrent un bon potentiel hydroélectrique. En effet, les chutes de Poubara, inventoriées en 1927 et situées à 16 kilomètres de Franceville, ont permis la réalisation d'un barrage hydroélectrique mis en marche le 13 août 1972 (Petit Poubara) (Anonyme, s.d. b, p. 156). L'électricité produite est ensuite dirigée vers Franceville et Moanda. Avec l'augmentation de la demande en électricité, le projet du Grand Poubara est à l'étude depuis une dizaine d'années (Anonyme, s.d. b, p. 157).

Trois types de végétation existent dans le Haut-Ogooué. Tout d'abord, la zone forestière couvre principalement les parties nord et sud-est et peut être entrecoupée de petites enclaves de savane. En deuxième lieu, la zone mixte de savanes et de forêts galeries s'étend dans la partie centrale (Franceville-Moanda). Cette savane herbeuse s'enchevêtre avec les forêts galeries qui suivent les cours d'eau.





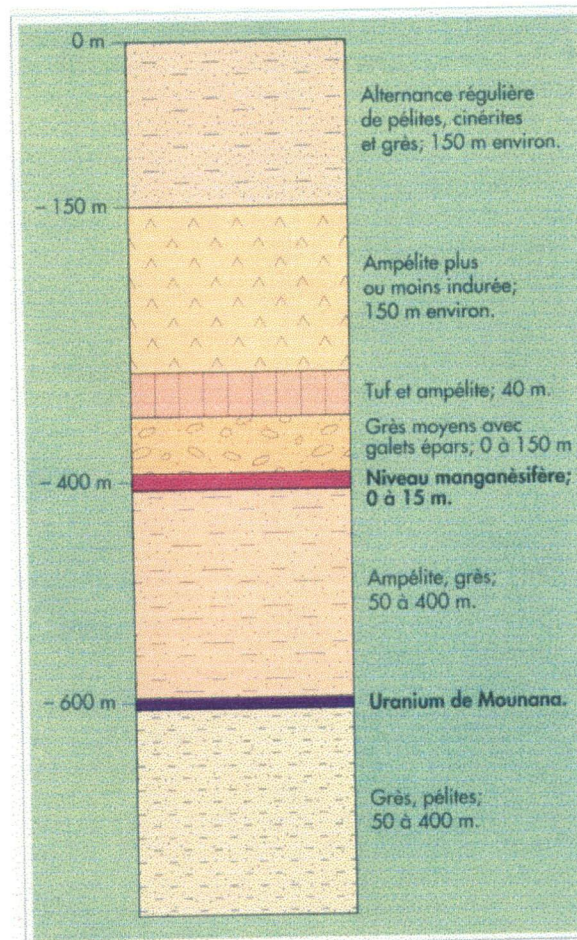
*Source : Photo prise par Marjolaine Guay et Ibrahim Okanga-Souna (août 1996)*

**Figure 5 : Forêts galeries entre Moanda et Franceville**

Finalement, la zone de savane aux hautes herbes des plateaux Batékés recouvre l'est de la région. Il semblerait que la savanisation du Haut-Ogooué serait surtout le résultat de la surexploitation de la forêt primitive par les populations et l'effet de la sécheresse du sol (Mondjo-Boussiengui, 1978, p. 124). Aux abords de Moanda, le paysage se caractérise par un mélange de savanes et de bosquets, de plaines, de corniches de grès et de plateaux. Là où le manganèse est exploité, la végétation a été irrémédiablement tuée. Cette absence favorise l'érosion particulièrement le long des nombreuses pentes. Le relief du plateau Bangombé est devenu un paysage de petites collines noirâtres, « stériles » de manganèse.

La faune alto-govéenne a beaucoup souffert des changements au cours des années. Les animaux sauvages sont rares et fuient les régions autour des centres. Dans les années 1940-1950, on faisait état de buffles, d'antilopes, de lions et d'éléphants (Anonyme, s.d. b, p. 24). Avec le développement des armes à feu, cette faune a

beaucoup diminué (et elle a presque disparu dans le cas des lions).



*Tiré de l'Institut Pédagogique National (Gabon) (1993, p. 66).*

**Figure 6 : Échelle stratigraphique du Francevillien**

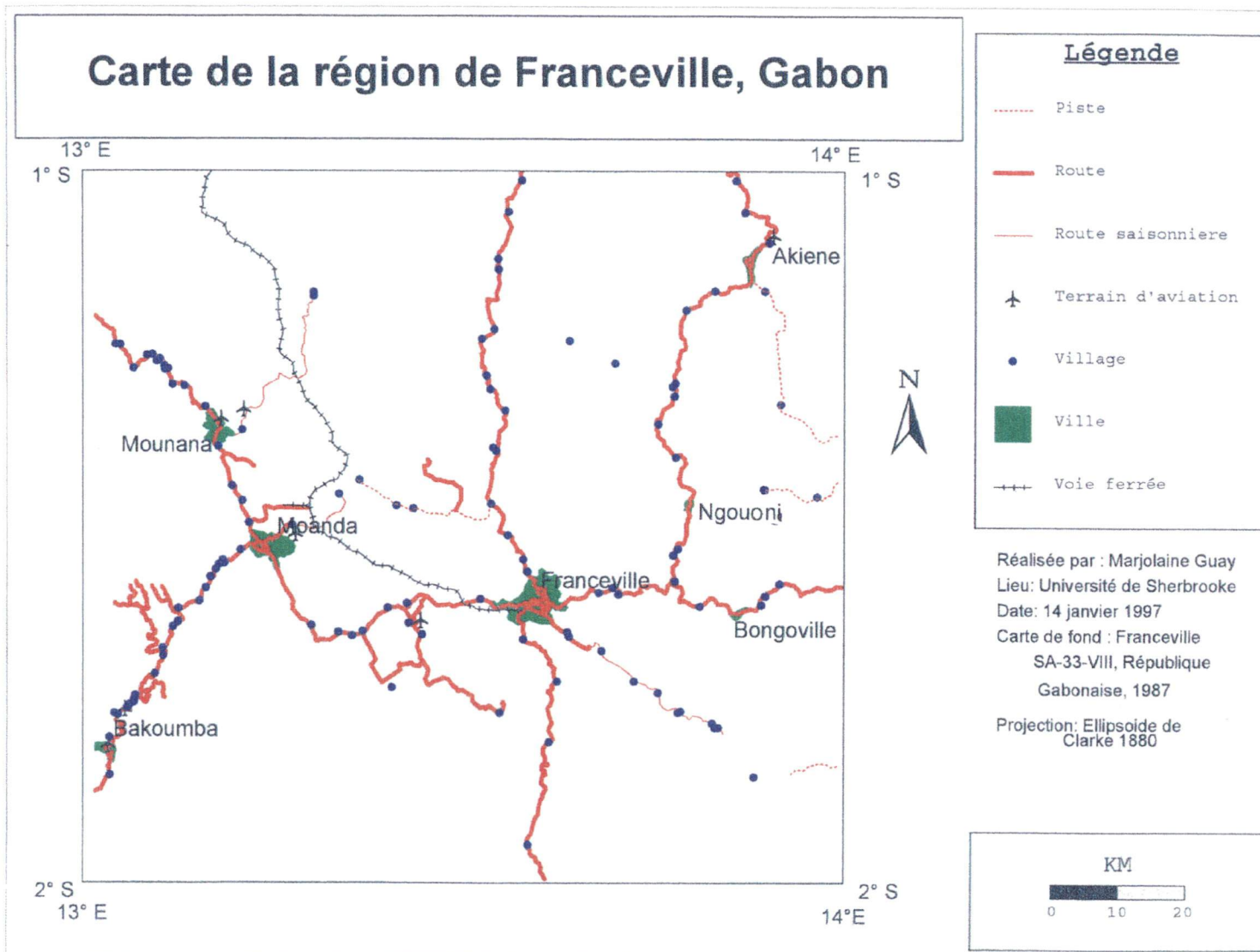
Trois éléments géologiques caractérisent le sol alto-govéen : les plateaux Batéké (sud-est de la Mpassa jusqu'au-delà de la frontière congo-gabonaise), les formations du Francevillien (centre et nord) (le Francevillien désigne une série précambrienne non-métamorphique) et le massif du Chaillu (sud et sud-ouest) (voir Annexe 7). Le Francevillien revêt un intérêt économique dans la mesure où on y trouve les gisements de manganèse à Moanda et d'uranium à Mounana (voir figure 6). On estime que le Gabon possède environ 6,5% des réserves mondiales en manganèse (Anonyme, 1994,

p. 397). Le site de l'actuelle agglomération a été déterminé par le gisement de manganèse du plateau Bangombé à environ 600 mètres d'altitude (Villien - Rossi, 1977, p. 297). La cuvette en contrebas du plateau de manganèse héberge les résidences et les installations sociales de Moanda.

Moanda est placé sur un axe routier desservant la région entre Franceville, Lastourville et Koulamoutou. Le bitumage de la route entre Moanda et Franceville se fit en deux étapes : la première, 25 km en longueur, fut effectuée entre Mvengué et Franceville en 1972 et, la deuxième, de 30 km, entre Mvengué et Moanda en 1975. La ville jouit d'un terrain d'aviation mais il existe un aéroport international à Mvengué à une trentaine de kilomètres. La ville de Moanda est la deuxième ville en importance de la province du Haut-Ogooué après Franceville, la capitale provinciale.



Figure 7 : Carte de la région de Franceville



### 3.3. Plan

En 1969, après l'implantation de la Compagnie Minière de l'Ogooué (voir Annexe 8 pour la carte de l'emplacement des travaux en 1952), Moanda comptait 38 quartiers sur le plan administratif, qui étaient sous l'autorité de 38 chefs de villages (Villien - Rossi, 1977, p. 298). On y comptait un total de 8226 personnes.

**Tableau 2 : Population des quartiers de Moanda en 1969**

• Bangoussou : 234 habitants	• Quartier Omoi : 517
• Youlou : 193	• Onkoula : 371
• Moanda I et II : 290	• Ya : 822
• Moanda II : 122	• Montagne Sainte : 385
• Lekolo I : 143	• Leyongassa I : 128
• Quartier Lekolo : 513	• Leyongassa II : 417
• Groupe Lekolo : 202	• Petit Paris : 41
• Quartier Rond-Point : 145	• Mokaga : 39
• Mavendji-Posse : 56	• cité Ngombé : 41
• Quartier Chic RP : 35	• Cité Comilog PA : 192
• Edouma : 54	• Quartier Chic : 39
• Djokoroundja : 58	• Mabenga : 64
• Cité Comilog AF : 773	• Cité Fonctionnaires et Moanda
• École Catholique : 939	Centre : 71
• Aviation : 56	• quartier Commercial : 190
• Village Lekolo Ferme : 55	• Douane Moanda : 16
• École Protestante : 123	• CEG Moanda : 125
• SOTRAHO : 121	• CET Moanda : 82
• Village Mayila : 44	• École officielle : 522
	• Mipoundi IV : 8

Puisque l'émiettement des quartiers en 1969 était exagéré, il fut décidé d'établir un regroupement qui constituerait une chefferie de 11 quartiers en 1970. Voici les quartiers qui furent retenus : Bellevue, Comilog, Kabibi, Mont Moanda, Alliance, Administratif, Commercial, Bangombé (qui changera pour Leyima), Makima (qui changera pour Samba), Miosso et Montagne. Le chef de chaque quartier fut déterminé par élection.

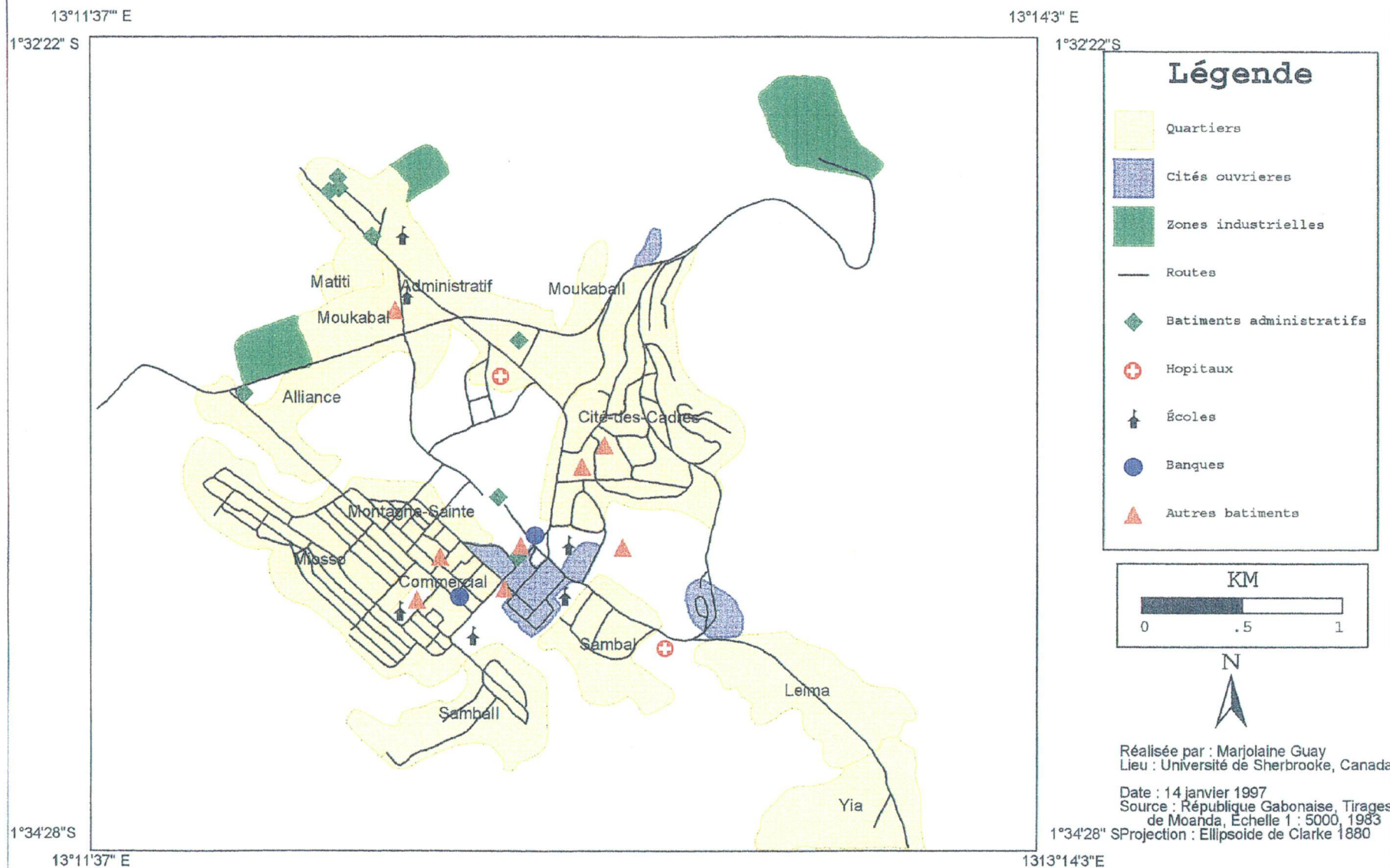
Selon la carte suivante, dérivée des tirages de la ville produits par la République Gabonaise, il y aurait aujourd'hui 14 quartiers : Mont-Moanda (non représenté), Matiti, Administratif, Moukaba I, Moukaba II, Alliance, Cité-des-Cadres, Montagne Sainte, Miosso, Commercial, Samba I, Samba II, Leima et Yia. Cependant, Gertrude Mougondji (Mougondji, septembre 1982) en distingue 8 : Cité des cadres, Gendarmerie, Administratif, Alliance, regroupement des cités ouvrières, Centre commercial, Miosso, Montagne et Douane.

On remarque une stratification des quartiers par fonctions, par classes sociales ou même par ethnies et qui plus est

« la différenciation des quartiers reste sensible sur un double plan. D'une part les quartiers se distinguent les uns des autres par les fonctions prédominantes qui s'y exercent : commerce, industrie, administration, résidence. D'autre part, à la stratification sociale répond une division, surtout pour la résidence et le commerce, en groupements plus ou moins fermés. » (Denis, 1958, p. 110)



# Quartiers de la commune de Moanda, Gabon



Quelles que soient les appellations ou le nombre, on s'entend pour distinguer la « ville haute » de la « ville basse ». La cité des cadres, les quartiers administratif, Matiti, Moukaba I et II puis la partie est d'Alliance sont situés à l'extrémité du plateau Bangombé et représentent la partie « haute » de la ville. La « ville basse » est, quant à elle, formée des autres quartiers dans la partie sud de la ville soient : Alliance, Montagne-Sainte, Miosso, Commercial, Samba I et II, Leima et Yia.

La cité des cadres, tout comme son nom l'indique, est réservée aux cadres de la Comilog. Autrefois réservé aux expatriés occidentaux, particulièrement français, ce quartier bien entretenu présente un paysage de jardin avec ses arbres et ses fleurs. Il n'est pas très étonnant de retrouver une telle différence entre la cité des cadres et les autres quartiers de la ville. En effet, selon Roland Pourtier « Les cités africaines sont organisées conformément au principe hiérarchique, en fonction du niveau de qualification professionnelle ; différenciation entre les lotissements destinés aux agents de maîtrise, aux « OHQ » et « OQ », aux « OS » [OHQ : ouvrier hautement qualifié, OQ : ouvrier qualifié, OS : ouvrier spécialisé] ou aux manœuvres. » (Pourtier, 1989, *Tome 2*, p. 246)



**Figure 9 a : Photo de la Cité des cadres, Moanda**





*Source: Photos prises par Marjolaine Guay et Ibrahim Okanga-Souna (août 1996)*

**Figure 9 b et c : Photos de la Cité des cadres, Moanda**



Le quartier administratif regroupe à peu près tous les bâtiments administratifs de la ville : la préfecture, le cadastre, la perception, la police, etc. Le quartier commercial s'avère le cœur de l'activité de la ville. On y retrouve plusieurs services dont les banques, les bâtiments religieux (catholiques et protestants) et le marché couvert.



*Source: Photo prise par Marjolaine Guay et Ibrahim Okanga-Souna (août 1996)*

**Figure 10 : Photo du marché de Moanda**

Les cités ouvrières, situées à la fois dans la « ville haute » et dans la « ville basse » se caractérisent par l'uniformité des bâtiments dans les îlots. En effet, les îlots sont de constructions différentes mais les bâtiments dans chaque îlot sont semblables. Ces cités ont été construites par la Comilog sur des terrains remis par la commune, dans le but de loger son personnel ouvrier.





**Figure 11 a et b : Photos de cités ouvrières**





*Source: Photo prise par Marjolaine Guay et Ibrahim Okanga-Souna (août 1996)*

### **Figure 11 c : Photos de cités ouvrières**

Un problème foncier se pose toutefois à Moanda car certaines parties de la ville revêtent encore un caractère anarchique. « Le cadastre de la ville est incomplet et les lotissements ne sont pas étendus à tous les quartiers, ou bien ils le sont partiellement. » (Mougondji, 1982, p. 93) Cette anarchie est surtout causée par une occupation du terrain avant même que le lotissement officiel, géré par le Cadastre, n'existe. Ceci constitue un indice d'une croissance urbaine plus rapide que celle des services. Le manque de réglementation ou son manque de suivi peut amener de nombreuses querelles quant aux limites de terrain. De plus, des problèmes peuvent survenir quand l'urbanisation grandissante atteint des zones d'occupation ancestrales.



### 3.4. Structure administrative

Les pouvoirs publics n'ont longtemps exercé qu'un pouvoir de façade, c'est-à-dire que les autorités de la COMILOG « dirigeaient » en quelque sorte la ville. La commune de Moanda est, depuis 1969, administrée par un maire assisté d'un conseil municipal tandis que la préfecture dirige le département. Il faut noter que le terme municipalité ne s'emploie pas au Gabon, mais est plutôt remplacé par l'appellation de commune. La ville loge aussi les services administratifs de la Chambre de commerce, de l'Inspection du travail, d'un bureau de Douanes, de la Perception et du Cadastre. La police et la gendarmerie sont assurées par l'État tandis que les pompiers sont formés par la COMILOG (Guay, 15 août 1996).

La direction de la Compagnie Minière de l'Ogooué n'a pas cessé d'être influente au niveau de la mairie; en effet, le directeur général de la Compagnie a toujours occupé le poste de premier adjoint au maire. Jusqu'aux élections municipales de 1996, le directeur général était devenu le maire par intérim (Guay, 15 août 1996).

Les autorités administratives s'activent à recueillir les doléances des populations de chaque quartier pour essayer de remédier aux problèmes. L'électrification et la distribution de l'eau sont en majeure partie assurées par la SEEG (Société d'Eau et d'Électricité du Gabon). La voirie est aussi en cours de développement mais ne semble pas suffire à toute l'agglomération. L'entretien des nombreuses écoles relève aussi de l'État. Cependant, plusieurs projets relevant habituellement des autorités administratives ont été accomplis par la Compagnie conjointement ou non avec la commune. C'est le cas du Lycée Henry-Sylvos qui fut fondé par la Comilog mais dont la gestion passe graduellement à l'État (les enseignants sont payés par l'État mais sont logés par la Compagnie), de l'Hôpital Comilog ouvert à toute la population, des trois stades sportifs construits, gérés et entretenus par la Comilog, etc.

### 3.5. Comilog

Le fonctionnement de la Compagnie Minière de l'Ogooué est lié à la ville de Moanda. Le portrait de l'agglomération serait incomplet sans la présentation de la Compagnie.

À la création de la compagnie, en 1953, le capital initial était de 150 000 000 F.CFA (soit environ 375 000 dollars canadiens actuels) (Villien-Rossi, 1977, p. 168) et était d'origine (Anonyme, s.d. b, p. 148) :

↳ U.S. Steel Overseas Corporation	43,7 %
↳ Le bureau de recherches géologiques et minières B.R.G.M.	19,6%
↳ La compagnie de Mokta	16,9 %
↳ La Samof	8,9 %
↳ L'État gabonais	9,9 %
↳ Salariés et personnes privées	1 %

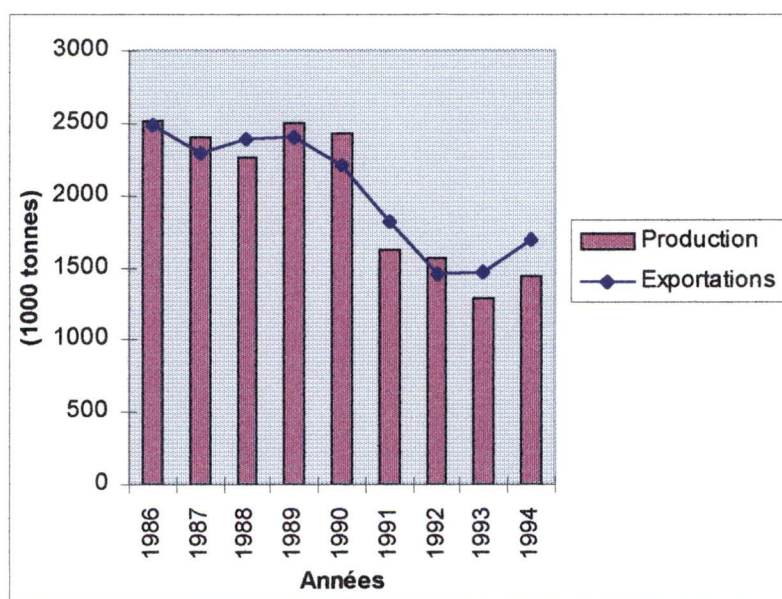
La Comilog est actuellement une société anonyme d'un capital de 21 875 000 000 F.CFA (soit environ 54 687 500 dollars canadiens actuels) dont les actionnaires étaient en 1994 :

⇒ État gabonais	30 %
⇒ COFRAMINES (France)	18 %
⇒ GENGABON (République sud-africaine)	15%
⇒ FORMANG (Hollande)	11 %
⇒ SYCAMANG (France)	10 %
⇒ Autres	16 %

Depuis décembre 1995, le capital social de la Compagnie est évalué à 32 812 500 000 F CFA (soit environ 82 031 250 dollars canadiens) (Compagnie Minière de l'Ogooué, 1996 b, p. 2) « En 1995, elle a réalisé un revenu net de 9,4 milliards de FCFA, en hausse de près de 10 % par rapport à l'exercice de l'années 1994 (8,7 milliards de FCFA) » (Ndemezo'o Essono, vendredi 14 juin 1996).



Les réserves de manganèse étaient estimées à 230 millions de tonnes (Anonyme, s.d. b, p. 148), soit plus du quart des réserves mondiales (International Market Insight, 1996), qui s'étendent sur quatre terrains, soit un total de 125 km<sup>2</sup> : Bangombé (40 millions de tonnes), Okouma-Bafoula (100 millions de tonnes), Massengo et Yéyé. Aujourd'hui, seul le plateau de Bangombé est en exploitation. La formation manganésifère, située sous 3 à 6 mètres de la surface, est relativement facile à exploiter. Le dépôt comme tel a 5 à 8 mètres d'épaisseur et la teneur du minerai métallurgique est de 51 % après lavage et celui de bioxyde de manganèse a une teneur de 81 % MnO<sup>2</sup>. Ceci représente environ encore 70 ans d'exploitation au rythme actuel. À cause de la production de manganèse à Moanda, le Gabon se retrouve au troisième rang mondial de producteurs après l'ancienne U.R.S.S. et l'Afrique du Sud (Compagnie Minière de l'Ogooué, 1994 b). (Voir annexe 9 pour un aperçu de l'économie gabonaise) Comme l'indique le graphique suivant, la production et l'exportation de manganèse sont en baisse depuis 1991, mais ont légèrement augmenté en 1994. Cette baisse peut s'expliquer par le recul de la production mondiale d'acier depuis 1988 (République Gabonaise, 1992, p. 5).



Données tirées de la Direction générale de la statistique et des études économiques (avril 1996, p. 14).

**Figure 12 : Évolution de la production et des exportations de manganèse (en tonnes)**



L'exploitation de la mine se fait par draglines (selon le Nouveau Petit Robert 1994, draglines signifie «Engin de terrassement qui racle le terrain à l'aide d'un godet traîné par un câble») de 750 tonnes à ciel ouvert puis est ensuite acheminé à l'usine par camions. Après le concassage, le débourbage et criblage, le lavage et la classification géométrique (voir aussi Anonyme, janvier 1995, p. 33 à 43), le minerai marchand était autrefois chargé dans un téléphérique monocâble. Celui-ci, le plus long au monde, avait 76 kilomètres et se rendait à M'Binda au Congo où le minerai était chargé sur la ligne ferroviaire Comilog (285 km) puis sur la voie du Chemin de fer Congo-Océan (200 km) jusqu'au port de Pointe-Noire. Aujourd'hui, le minerai est maintenant transporté à la gare minière par un convoyeur curviligne de 7 km et est chargé dans les wagons du Transgabonais qui acheminent le minerai au port minier d'Owendo, près de Libreville. Le prix du transport du minerai par voie ferroviaire a été fixé à 1378 F.CFA la tonne entre la Comilog et l'État gabonais (Moni-Mambou, vendredi 26 juillet 1996, p. 1).

Le minerai de manganèse, sous forme de ferro-manganèse ou de silico-manganèse contenant 75 à 80 % de manganèse, sert surtout (95 %) à la désulfuration et à la désoxydation de la fonte et de l'acier, mais une partie de la production est utilisée sous forme de bioxyde de manganèse comme composant dans les piles électriques, dans l'industrie du verre, dans la chimie, etc.

Depuis 1962, la Comilog a extrait plus de 60 millions de tonnes métriques de manganèse (Compagnie Minière de l'Ogooué, 1996 b, p. 3). Depuis ses débuts, l'exploitation a progressé rapidement passant de 600 000 tonnes/an en 1963 à 1,29 millions de tonnes/an en 1993.

Tableau 3 : Production et exploitation de manganèse

Rubriques	Unités	1991	1992	1993
<b>Production totale</b>	<b>tonnes</b>	<b>1 620 388</b>	<b>1 555 414</b>	<b>1 289 882</b>
dont:				
<b>Manganèses métallurgiques</b>	<b>tonnes</b>	<b>1 565 005</b>	<b>1 455 134</b>	<b>1 257 386</b>
<b>Bioxydes</b>	<b>tonnes</b>	<b>55 383</b>	<b>101 280</b>	<b>32 496</b>
<b>Exportations totales</b>	<b>tonnes</b>	<b>1 815 609</b>	<b>1 551 142</b>	<b>1 460 005</b>
dont:				
<b>Manganèses métallurgiques</b>	<b>tonnes</b>	<b>1 760 000</b>	<b>1 457 520</b>	<b>1 428 149</b>
<b>Bioxydes</b>	<b>tonnes</b>	<b>55 609</b>	<b>93 622</b>	<b>31 856</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>M F.CFA</b>	<b>45 000</b>	<b>41 685</b>	<b>39 800</b>

*Tiré de la Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques (1993, p. 58).*

Les principaux destinataires sont les pays industrialisés dont l'Italie, l'Espagne, la France, les États-Unis, le Canada, le Japon, etc. mais aussi quelques pays en voie de développement comme l'Inde, la Côte-d'Ivoire, le Cameroun, etc (Compagnie Minière de l'Ogooué, 1994 b).

La mine employait 1407 personnes en 1995 réparties comme suit :

- ◇ 67 cadres supérieurs;
- ◇ 112 cadres moyens;
- ◇ 191 agents de maîtrise;
- ◇ 1037 agents d'exécution (Compagnie Minière de l'Ogooué, 1996 b, p. 8).

La gabonisation des postes progresse puisque 4 % de l'effectif total est expatrié tandis que 51 % des cadres supérieurs et 77 % des cadres moyens sont d'origine nationale (Compagnie Minière de l'Ogooué, 1996 b, p. 8). La Compagnie s'est impliquée dans la réalisation de certains projets : une usine de production de piles (SOGAPIL) fut construite en 1975 mais dût fermer ses portes; après la fermeture du téléphérique, la Comilog réalisa un projet d'élevage et de pisciculture à Bakoumba, ville consacrée au téléphérique. Certains projets sont encore à l'étude dont : la construction d'une usine de ferro-manganèse sur le site (SAGAFERRO), la production de produits chimiques dérivés de manganèse (SOGADEMA), la Comilog a investi 10 % du capital de la

SOMIFER qui doit mettre en valeur le gisement de fer de Mékambo. La compagnie a aussi investi à l'étranger. (voir Annexe 10)

En bref, la Comilog est étroitement liée à la ville de Moanda. Au long de son histoire, l'agglomération a particulièrement profité de la présence du minerai. Le site a été modifié par l'exploitation, le plan de la ville a été influencé par les nombreuses constructions de la compagnie. De plus, même la structure administrative, quoique officiellement indépendante, a bénéficié de l'aide de la Comilog.



## **4. Méthodologie**

### **4.1. Période à l'étude et sources documentaires**

L'étude se concentre principalement sur la situation actuelle ou l'état présent (1996-1997) de Moanda. Toutefois, à cause du caractère évolutif du sujet, une description historique fait partie intégrante du travail. En effet, pour bien comprendre ce qu'est devenue la ville de Moanda aujourd'hui, il faut connaître ses caractéristiques lors de son implantation et au cours de son développement. Le sujet, soit la diversification fonctionnelle et le rôle de la ville dans le réseau urbain gabonais, est en constante évolution dans le temps. Donc, l'étude se concentre essentiellement sur l'état actuel de la ville mais impose de fréquents retours en arrière.

Les sources documentaires sont de natures variées : des monographies, des articles scientifiques, des annuaires divers, des publications gouvernementales gabonaises, des périodiques, des interviews, des documents Internet, des mémoires et des thèses, des journaux et des cartes diverses. Tout en utilisant les sources les plus récentes possibles, quelques références âgées (de 1943 à 1968 par exemple) ont été employées pour présenter les explications avancées dans certaines théories dont celles de Harris et de Hoyt. La méthode de Harris définit les fonctions d'une ville tandis que la méthode de Hoyt mesure, de façon élémentaire, l'importance respective des secteurs spécifiques et banals. De plus, quelques documents ont été obtenus directement du gouvernement gabonais ou de la Compagnie Minière de l'Ogooué puisqu'ils étaient non-disponibles dans les bibliothèques canadiennes ou même gabonaises.

## 4.2. Identification des variables à l'étude

Pour définir la ville minière, il existe plusieurs indicateurs. La classification de Harris utilise la variable principale suivante : le pourcentage de la population active d'une ville employée dans le secteur minier (il faut atteindre ou dépasser le seuil arbitraire de 15 %). La même variable se retrouve dans la méthode de Laurent Deshaies mais il précise que c'est la main-d'œuvre totale employée dans les mines, les carrières et les puits de pétrole et de gaz (et le seuil est de 1,5 % dans ces secteurs). Pour vérifier si la ville de Moanda se classifie aujourd'hui comme une ville minière, nous avons pris le total des habitants de Moanda-Mounana occupés dans les secteurs de production de pétrole, de raffinage de pétrole, de forage, recherche de pétrole et de minerai, d'extraction de minerai métallique et d'extraction d'autres minerais et nous l'avons divisé par le nombre total des habitants occupés des mêmes agglomérations dans le recensement officiel de 1993 (voir Annexe 1).

Pour la ville de Moanda, les sections traitant de l'histoire, du site et de la situation, du plan, de la structure administrative et de la Comilog font l'objet d'une description plutôt qualitative. Seule la variable production de manganèse est utilisée pour décrire quantitativement l'activité de la Comilog. C'est plutôt au chapitre suivant que ces variables seront utilisées. En plus d'une description qualitative de l'implication de la Compagnie aux niveaux économique et social dans la ville ou dans la région, des données statistiques touchant les secteurs d'activités ont été obtenues du Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (1993). De plus, un décompte sommaire des entreprises de Moanda non-affiliées à la Comilog a été effectué, ce qui nous donne un aperçu de la diversification économique de la ville. Pour décrire la structure démographique particulière à la ville, en plus de nous appuyer sur celle de la population nationale, des variables telles que le lieu de naissance, la répartition entre les sexes et les âges pour les populations locales ont été utilisées. Cependant, l'alphabétisation, la fréquentation scolaire, le niveau d'instruction et le taux de fécondité sont des données dérivées de la province du Haut-Ogooué. Certaines indications quant à la composition ethnique de chaque quartier seront données mais ces données



statistiques remontent plus loin dans le temps (1972-1978). Pour représenter l'état du développement social, un dénombrement et une répartition des infrastructures sociales principales mises en place sans ou avec l'apport de la Comilog ont été réalisés. De plus, les événements sociaux ou récréatifs sont considérés dans le développement social de la ville. Les chances de stabilité de la ville seront ensuite évaluées à partir de la diversité fonctionnelle de la ville : plus sa structure affiche une répartition diversifiée dans toutes les catégories d'âge, plus les infrastructures sociales sont développées et plus l'apport financier de sources distinctes de la Comilog (c'est-à-dire gouvernement national, la province, la commune, la ville et surtout l'entreprise privée) crée de l'emploi. Plus cette création d'emplois indépendants de la Comilog augmente, moins la ville est soumise aux aléas de la Comilog. Cette diversification des sources d'emploi s'accompagne nécessairement de la mise en place d'un réseau de liaison avec d'autres villes du pays, plus particulièrement les capitales régionale et nationale, et subséquemment de son renforcement. Elle s'accompagne aussi d'une offre croissante de services à la population environnante.

Au chapitre 5, en nous appuyant sur quelques théories utiles du fonctionnement des réseaux urbains dont la loi de Reilly, le modèle de Lösch, la méthode de l'étude des transports ou autres, nous donnerons un aperçu de l'état des réseaux urbains africains et nous analyserons particulièrement l'état du réseau urbain gabonais. Cette dernière analyse, sera effectuée à l'aide de cartes de répartition des villes, de migrations et d'approvisionnement en biens et services, de l'état du réseau, des transports et des télécommunications et particulièrement de statistiques sur les transports ferroviaires, portuaires, aériens et routiers, d'un modèle de la dynamique de l'espace gabonais et des taux d'urbanisation. Finalement, le rôle de Moanda dans le réseau urbain sera dégagé au niveau régional ou provincial par sa zone d'influence, le centre d'emploi, la hiérarchie des villes ou villages, la facilité de liaison et l'approvisionnement, et au niveau national par le rôle économique, les liaisons, le centre d'emploi et de formation. Le rôle joué par la ville dans le réseau urbain influencera aussi sa stabilité dans le temps.



### 4.3. Organigramme méthodologique

La méthodologie est divisée en quatre grandes parties (voir figure 13): la revue de la littérature, l'observation sur le terrain, la cartographie de la ville et de ses fonctions, puis l'analyse pour finalement arriver à vérifier les hypothèses.

Tout d'abord, la revue de la littérature a été effectuée principalement dans la phase précédant l'observation sur le terrain; elle s'est poursuivie jusqu'à la fin de la recherche avec des mises à jour périodiques. Cette étape vise à classer les villes et à expliquer leurs fonctions, à définir les villes minières, à identifier différents exemples dans le monde et surtout en Afrique, à clarifier la notion de stabilité d'une ville, à découvrir ce qu'est un réseau urbain à l'aide des théories existantes, à décrire quelques réseaux urbains africains, à chercher des statistiques et des informations générales sur le Gabon et à établir le site, la situation et le plan de la ville de Moanda. À l'aide de ces informations, un questionnaire préliminaire a été élaboré pour aller chercher des données touchant les aspects qui n'étaient pas clairement abordés dans la littérature.

Deuxièmement, ce fut l'observation sur le terrain où j'ai tenté de compléter mes données par la consultation de ministères (Ministère de la planification et de l'aménagement du territoire, Ministère des Mines et de l'Énergie), de la bibliothèque de l'Université Omar-Bongo et de l'Institut National de Cartographie situés à Libreville, puis, par la consultation de la COMILOG, de la préfecture, de la mairie à Moanda et de la Chambre de Commerce de Franceville. Certaines dimensions de l'étude, en particulier l'implication de la COMILOG, ont fait l'objet d'entrevues.

Ces deux premières étapes ont constitué la collecte des données essentielles pour l'étude qui suit. Ainsi, j'ai recueilli des informations sur l'histoire de Moanda, des statistiques sur les fonctions de la ville, des données de la COMILOG et l'influence de celle-ci sur divers plans, des informations touchant le réseau de transport gabonais puis le réseau urbain national. Une cartographie du plan de la ville et de ses fonctions a suivi. Puis, nous avons procédé à une analyse des données en quatre volets. Le premier volet concerne l'analyse directe des activités économiques et de l'organisation sociale de la ville à partir de la cartographie préalablement effectuée. Le deuxième

volet touche l'analyse de l'influence de la COMILOG sur les activités économiques, l'organisation sociale et la structure municipale. La troisième partie analyse la stabilité de Moanda à partir de la diversification fonctionnelle, la structure démographique et la diversification des infrastructures sociales. Finalement, j'étudie le rôle de Moanda dans le réseau urbain gabonais et l'état du réseau national.

De manière globale, l'approche dans la présentation de l'insertion de Moanda dans le réseau urbain du Gabon est descriptive faute de données suffisantes tandis que les données obtenues dans le traitement des fonctions urbaines de Moanda résultent d'un test plus en accord avec une approche néo-positiviste. D'apparence hybride, la méthodologie découle d'une adaptation aux contraintes particulières d'un travail sur le terrain en milieu africain.



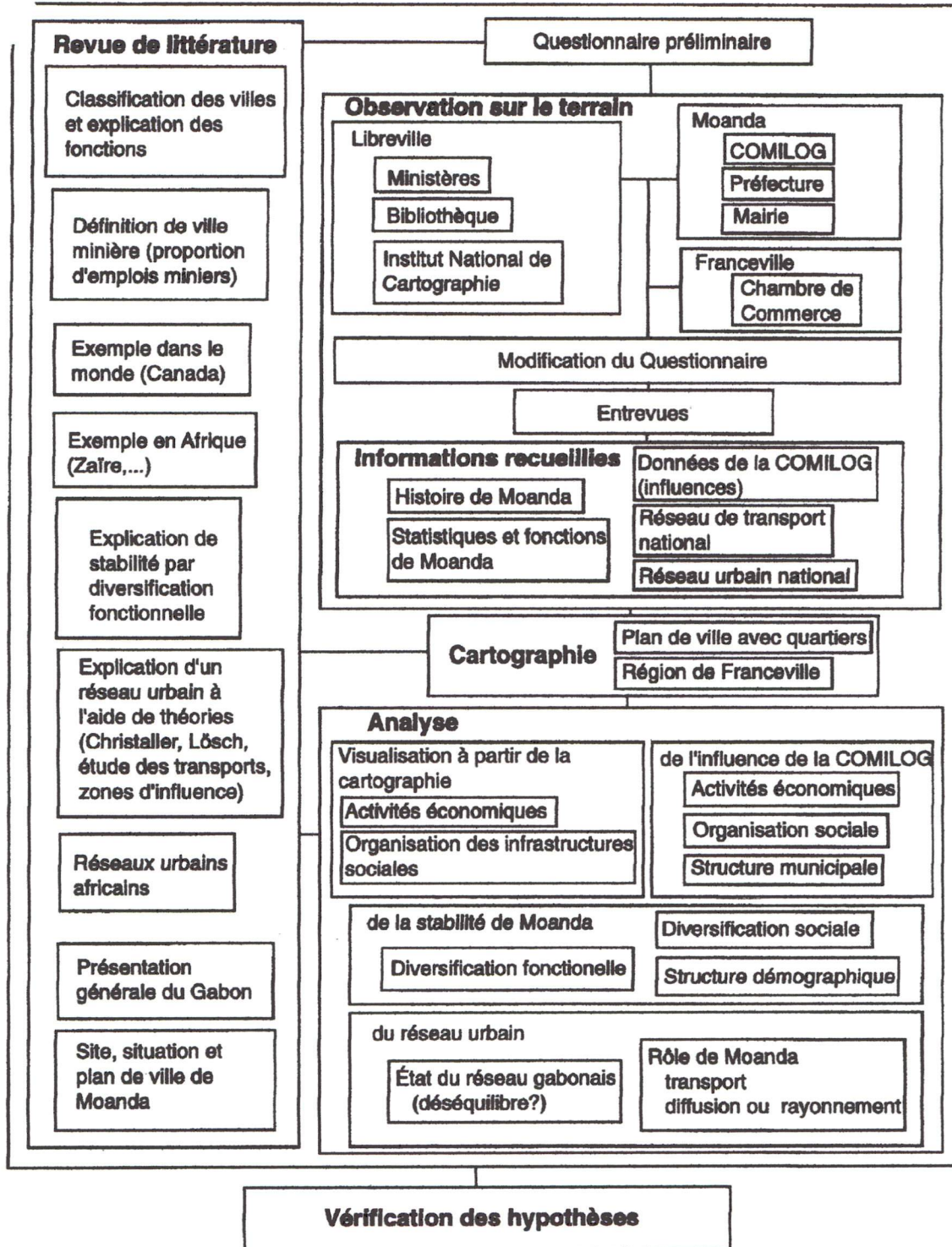


Figure 13 : Organigramme méthodologique



#### 4.4. Problèmes rencontrés

Plusieurs facteurs ont influencé le bon déroulement de la recherche, particulièrement sur le terrain. Certains problèmes anticipés se confirmèrent dès la première étape, celle de la revue de littérature, se déroulant tout d'abord au Canada. Une seule référence traitant directement de la ville de Moanda fut trouvée et celle-ci datait des années 1978. Les ouvrages traitant du Gabon globalement étaient plus accessibles quoique éparpillés dans plusieurs bibliothèques québécoises différentes. Il fut quand même possible d'obtenir une bibliographie de base assez imposante.

L'observation sur le terrain fut particulièrement ardue. Après avoir fait parvenir par écrit une demande officielle de consultation aux différents ministères gabonais, il fut quand même difficile d'obtenir les informations requises au cours des premières visites. Plusieurs déplacements dans la ville de Libreville furent nécessaires puisque les différents ministères et leurs départements sont parfois situés dans des quartiers différents. Quelques volumes pertinents devaient être disponibles aux Archives Nationales ou à la Bibliothèque de l'Université Omar Bongo mais se révélèrent perdus ou volés. Toutefois, les visites à l'Institut National de Cartographie s'avérèrent fort utiles et bien ordonnées.

Les principaux documents statistiques achetés au Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ont été d'une grande aide. Mais une mise en garde doit ici être formulée : pour le recensement général de la population et de l'habitat de 1993, le Bureau Central de Recensement (BCR) n'a pu réaliser une enquête post-censitaire, après le dénombrement sur le terrain, ce qui ne lui a pas permis de satisfaire aux interrogations et controverses suscitées par le recensement, après la publication des résultats préliminaires. On a plutôt entrepris des missions de contrôle. Il faut aussi noter que les omissions et les oublis, et les refus de participer au recensement peuvent être estimés à 5 % de la population totale du pays (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 89-90). Les statistiques portant

particulièrement sur la ville de Moanda étaient peu disponibles. Cependant, un tableau très intéressant de la population occupée par secteur d'activité fut tiré du document *Principaux Résultats* mais on y combinait les deux communes de Moanda et de Mounana ce qui amène une imprécision. Une liste complète des entreprises de Moanda aurait dû être disponible à la mairie de Moanda, à la préfecture ou à la Chambre de Commerce de Franceville mais, à cause d'élections législatives, seule une liste partielle de ces entreprises a pu être dérivée des inscriptions au réseau téléphonique.

Certaines rencontres pour obtenir des entrevues avaient été prévues mais à cause de la non-disponibilité du maire de Moanda (étant décédé) et du préfet de Moanda, puis des problèmes de santé de l'interviewer, elles n'ont pas eu lieu. Toutefois, des entrevues avec des autorités de la Comilog ont pu être effectuées. À cause des raisons précédentes, par manque de temps et de ressources, nous n'avons pas pu obtenir un échantillonnage de la population de chaque quartier pour en analyser leur contenu. Donc, les données de la ville de Moanda sont tirées des entrevues avec les autorités de la Comilog, des documents du Bureau Central de Recensement, de diverses publications et de mémoires ou thèses.

## 5. Réseau urbain

### 5.1. Réseaux africains

Les traits généraux de l'organisation territoriale des villes dans les pays sous-développés peuvent différer de ceux qu'on observe dans les pays développés. En effet, les pays sous-développés présentent des réseaux urbains embryonnaires dans leur tracé (voies de communication incomplètes ou en arêtes de poissons sans transversales). La densité du réseau des villes y est faible et les courants d'échanges uniquement intermittents à cause des conditions naturelles difficiles ou une production régionale peu diversifiée. De plus, les réseaux sont hétérogènes, c'est-à-dire qu'ils sont mal reliés entre eux (présence de zones de forte densité et déserts urbains). Finalement, les réseaux sont souvent vulnérables à cause d'une succession de mutations trop rapide ou à cause du décalage entre un changement rapide des structures des transports et de la consommation, et le retard de la transformation des autres structures économiques et sociales (Santos, 1971, p. 172 à 174).

Les puissances coloniales ont souvent créé des réseaux de communication selon les besoins militaires ou en fonction des ressources importantes exportables du pays. Dans plusieurs cas, la construction de ces réseaux de transport ne tient pas du tout compte du développement économique à long terme du pays. Elle «provoquait l'hypercroissance et la congestion des villes portuaires, et laissait inaccessible un vaste arrière-pays figé dans son immobilité primitive.» (Owen, 1970, p. 28). Même aujourd'hui, le réseau de transport semble suivre les grands axes de prospérité. Les îlots développés de ressources importantes sont reliés entre eux pour assurer l'exportation mais laissent pour compte une grande partie de la population livrée à l'isolement.



À l'époque précoloniale, les villes d'Afrique étaient établies en fonction des courants commerciaux avec les grandes métropoles extérieures. Le reste de la population du territoire, vivant d'autosubsistance, n'avait nul besoin d'un réseau de transport très développé puisqu'elle couvrait l'essentiel de ses besoins. Les échanges internes étaient donc limités (Vennetier, 1991, p. 221). Suite aux indépendances, le découpage politique du territoire africain a moulé les réseaux urbains (Giraut et Moriconi-Ebrarc, 1991, p. 16). À cette époque, les nouveaux gouvernements, en quête d'enrichissement, ont continué les exportations de matières premières, sans développer l'industrie de transformation. La fonction industrielle reste absente ou faiblement présente et l'impact sur la campagne à peine perceptible. Les déséquilibres urbains nationaux se sont alors amplifiés, particulièrement avec l'exode rural qu'ont connu de nombreux pays. Les grandes villes ont exercé un drainage de la population rurale par le canal de voies de communication privilégiées.

Ainsi, Pierre Vennetier prétend que l'influence plus ou moins forte des villes africaines sur leur arrière-pays s'avère insuffisante pour constituer un véritable réseau hiérarchisé où chaque élément donnerait «une impulsion vigoureuse à leur transformation.» (Vennetier, 1991, p. 221). Le problème d'une grande partie des réseaux urbains africains est la domination d'une seule métropole, soit la capitale. Cette ville abrite la majorité des fonctions du pays (politique, administrative, commerciale, industrielle, éducative). Les autres villes se sont implantées grâce aux autorités coloniales qui cherchaient à établir des postes administratifs ou pour acheminer les productions vers la grande ville. Les pays africains se sont vus dotés d'un semis urbain, souvent irrégulier et déséquilibré. Par la suite, la localisation des petites villes s'est vue influencée par l'implantation des axes de communication.

Les villes secondaires forment l'essentiel du semis urbain africain mais elles n'influencent pas beaucoup la région. Elles suivent plutôt les consignes du pouvoir central où se situe souvent la fonction administrative.

En bref, le développement des voies de communications dans les pays en voie de développement s'est fait en quatre phases :

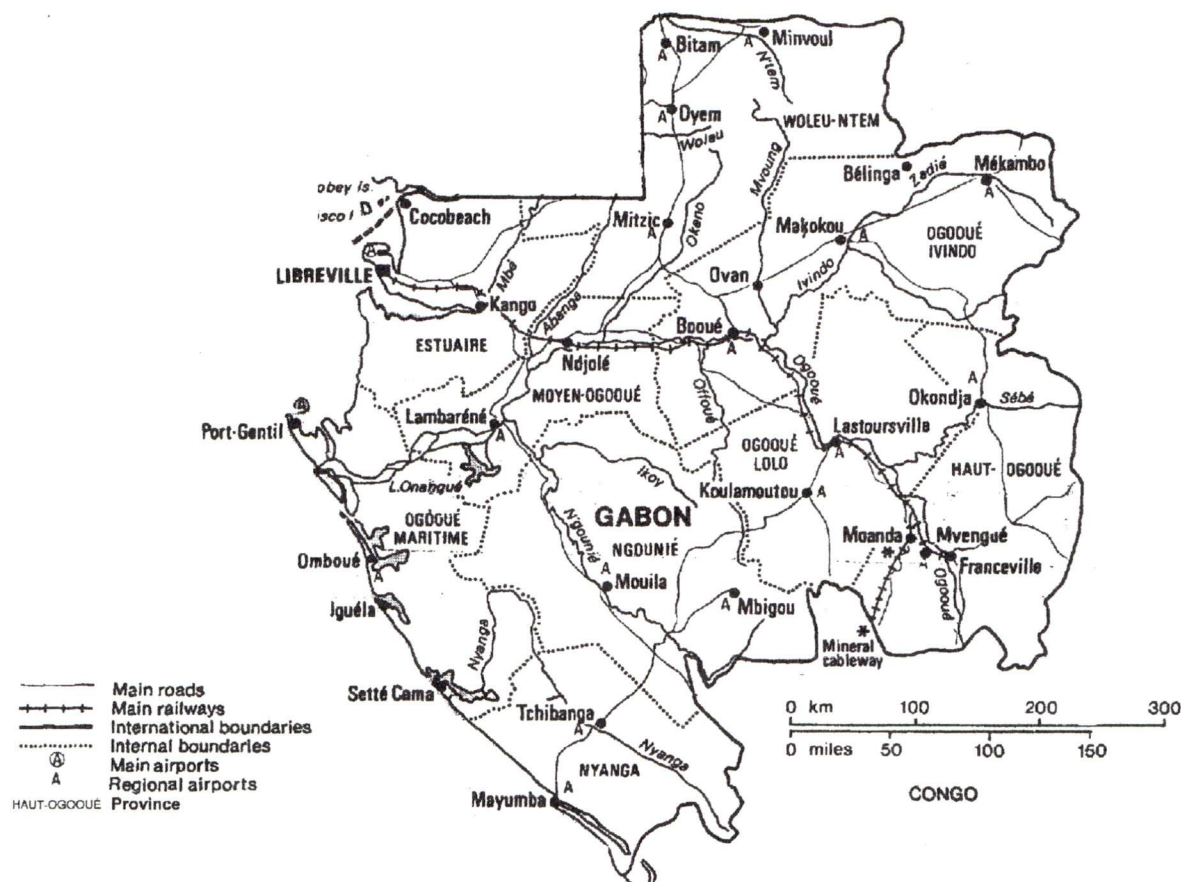
- 1) des petits ports et des comptoirs commerciaux sont éparpillés le long de la côte. Chaque petit port possède une aire commerciale à l'intérieur du pays.
- 2) quelques lignes de pénétration importantes apparaissent, des centres de commerces intérieurs naissent aux terminus, et les ports côtiers pourvus de liaisons avec l'intérieur grandissent inégalement. Ces axes peuvent être construits pour trois raisons : pour établir des liaisons politiques et militaires; pour écouler les ressources minières exploitables; pour drainer des régions capables de produire des denrées agricoles exportables.
- 3) des voies secondaires se développent et on voit apparaître des interconnexions latérales. Les centres intermédiaires grandissent.
- 4) le processus de liaison et de concentration se répète (étude de Taaffe, Morrill et Gould (1963) cité dans Hagget, 1973, p. 93 à 95).

## **5.2. Particularités du réseau gabonais**

Quand le secteur minier a su provoquer l'éclosion d'un secteur commercial, agricole et industriel prospère, il suffit de garder ce dynamisme au niveau régional pour prévenir la décroissance de la ville si la mine devait s'épuiser.

Comme pour de nombreuses villes africaines, le réseau urbain gabonais actuel est le résultat de l'action des pouvoirs coloniaux et de l'État actuel. Pendant la colonisation, les deux villes de Libreville et de Port-Gentil servaient de comptoirs. Sauf les villes minières de Moanda, Mounana et Gamba, les postes mis en place à l'intérieur du pays sont maintenant devenus les centres administratifs du territoire. «La hiérarchie du réseau est le reflet fidèle de l'organigramme de l'administration territoriale.» (Pourtier, 1989, *Tome 2*, p. 264) L'économie extravertie du Gabon

« s'appuie sur une armature urbaine déséquilibrée et dysfonctionnelle » (Leroy, 1995, p. 44).

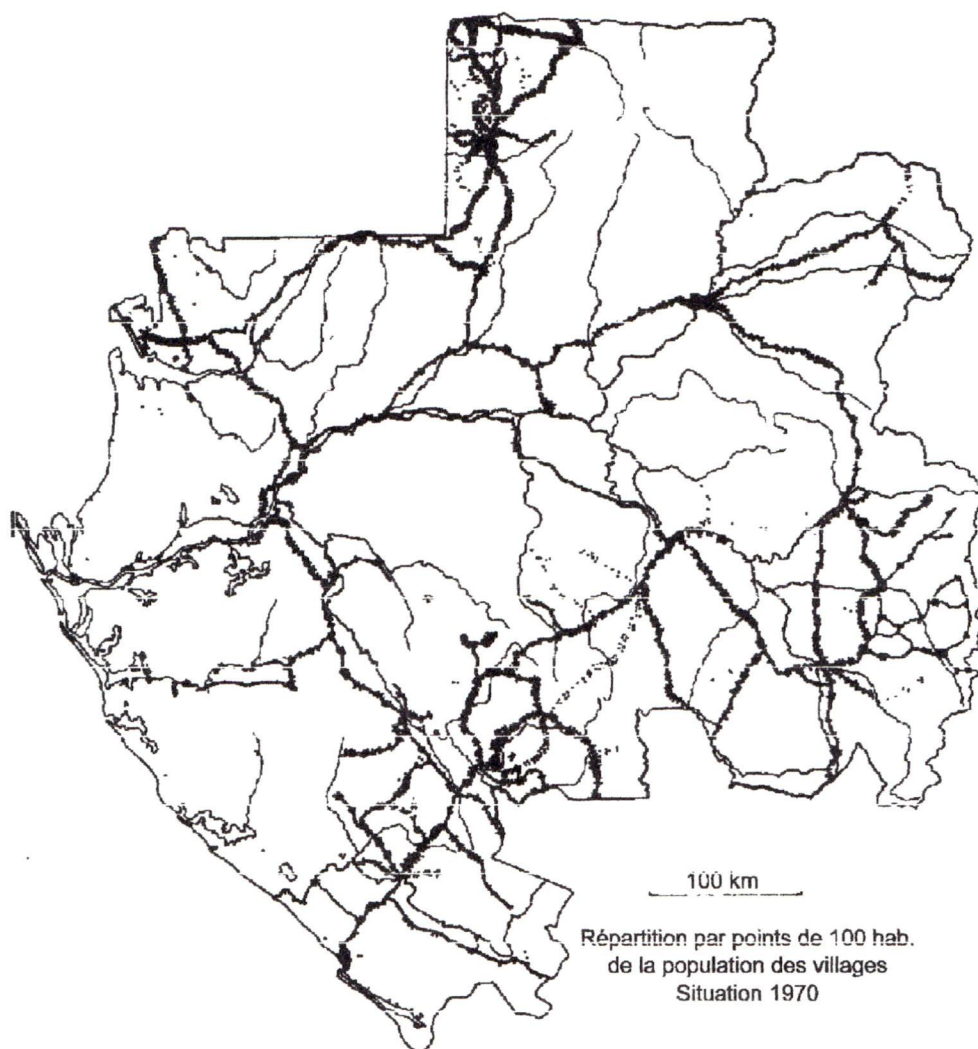


Modifié de *The Economist Intelligence Unit*. (1922-1993, p. 31).

**Figure 14 : Carte du Gabon**

Avant la colonisation, la population occupait le territoire actuel du Gabon de façon très diffuse. Avec le développement des voies de communication, elle s'est déplacée pour s'en approcher.





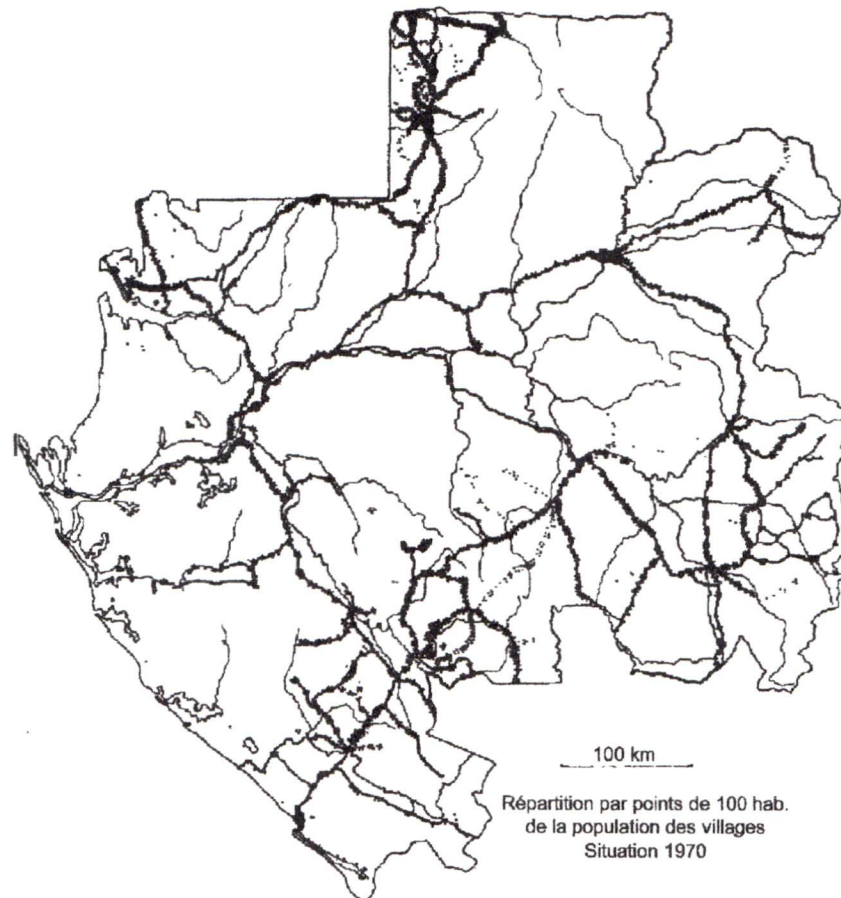
*Tiré de Pourtier (1989, Tome 2, p. 117).*

### **Figure 15 : L'espace linéaire contemporain**

Le taux d'urbanisation général a rapidement cru : en 1960, il était de 20%, en 1985, de 60% et en 1993, de 73%. Toutefois, «cet accroissement se traduit par un manque d'infrastructures de base et par des difficultés de mise en œuvre de la planification urbaine» (Ondo Ossa, 1994, p. 76). Il existe trois grands pôles majeurs dans le réseau urbain gabonais : Libreville, la capitale, Port-Gentil, la

capitale économique et le bipôle Franceville-Moanda. Ces trois villes comptent pour plus de la moitié de la population nationale et pour environ 80% des salariés du pays (Pourtier, 1989, *Tome 2*, p. 238). Libreville tend vers la macrocéphalie : en 1960, elle abritait entre 6 et 7% de la population gabonaise, en 1985, environ 30% (Pourtier, 1989, *Tome 2*, p. 238) et en 1993 plus de 41% (Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, 1er au 31 juillet 1993, p. 2). Port-Gentil et Franceville-Moanda tirent leur dynamisme de la fonction extractive, le premier étant un port pétrolier et le deuxième un centre d'extraction de manganèse et d'uranium. Les échanges entre ces pôles restent toutefois limités par manque d'infrastructures adéquates. En effet, Libreville et Port-Gentil n'ont aucune communication terrestre, elles concentrent plutôt 60% du trafic aérien intérieur (Leroy, 1995, p. 44).

L'urbanisation ne s'est toutefois pas limitée qu'à ces trois villes ; les petites villes du pays ont aussi connu leur part de croissance. Cette croissance peut être attribuée en partie à la volonté politique. Par exemple, «le gouvernement organise des fêtes tournantes pour célébrer l'indépendance : le «17 août» est ainsi l'occasion de réaliser des opérations d'urbanisme dans les capitales provinciales.» (Pourtier, 1989, *Tome 2* p. 269) C'est-à-dire que l'État injecte de l'argent dans l'amélioration physique de la ville choisie (routes par exemple).



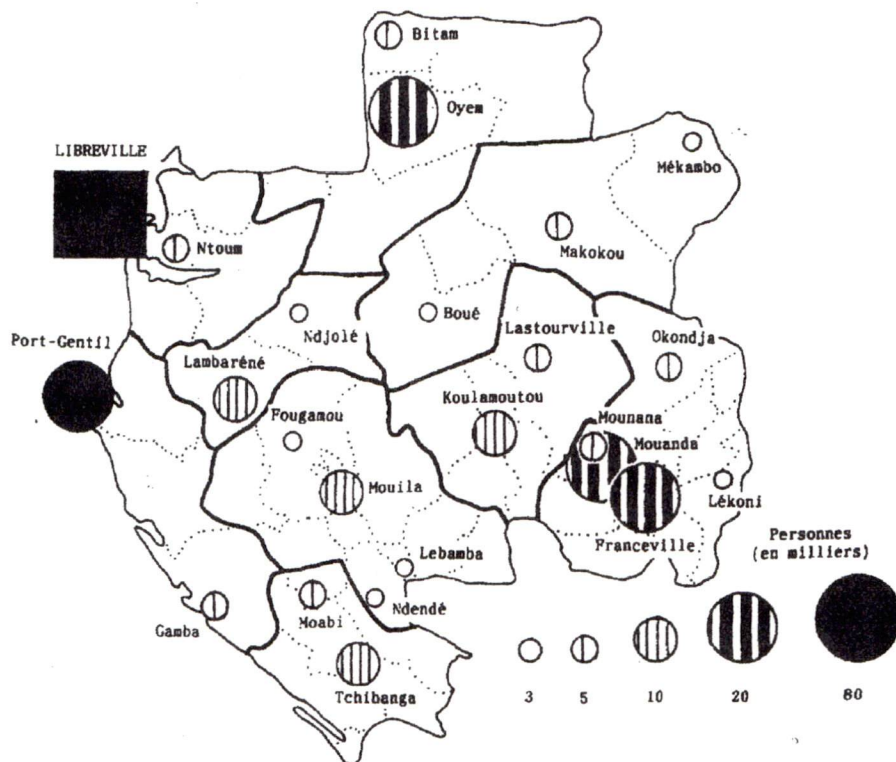
*Tiré de Pourtier (1989, Tome 2, p. 260).*

**Figure 16 : Carte de l'attraction migratoire nationale de Libreville et Port-Gentil**

Pour analyser le réseau urbain gabonais, il est plus approprié d'utiliser la théorie de Losch que celle de Christaller. En effet, en conformité avec le modèle de Losch, Libreville offre tous les biens et services centraux présents dans le système économique gabonais. Cette ville jouit du plus haut degré de centralité fonctionnelle et est appelée la « métropole ». La répartition spatiale des villes démontre un déséquilibre dans l'espace gabonais. Les villes côtières (Libreville et Port-Gentil) s'approprient les deux tiers de la population urbaine nationale (67,2 %)



tandis que certaines provinces (Ogooué-Ivindo et Ogooué-Lolo) présentent une faible armature urbaine. De plus, la distribution du nombre d'habitants dans les villes est inégale, particulièrement pour les trois premières villes : Libreville, Port-Gentil et Franceville. Les villes qui suivent se démarquent par leur relative petitesse en population.



Tiré de la Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques (1993, Principaux Résultats, p. 68).

**Figure 17 : Carte de la population urbaine gabonaise (villes de 3000 habitants et plus)**

**Tableau 4 : Population urbaine gabonaise**

Villes ou Communes	Résidents	Villes ou Communes	Résidents
Libreville (c)	419 596	Mounana (c)	6372
Port-Gentil (c)	79 225	Ntoum	6219
Franceville (c)	31 183	Lastourville	6053
Oyem (c)	22 404	Okondja	5193
Moanda (c)	21 882	Lebamba	4541
Mouila (c)	16 307	Ndende	4474
Lambaréné (c)	15 033	Boue	4195
Tchibanga (c)	14 054	Fougamou	4088
Koulamoutou (c)	11 773	Ndjolé	3693
Makokou (c)	9849	Moabi	3467
Bitam (c)	7473	Mekambo	3304
Gamba	7205	Lekoni	3190

(c) : commune

Tiré de la Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques (1er au 31 juillet 1993, Principaux Résultats, p. 68)

Note : Au Gabon, on appelle ville tout centre urbain de plus de trois mille habitants.

La notion de hiérarchie des villes est surtout introduite pour étudier l'aspect structural du réseau. Ce concept démontre la relation entre les villes et l'ensemble, et se mesure en termes de population ou de niveau d'emploi (Hartshorn, 1992, p. 91). Il faut toutefois indiquer que l'ordre de grandeur avancé par Hartshorn ne s'applique pas à de petits pays comme le Gabon. En effet, pour ce dernier, il faut plutôt ramener ces barrières à de plus petits nombres puisque sa population totale ne dépasse guère un million. Le premier ordre, la métropole internationale, soit Libreville, sert de centre financier, corporatif, culturel et politique pour la nation. Théoriquement, par sa population, Port-Gentil pourrait être ville de second ordre mais en réalité, elle pose problème. Cette ville devrait entretenir des relations avec le territoire national mais elle est souvent considérée comme ville-isolat. Son principal rôle est plutôt d'acheminer les produits exportables

(particulièrement le pétrole) vers d'autres pays. Elle n'est atteignable des autres villes du pays que par voie aérienne. Les métropoles régionales, de troisième ordre, sont des lieux d'emplois pour leur région et jouent un rôle pour l'économie régionale dans les domaines des banques, de vente au détail et de services : ce sont les villes de Franceville-Moanda, Oyem, Mouila, Lambaréné, Tchibanga, Koulamoutou et Makokou. La domination de Libreville reste toutefois très nette et éclipse les autres villes qui ont généralement peu de fonctions.

Les aires d'influence des villes peuvent aussi servir de base pour une analyse du réseau urbain. La loi de gravité de Reilly détermine les limites des aires d'échange autour des villes en utilisant les populations et les distances. En supposant une densité égale d'occupation, un territoire isomorphe du territoire et des villes de tailles égales, la limite théorique entre les aires d'influence de deux villes se situe où 50% des gens échangent dans une ville et l'autre 50%, dans l'autre ville. La limite ne se trace qu'après de minutieuses enquêtes. Les barrières physiques et les préférences des consommateurs interviennent pour déterminer un tracé plus réaliste de ces limites. Dans le cas gabonais, même s'il n'y a pas eu d'enquête véritable, il est malgré tout intéressant d'évaluer ces limites arbitraires (voir figure 18). Les aires ont été calculées selon les distances par voies routières. Effectivement, le réseau routier étant peu développé, il faut se fier à ces distances plutôt qu'aux distances à vol d'oiseau, peu conformes à la réalité. Évidemment, Libreville s'approprie la plus grande aire d'influence comparativement aux aires des chefs-lieux des provinces. La ville de Port-Gentil pose problème puisqu'elle n'est pas atteignable par route mais plutôt par voies aérienne et maritime. De plus, la limite entre Libreville et Koulamoutou n'est qu'arbitraire et peut ne pas se conformer à la réalité puisque la route qui les relie est difficile et longue.





Note : Les limites d'aires d'influence ne sont qu'à titre indicatif et ne prétendent pas être complètement précises.

Source de la carte de fond : Institut Pédagogique National. (1993) Le Gabon. p. 116.

**Figure 18 : Carte des aires d'influence des chefs-lieux de province**



Les transports jouent un rôle primordial dans le réseau urbain. Ils constituent les liens entre les villes et permettent les déplacements de population et de marchandise. L'étude des infrastructures de transport au Gabon s'avère donc nécessaire pour bien comprendre le fonctionnement et les échanges dans le réseau.

En 1987, on comptait 762,7 kilomètres de routes bitumées, 25835 kilomètres de routes en terre de latérite et 30270 kilomètres de pistes (Zomo-Yebe, 1993, p. 72). Le réseau routier reste donc sous-développé à l'échelle nationale et son entretien n'est pas constant. Ces dernières années, l'État accorde plus d'attention à la construction de nouvelles routes mais le travail à faire reste grand. Selon Zomo-Yebe, certains axes et les voies débouchant sur ces axes ou sur le chemin de fer devraient constituer une priorité pour la mise en place de nouveaux pôles d'intégration à l'échelle nationale (Zomo-Yebe, 1993, p. 223-224). Effectivement, le gouvernement, avec le financement d'organismes internationaux, a entrepris des travaux de bitumage sur plusieurs tronçons de routes dans le cadre du Programme d'aménagement routier (PARR). Les objectifs envisagés sont de «favoriser les échanges entre les différents centres urbains, l'intégration nationale et féconder l'activité économique en permettant l'évacuation des produits locaux» (Diop, lundi 29 janvier 1996, p. 2).

**Tableau 5 : Budget d'investissement dans l'infrastructure de transport (en milliards de F CFA)**

	1985	1987	1989	1991	1993*	1995*
INFRASTRUCTURE	201361	41563	25448	24095	10049	48509
Routes, ponts, voiries	38770	1984	2151	19445	7293	44444
Chemin de fer	134110	38426	20605	3633	1000	1533
Marine marchande	4768	5	93		397	428
Aviation civile / Télécom.	23713	1148	2599	1017	1359	2104

\*non compris financement d'arriérés

*Tiré de la Direction générale de la statistique et des études économiques (avril 1996, Tendances de l'économie, p. 52).*

Le parc automobile augmente d'environ 10% par année. Au début de 1983, on comptait 25080 véhicules, dont 17193 à Libreville. Les voitures neuves proviennent principalement du Japon (3588 véhicules vendus en 1993) mais aussi de la France (323 véhicules vendus en 1993) (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1993, p. 61).

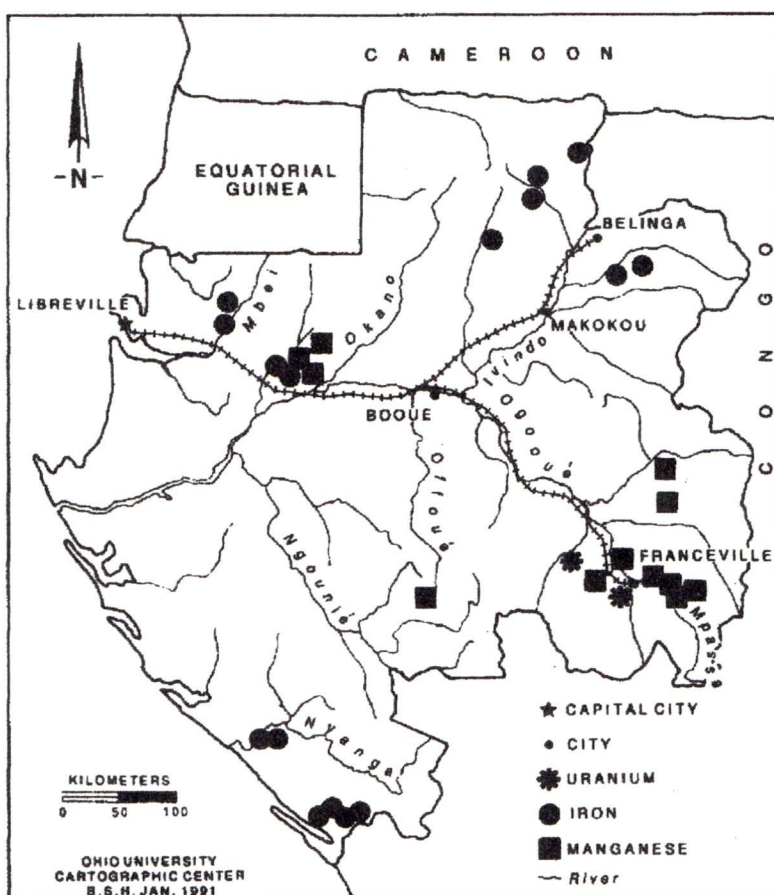
**Tableau 6 : Vente de véhicules neufs au Gabon**

Types	1985	1987	1989	1991	1993	1995
Voitures tourisme	4046	1584	2016	1761	1078	598
dont taxis					384	83
Utilitaires	1417	738	466	567	496	319
4 X 4	2161	964	1232	2078	1964	1084
Cars	286	311	164	266	250	188
Poids lourds	577	123	179	299	195	188
TOTAL	8487	3720	4057	4971	3983	2377

*Tiré de la Direction générale de la statistique et des études économiques (avril 1996, Tendances de l'économie, p. 38.)*

Depuis son inauguration en 1987, le Transgabonais relie efficacement la province du Haut-Ogooué, longtemps à l'écart, à la capitale nationale, assurant ainsi une meilleure intégration entre ces deux régions. Ce chemin de fer a été construit dans le but de relier les dépôts miniers et les ressources forestières avec les ports d'exportation (voir figure 19). Il faut cependant noter, qu'à ce jour, le tronçon Booué-Makokou-Belingha n'a pas été encore construit.





*Tiré de Barnes (1992, p. 82).*

**Figure 19 : Carte des dépôts minéraliers et du chemin de fer**

**Tableau 7 : Recettes du transport ferroviaire  
(millions de F CFA)**

	1985	1987	1989	1991	1993	1995
Voyageurs	879	1129	1841	1833	2008	2612
Colis	62	87	179	219	257	380
Bois*	2163	3400	5116	5101	7580	13337
Manganèse*			1091	891	919	1669
Autres	1516	1512	3084	3000	2623	3436
Total	3771	5021	9291	8992	11122	18442

\* note : Par exemple, pour l'année 1995, le tonnage en bois transporté était de 942 745 tandis que le tonnage en manganèse transporté était de 1 844 823. La différence de recettes entre le bois et le manganèse réside dans le fait que la Comilog possède une entente particulière avec l'OCTRA pour le transport de sa marchandise par voie ferroviaire.

*Tiré de la Direction générale de la statistique et des études économiques (avril 1996, Tendances de l'économie, p. 34).*

Les recettes de ce transport sont en hausse constante (voir tableau 7). Mais, depuis 1982, l'OCTRA (Office du chemin de fer transgabonais) accumule des déficits qui comptent pour 80% de l'ensemble des dettes des entreprises publiques du secteur des transports.

Au niveau des transports aériens, on compte une soixantaine d'aérodromes dont trois de classe internationale (Libreville, Port-Gentil et Franceville).

**Tableau 8 : Nombre de vols aux aérodromes gérés par Asecna au Gabon en 1993**

	Libreville	Port-Gentil	Franceville	Moanda	Lambaréné	Total
Total Aéronefs	36 908	18 913	2694	2511	1145	62 171
Transports commerciaux (nombre)	18 918	11 321	1165	474	526	32 404
Transports non commerciaux (nombre)	17 990	7592	1529	2037	619	29 767

*Tiré de la Direction générale de la statistique et des études économiques (1993, Annuaire statistique, p. 66).*

L'avion, pour bien des régions, reste le moyen de transport le plus efficace, surtout sur de longues distances, puisque le réseau routier est peu développé. Le transport intérieur est assuré par Air Gabon et par des compagnies privées. Au niveau international, en plus d'Air Gabon, plusieurs autres compagnies desservent le pays : Air France, Sabena, Swissair, Nigéria Airways, Cameroun Airlines, Royal Air Maroc.

**Tableau 9 : Trafic de l'aéroport de Libreville**

	1989	1991	1993	1995
PASSAGERS	557 218	646 015	647 792	580 168
MOUVEMENTS D'AVIONS	38 286	37 476	33 251	37 986
FRET ET POSTE (t)	13 707	15 841	13 059	12 211

*Tiré de la Direction générale de la statistique et des études économiques (avril 1996, Tendances de l'économie, p. 37).*

*Note : Il faut prendre garde aux données avancées dans les tableaux 8 et 9 puisqu'il semble s'être glissé une erreur selon les documents.*



Le réseau portuaire se limite aux villes principales de Libreville (complexe portuaire d'Owendo) et de Port-Gentil. Les installations portuaires du Gabon sont gérées par l'OPRAG (Office des ports et rades du Gabon) et connaissent, comme l'OCTRA, des difficultés.

**Tableau 10 : Trafic portuaire (en tonnes)**

	1986	1988	1990	1992	1994
<b>LIBREVILLE (OWENDO)</b>					
Entrées	619 585	460 962	439 757	454 521	447 949
Sorties	487 434	622 271	2 062 583	2 312 879	2 211 906
<b>PORT-GENTIL</b>					
Entrées	117 793	312 100	105 289	129 900	119 701
Sorties	6 314 645	7 164 000	12 763 196	12 492 714	16 976 568

*Tiré de la Direction générale de la statistique et des études économiques (avril 1996, Tendances de l'économie, p. 34).*

Quant au réseau fluvial, les seules voies navigables sont les cours inférieurs des grands fleuves, soit le Komo, de Kanga à Libreville, et l'Ogooué, de Ndjolé à Port-Gentil. Autrefois, les cours d'eau étaient utilisés pour le flottage du bois mais celui-ci est maintenant principalement transporté par la voie ferroviaire. Au total, 3000 kilomètres de voies fluviales sont potentiellement utilisables mais ne le sont pas. Les liaisons avec l'arrière-pays restent donc difficiles à cause du faible développement des infrastructures routières et du réseau fluvial.

Le réseau urbain gabonais présente donc un aspect tripolaire mal hiérarchisé et extraverti (voir Annexe 11). Le grand axe de transport se situe de Libreville à Franceville, les deux points terminaux du chemin de fer. Port-Gentil se trouve isolée, seulement atteignable par voie aérienne. Les autres régions, généralement



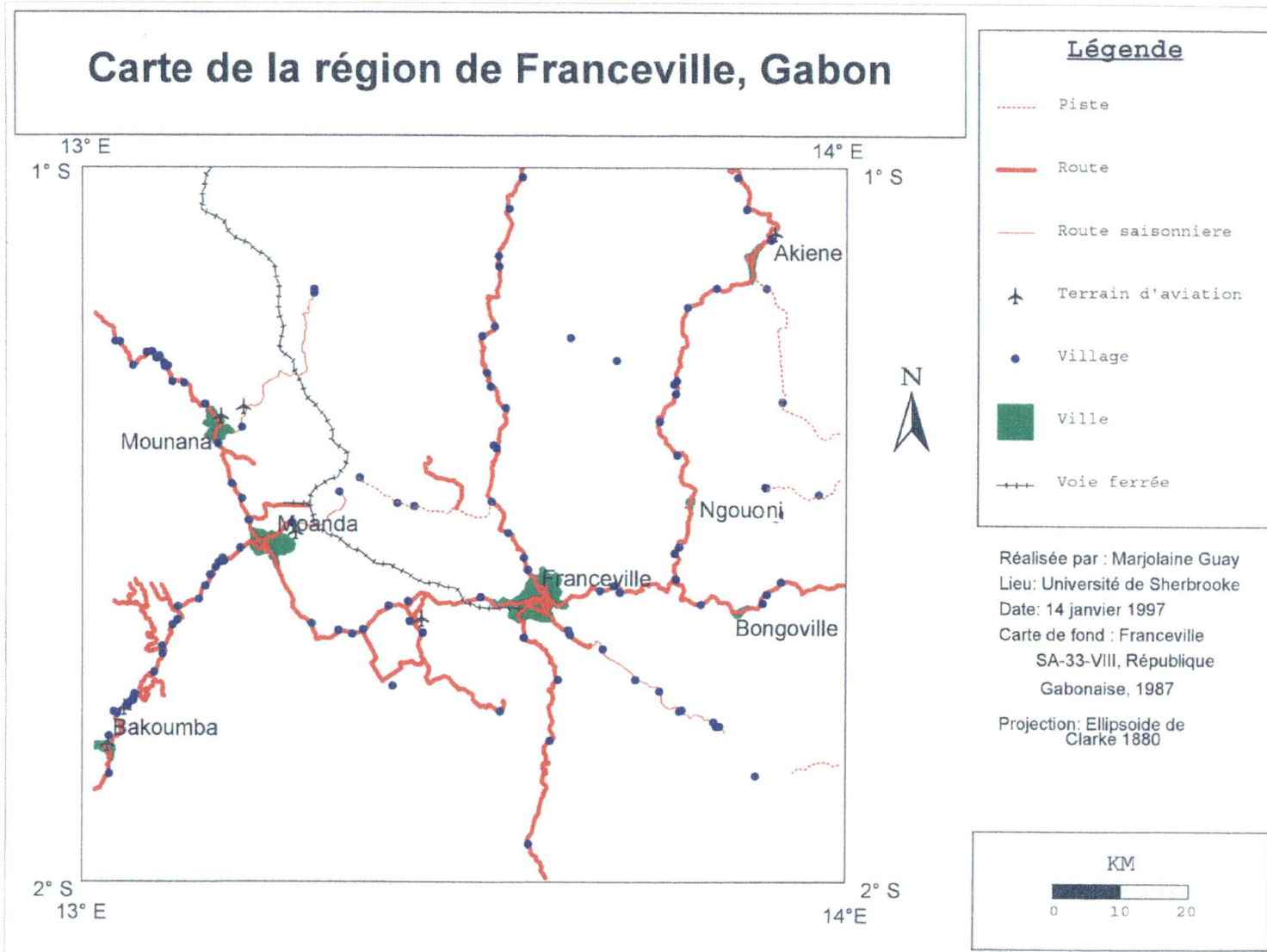
vides de population, présentent de petites villes reliées entre elles par des routes souvent mal entretenues ou par voie aérienne.

Pour remédier au problème de déséquilibre du réseau, la valorisation des villes secondaires s'avère nécessaire. Selon Ondo-Ossa, pour la réaliser, il faut :

- y implanter les infrastructures prioritaires qui y font défaut ;
- y mettre en place un cadre administratif approprié ;
- garantir la survie de ses habitants et assurer un débouché pour les productions agricoles du monde rural en y créant des emplois productifs (industriels et tertiaires) ;
- y disposer des logements et des équipements nécessaires (éducation et formation, services socioculturels, moyens de communication, équipements sanitaires et sociaux) (Ondo-Ossa, 1994, p. 80).

De plus, ces changements doivent aller de pair avec l'amélioration du réseau de transport, particulièrement du réseau routier.

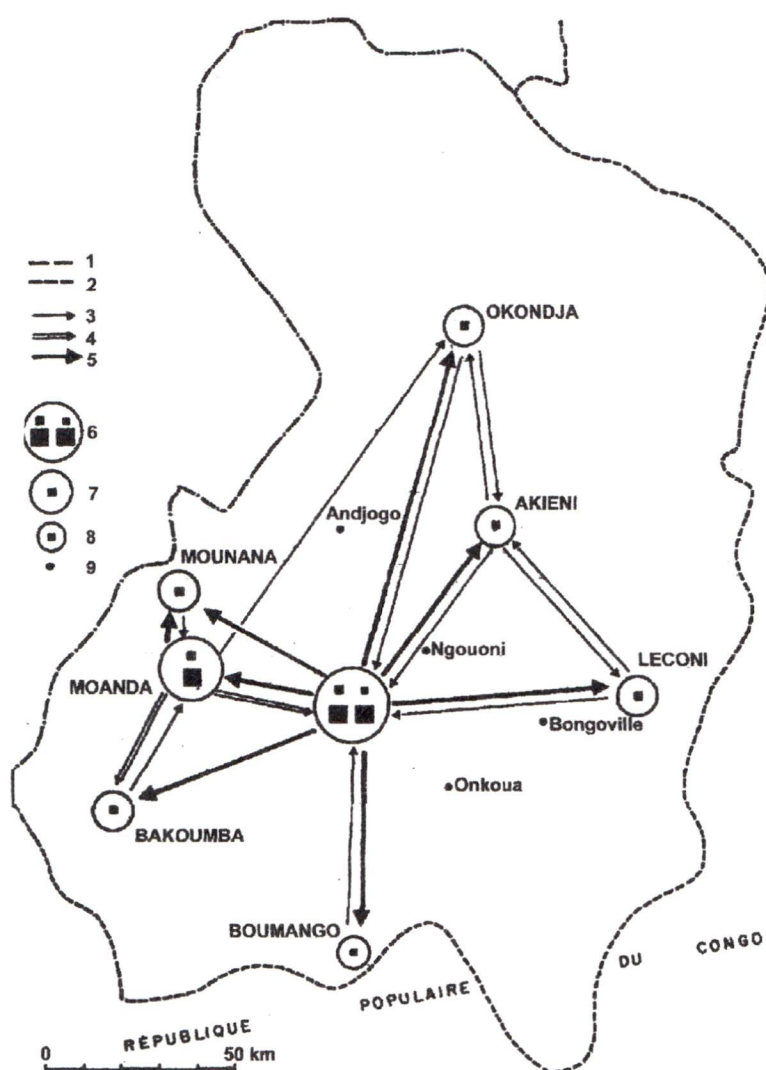
Figure 20 : Carte de la région de Franceville



Les relations de la ville de Moanda avec les autres villes de la province peuvent déterminer, en partie, la stabilité de la ville au plan régional. En examinant la figure 36, Moanda est considérée comme un centre urbain régional complet, deuxième en importance après Franceville, capitale provinciale. Les deux villes entretiennent des relations, fortes de Franceville vers Moanda et moyennes, de Moanda vers Franceville. De plus, selon ce schéma, Moanda entretient aussi des relations avec les villes de Mounana (fortes), de Bakoumba (moyennes) et Okondja (faibles). Puisque cette figure ne fait pas mention des villages de la province, il faut quand même savoir qu'il existe des relations fortes avec les villages environnants de la ville.

Franceville a une fonction administrative tandis que les villes de Moanda et de Mounana sont des créations d'entreprises minières. Selon Kamara, «il existe une hiérarchie urbaine centrée sur Franceville et Moanda autour desquelles gravitent des cellules primaires et secondaires.» (Kamara, 1983, p. 290) Les villes de Franceville et de Moanda assurent l'encadrement de la province en offrant certains services à la population rurale comme les services de santé, d'éducation, d'administration (voir Annexe 12 pour une enquête sur la caractérisation des centres urbains du Haut-Ogooué). Moanda offre des services de sécurité (gendarmerie, police, renseignements généraux, douanes et aéroport), de santé (hôpital Comilog et hôpital publique), d'éducation (présence de plusieurs écoles primaires et Lycée) et de nombreuses activités induites (commerces, transports, loisirs, banques, etc.). Franceville reste toutefois la ville administrative provinciale par excellence tandis que les services d'administration offerts à Moanda sont plutôt utiles à la population de la commune et de son département propre. La ville minière de Moanda façonne l'organisation de l'espace, principalement économique, de la province par les salaires injectés et les œuvres sociales. Dans ce cas, la hiérarchie entre Franceville et Moanda est moins distincte et on peut parler plutôt d'une complémentarité entre les villes (Kamara, 1983, p. 290). Certains services, localisés entre Franceville et Moanda, débordent la région dont





1. Limites provinces. - 2. Limite État. - 3. Faibles. - 4. Moyennes - Réciproques. - 5. Fortes  
 6. Centre urbain complet. - 7. Centre urbain II. - 8. Centre urbain I. - 9. Centre rural.  
 Tiré de Kamara (1983, p. 289).

**Figure 21 : Carte des activités et rôle de Franceville**

la radiophonie en ondes moyennes et courtes de Moyabi et la fabrication de sucre. De plus, le bi-pôle de Moanda-Franceville constitue un centre évident d'approvisionnement pour la région du Haut-Ogooué.

**Tableau 11 : Classification des centres urbains**

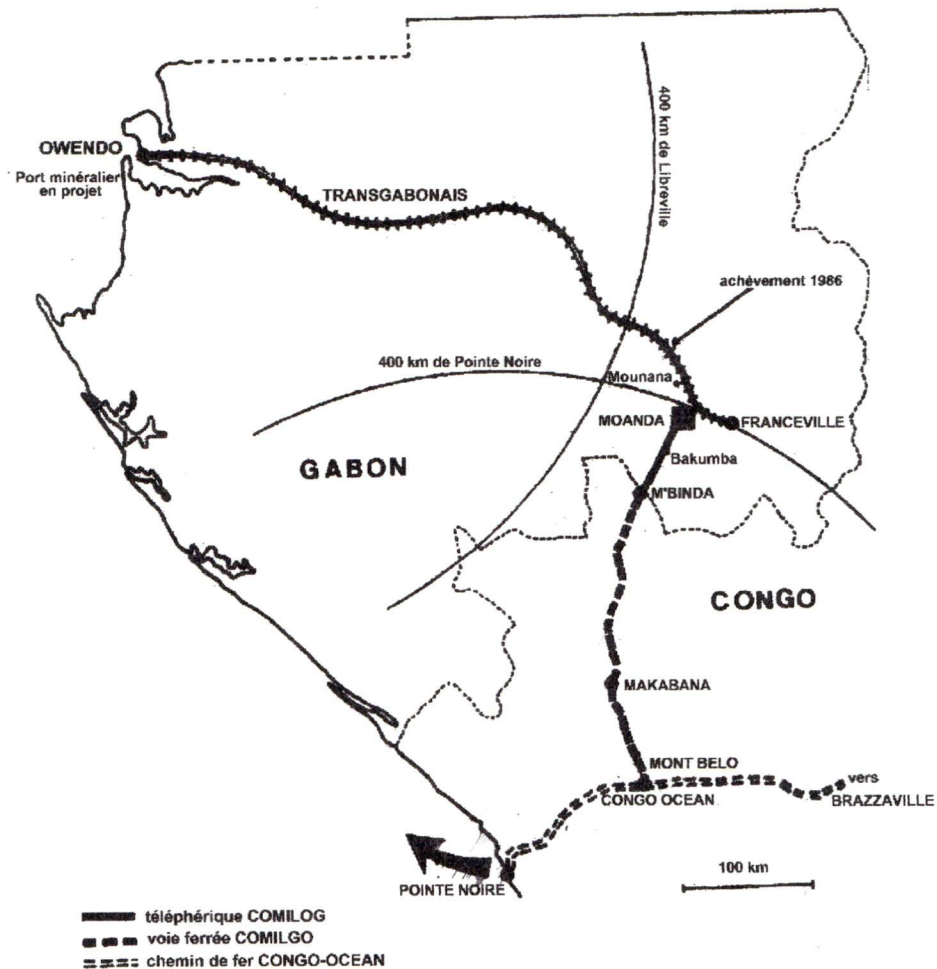
Centres urbains	Classement
Franceville	1
Moanda	2
Okondja	3
Bakoumba	4
Akiéni	5
Léconi	6
Mounana	7
Boumango	8

*Tiré de Kamara (1983, p. 291).*

Les villes de Franceville et de Moanda sont les seules villes de la province à être complètes au niveau des équipements offerts tandis que les villes d'Okondja et de Bakoumba sont considérées comme des cellules semi-rurales et qu'Akiéni, Léconi, Mounana et Boumango sont plutôt des centres à caractère rural (Kamara, 1983, p. 291).

La présence d'une compagnie minière à Moanda a grandement influencé le développement des infrastructures de transport tant au niveau régional qu'au niveau national. Au niveau régional, l'ancienne voie ferroviaire vers le Congo assurait un lien d'approvisionnement puisque le lien avec le reste du Gabon était difficile ce qui donnait à la ville de Moanda un caractère enclavé. Même au niveau routier, les liaisons se faisaient vers le Congo par la route Franceville-Moanda-Mbinda (145 km). La route nationale 3 de Libreville à Franceville, particulièrement difficile en saison des pluies, ne suffisait pas aux besoins d'approvisionnement de Moanda. À cause de ses besoins économiques et sociaux, la Compagnie Minière de l'Ogooué se voue aussi au transport. La voie ferroviaire fut ensuite construite en 1987 pour reprendre en main le transport du manganèse et par le fait même réunifier la province du Haut-Ogooué avec la côte (voir figure 22). Depuis lors, la

ville jouit d'une bonne communication avec Libreville comparativement aux régions plus au nord. Le Transgabonais, se terminant à Franceville, passe par Moanda où il y a une gare pour le minerai et pour la population, Cette nouvelle voie oblige donc la construction du port minéralier d'Owendo.



#### LE TRANSPORT DU MANGANÈSE : UN ENJEU GÉOSTRATÉGIQUE

*Tiré de Pourtier (1989, Tome 2, p. 232).*

**Figure 22 : Carte du transport du manganèse**



Il est naturel que les routes de la province convergent principalement vers Franceville, la capitale régionale, mais Moanda entretient aussi sa part de relations avec les autres villes ou villages. La relation entre Franceville et Moanda reste la plus forte. En effet, une enquête en 1978-1979 a indiqué que cet axe comptait pour 72,5% du trafic de passagers et de marchandises de la province (Kamara, 1983, p. 287).

« La construction d'une route bitumée viable entre ces deux localités a donné une forte impulsion à cet essor à la fois humain, économique et social, par le dynamisme des activités de transports. Celles-ci ont joué et continuent de jouer un rôle de catalyseur en faveur de cet essor. Sans ce rôle, les communications et les échanges seraient faibles et non adaptés; l'essor économique et social serait asphyxié, ralenti, voire stagnant. » (Odjouomy, 1983, p. 92)

Les échanges entre les deux villes se font aisément par voie routière bitumée, tandis que la population d'autres petites villes ou villages de la région circule par routes en latérite. Toutefois, par manque d'entretien les routes s'avèrent parfois difficiles. Quelques villages de la province restent difficiles d'accès n'étant atteignables que par pistes.

À l'époque où le Transgabonais n'existait pas, la voie aérienne aurait pu paraître un choix de prédilection pour l'approvisionnement de Moanda. Toutefois, ce mode de transport était très irrégulier et imprévisible. Aujourd'hui, l'aéroport international El Hadj Omar Bongo, situé entre Moanda et Franceville, joue le rôle de complément important à la voie ferroviaire, surtout pour les déplacements de passagers.

Le rôle premier de Moanda reste celui de pourvoyeuse de matière première, soit le manganèse, qui est ensuite acheminé vers Owendo par train. La ville joue alors un rôle positif dans le réseau urbain national, mais elle ne peut pas être considérée comme un carrefour routier national. En effet, le réseau routier étant peu

développé à l'échelle nationale, le double centre de Moanda-Franceville représente plutôt un des carrefours nationaux de transports aérien et ferroviaire.

Les transports d'aujourd'hui étant ce qu'ils sont, la stabilité de la ville due aux transports ne s'accroîtra dans les années à venir que dans la mesure où elle deviendra pluri-fonctionnelle. Le gouvernement a adopté des politiques de développement et d'amélioration du réseau routier au niveau national. Mais Moanda ne pourra en profiter que si la demande intérieure pour des biens et services augmente. Malgré quelques problèmes financiers avec l'OCTRA, le réseau de chemin de fer est le mode de transport le plus efficace à l'heure actuelle dans l'évacuation et l'approvisionnement de Moanda. Malgré les quelques irrégularités de la voie aérienne, elle agit de complément à la voie ferroviaire.

## **6. Stabilité de la ville de Moanda**

### **6.1. Stabilité fonctionnelle : diversification et répartition géographique**

#### **6.1.1. En relation avec la Comilog**

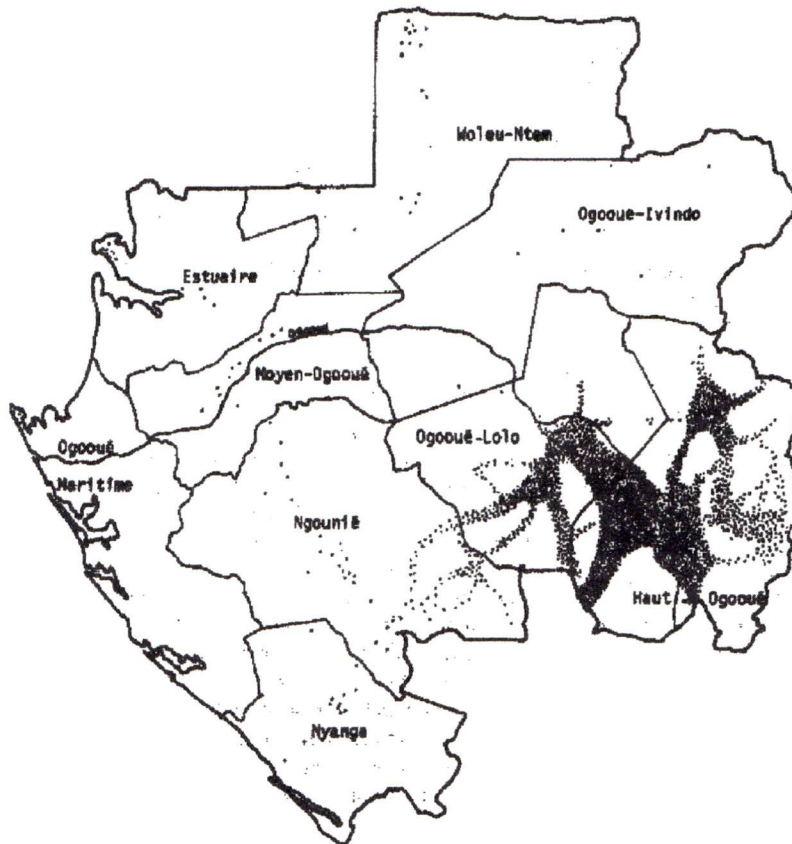
À l'origine et actuellement, tel que démontré à la section 1.4, selon la méthode de Harris, la ville de Moanda reste encore clairement une ville minière puisque 32 % de la population de Moanda-Mounana est employée dans le secteur minier. En prenant la méthode de Laurent Deshaies, nous arrivons aux mêmes conclusions. Certaines activités se sont toutefois développées avec l'aide directe ou indirecte de la Comilog. Ces activités se situent au niveau des secteurs primaires, secondaires et tertiaires.

À ses débuts, la Comilog employait beaucoup de main-d'œuvre non seulement au Gabon mais aussi au Congo, le long de la voie téléférique (voir figure 23). Mais à Moanda, la majeure partie de la main-d'œuvre était recrutée sur place. Attirés par ce nouveau centre d'emploi, des villages entiers venaient s'y installer. Seuls les techniciens spécialisés et les cadres sont recrutés dans d'autres régions ou dans d'autres pays. Selon les statistiques de 1993, 1488 emplois existent dans le secteur de l'extraction des minerais pour les communes de Moanda et Mounana (voir Annexe 1). Plus précisément, la Compagnie Minière de l'Ogooué est la source directe de 1407 emplois en 1995 (Compagnie Minière de l'Ogooué, 1996 b, p. 8). Mais, il faut aussi tenir compte des emplois créés par cette compagnie en dehors du secteur de l'extraction minière.

Grâce à l'implantation de la Compagnie, les commerces de la ville et de la région tout entière, ont bénéficié d'une nouvelle main-d'œuvre. Les salaires font rouler l'économie de Moanda et de la région (par exemple, dans les années 1990, la compagnie injectait 500 millions de F.CFA par mois en salaires (Guay, 15 août 1996). De nouveaux commerces s'ouvrent pour répondre aux nouvelles



demandes de la population. Un nouvel intérêt se développe pour la région du Haut-Ogooué.



**LE PÔLE MINIER DU HAUT-OGOOUÉ : UN BASSIN RÉGIONAL D'EMPLOI**

Chaque point représente le lieu de naissance des employés de la COMILOG et de la COMUF

(Source : fichiers du personnel, juillet 1973).

Comuf (Compagnie Minière d'Uranium de Franceville)

*Tiré de Pourtier (1989, Tome 2, p. 252).*

*Note : Cette carte ne comportait pas d'échelle*

**Figure 23 : Carte du bassin régional d'emploi pour le pôle minier du Haut-Ogooué**

Les apports démographiques devraient entraîner une stimulation de l'agriculture dans la région puisque les nouveaux arrivants doivent être ravitaillés. La Comilog à elle seule consomme en moyenne 30,6 tonnes par an de légumes (Pissibanganga dans Compagnie Minière de l'Ogooué, 2<sup>e</sup> trimestre 1994, p. 16-17). Le

développement de l'agriculture dans la région devrait s'accompagner aussi d'une modification des plantations : en effet, les demandes changent à cause de l'arrivée d'étrangers qui apportent de nouveaux besoins (Villien-Rossi, 1977, p. 176). Cependant, en réalité, la nouvelle cité dépend surtout de l'extérieur pour son approvisionnement (Lerat, 1966, p. 361-362) : 74,7 % des légumes nécessaires à la compagnie sont importés (Pissibanganga dans Compagnie Minière de l'Ogooué, 2<sup>e</sup> trimestre 1994, p. 16-17) par voie aérienne et ferroviaire. Selon Villien-Rossi, les méthodes agricoles n'ont pas vraiment changé à l'arrivée de la Comilog : les hommes défrichent les plantations et les femmes cultivent toujours de façon traditionnelle (Villien-Rossi, 1977, p. 497-498). Les transformations se situent au niveau de la population rurale originelle qui devient graduellement un prolétariat semi-urbanisé dépendant des importations des aliments de base. Cette transformation se démarque par la décroissance de la superficie de terres cultivées (Barnes, 1992, p. 87). Il faut quand même noter qu'il y eut quelques tentatives agricoles modernes de la part de la compagnie mais c'était plutôt pour combler ses propres besoins. Particulièrement au début de l'exploitation, la compagnie s'activait aux plantations de bananiers pour ravitailler les équipes de prospection de géologues et elle a créé une firme qui a mis en valeur, sur la route de Franceville, une centaine d'hectares d'ananas, de bananes et de cultures maraîchères dans les années 1960-70 (Villien-Rossi, 1977, p. 525). Le potager Comilog, exploité en collaboration avec l'USTM (Université des Sciences et Techniques de Masuku) depuis le début des années 1990, est situé près de la Cité des Cadres et s'étend sur 4367 m<sup>2</sup>. On y cultive des cultures en plein air et sous serre (voir Annexe 13, tableau 1) (Pissibanganga dans Compagnie Minière de l'Ogooué, 2<sup>e</sup> trimestre 1994, p. 16-17). Les récoltes servent à approvisionner l'économat en produits maraîchers frais mais, selon les autorités de la compagnie, le potager se veut aussi un exemple et un encouragement indirect pour le maraîchage dans la région.

D'une certaine façon, la compagnie s'est aussi introduite dans le secteur de l'élevage dans la région de Moanda. Un terrain appartenant à la Comilog, situé sur



le plateau d'Okouma, a été prêté gratuitement pour l'établissement d'un ranch. Par la suite, l'Office Gabonais d'Amélioration et Production de Viande (Ogaprov) a été créé en 1971 pour « mettre au point une technique d'élevage par l'amélioration du pâturage naturel, la conduite du troupeau et la formation du personnel. » (Villien-Rossi, 1977, p. 534) Il y a eu aussi la création en 1964 d'une station avicole couvrant 18 hectares dans le quartier Alliance. Elle ravitaille la Comilog et la Comuf (Compagnie Minière d'uranium de Franceville) en poulets. L'implantation de la Comilog a eu un impact substantiel sur l'économie en général. Selon Villien-Rossi :

« Les résultats les plus intéressants ont été obtenus dans le domaine industriel. L'extraction pure et simple du minerai relève certes de l'ancien système colonial. Mais il y a une première transformation de ce minerai à la laverie, la production de bioxydes (...) » (Villien-Rossi, 1977, p. 627)

Ainsi, une entreprise de première transformation du minerai fait partie des activités de la Compagnie Minière de l'Ogooué. Il n'y a pas vraiment d'autres activités industrielles qui se sont développées dans la ville grâce à l'aide de la Comilog sauf par induction indirecte comme les constructions locales requises par la compagnie (marché, logements). Pendant un certain temps, il existait une fabrique de piles électriques, la Sogapil (Société gabonaise de piles électriques), créée en 1974 à Franceville, qui s'approvisionnait en manganèse à la Comilog. La Comilog possédait 14,5 % du capital de cette entreprise en 1982 mais elle n'est plus en marche en 1996. La Société d'Eau et d'Électricité du Gabon (SEEG) et la Société de Travaux du Haut-Ogooué (Sotraho) ont dû être créées suite à la grande demande en eau et en électricité de cette compagnie.

Plusieurs projets ont été réalisés par la compagnie et ont ainsi contribué au marché de la main-d'œuvre. Par exemple, en 1969, la Comilog a bitumé une partie de la ville de Moanda et a ainsi mis une certaine main-d'œuvre sous contrat (Guay, 15 août 1996). La sous-traitance des réparations à la Comilog est chose courante et parfois elle est accordée aux entreprises locales.



La Comilog contribue également au développement de la région entière. Il y a une nette amélioration de l'infrastructure des communications. Par exemple, quand le téléphérique était en fonction, la route qui le longeait a débloqué l'extrême sud gabonais (Lerat, 1966, p. 361-362). De plus, les vols vers Franceville et Lastoursville ont augmenté. Le Haut-Ogooué étant un territoire autrefois complètement coupé, les liaisons avec le Congo se développèrent à la signature d'un accord au début des années 1980 « qui stipule que le manganèse sera transporté par le Congo Océan jusqu'à l'an 2000. » (Aicardie de Saint-Paul, 1987, p. 73). Par la suite, les liaisons se renforcèrent avec le reste du Gabon quand la voie ferrée transgabonaise atteignit la région de Moanda-Franceville. La voie du Congo fut définitivement abandonnée en 1992. Ainsi, la présence d'une route et d'une voie ferrée réorganise le transport à l'intérieur même du pays.

Plusieurs grandes sociétés établissent des économats dans leur ville. L'écomat de la société minière de l'Ogooué est un commerce réservé aux travailleurs et aux autorités locales. Il offre des produits à moindre coût et s'approvisionne en biens importés par avion. Durant les années du téléphérique, les fruits et les légumes arrivaient du Congo. Pour accommoder l'ensemble de la population, la Comilog a construit et financé un marché public accessible à tous. Dans quelques années ce marché reviendra à la commune.

Depuis l'arrivée de la Comilog à Moanda, le tourisme s'est graduellement développé. On retrouve deux types de visiteurs dans cette ville : premièrement des gens d'affaires, des administrateurs et des hommes politiques venus initialement pour la Comilog ou d'autres entreprises mais qui s'y attardent, et des voyageurs des régions environnantes, des nationaux pendant leurs congés (Villien-Rossi, 1977, p. 313). Pour ces gens, le mess de la Comilog sert d'hôtel.

Au niveau économique, la Comilog semble avoir peu investi directement dans la ville elle-même. Il existe toutefois des projets en région qui ont bénéficié de son appui et de son financement. Par exemple, la ville de Bakoumba située à 50 km

de Moanda, qui dépendait presque exclusivement du téléphérique Comilog, s'est trouvée en mauvaise posture à la suite de sa fermeture définitive. Une partie de la main-d'œuvre dû prendre une préretraite ou être licenciée. La Comilog décida de créer la Sodepal (Société d'exploitation du parc de la Lekidi) qui recycla une partie de la main-d'œuvre restante. Ainsi, une pisciculture, un élevage de potamochères, de buffles et d'antilopes, puis la culture de champignons et de tilapias ont été mis en marche. De plus, la compagnie est actionnaire dans la SIAEB (Société industrielle alimentaire et d'élevage de Boumango) qui produit poulets et œufs et cultive riz et maïs, dont le chiffre d'affaires global est de 4094 millions de F.CFA en 1993 (voir Annexe 13 tableau 2), dans la SOSUHO (Société sucrière du Haut-Ogooué) dont le chiffre d'affaires est de 8137 millions de F.CFA en 1995 et dans la SEEG (Société d'eau et d'électricité du Gabon).

D'autres projets importants appuyés par la compagnie sont en cours d'étude ou de réalisation (voir Annexe 10) : la Sogaferro (Société gabonaise de ferroalliage) créée en juin 1975 et acquise à 60 % par la Comilog, la Sogadema (Société gabonaise des dérivés de manganèse) en construction depuis la fin des années 1970 et la Somifer qui exploitera un gisement de fer à Mékambo et dont la compagnie détient 20 % du capital en 1994.

Donc, au niveau du secteur primaire à Moanda, la Comilog a su développer quelques projets mais uniquement dans l'intérêt de s'approvisionner elle-même en légumes et en viandes. En région, elle a plutôt investi dans des exploitations de grande envergure qui, à part de fournir certains emplois à la population régionale, ne suffisent pas pour régler le problème de l'approvisionnement en produits locaux et la trop grande dépendance, encore aujourd'hui, de l'importation de produits alimentaires étrangers. Au niveau secondaire, nous pouvons affirmer que la compagnie n'a pas contribué à d'autres industries sauf celle de première transformation du manganèse. Les investissements dans le secteur secondaire se situent ailleurs surtout en région ou même en milieu international, ce qui ne contribue pas au maintien de la ville elle-même. Au niveau tertiaire, la compagnie a



investi peu de façon directe (sauf pour le marché) mais contribue au maintien et même au développement des entreprises de façon indirecte. En effet, c'est grâce à la présence de la main-d'œuvre Comilog que les entreprises ont atteint leur développement actuel.

Selon Deshaies, la proximité des grandes zones métropolitaines (dans le cas de Moanda, il faut considérer Franceville comme centre majeur dans la région mais qui, toutefois, n'est pas aussi attractif que Libreville, ville éloignée) et la présence d'une zone d'influence peuplée augmente les chances d'une diversification des activités urbaines (commerces, services, industries) (Deshaies, oct. 1977, p. 125).

#### 6.1.2. Sans la Comilog

**Tableau 12 : Secteurs d'activités dans les communes de Moanda-Mounana**

SECTEUR D'ACTIVITÉ	Total (%)	SECTEUR D'ACTIVITÉ	Total (%)
<b>Secteur primaire</b>	<b>45,27</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>34,40</b>
Agriculture	13,10	Transport terrestre	5,66
Élevage	0,13	Transport maritime	0,11
Pêche	0,02	Transport aérien	0,23
Exploit. forest. sylviculture	0,52	Auxiliaires de transport	0,17
Production de pétrole	0,06	Postes et télécommunications	0,60
Forag. rech. pétrole, minerais	2,81	Services de réparation	2,21
Extraction minerais métalliques	28,57	Hôtels, cafés, restaurants	0,21
Extraction autres minerais	0,06	Services hôteliers	0,04
<b>Secteur secondaire</b>	<b>6,00</b>	Services rendus aux entreprises	1,10
Industrie du bois	0,96	Services rendus aux particuliers	7,10
Raffinage du pétrole	0,08	Services domestiques	2,40
Industries agro-alimentaires	1,10	Commerce, import-export	14,33
Fabric. boissons, glace ind. tabac	0,04	Banques	0,21
Autres industries	0,73	Assurances	0,02
Indus. textile habillement & cuir	0,23	<b>Secteur quaternaire</b>	<b>14,33</b>
Industrie chimique, métallurgie	0,02	Administration d'État	12,18
Prod., distrib. eau & électricité	0,48	Administ. de sécurité sociale	0,10
B. Tp., génie civil	2,37	Autres administrations	0,29
		Ambassades et consulats	0,04
		Organisations internationales	1,40
		Organismes religieux	0,33

Tiré du Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, Principaux résultats, p. 65).

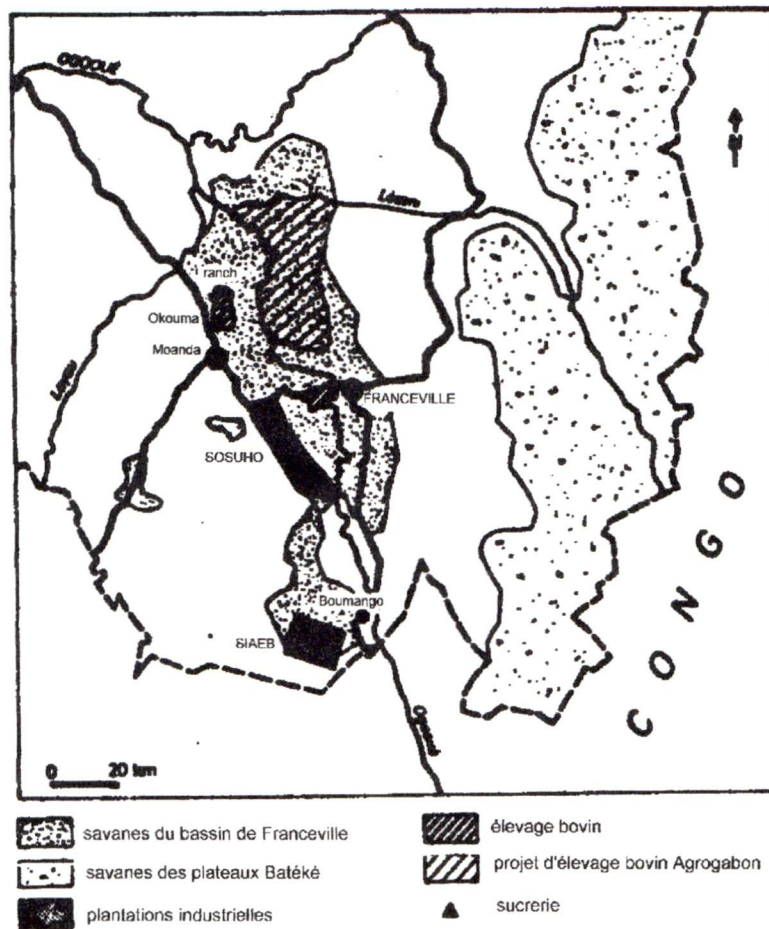


Tout en étant une ville principalement à fonction minière, elle peut se démarquer par d'autres fonctions. En analysant les autres secteurs actuellement présents à Moanda, on retrouve une diversité de fonctions qui assurent à la population de la ville et de la région, des services qui leur sont utiles.

Selon le recensement de 1993, l'agriculture occupait 681 personnes, soit 13,1 % de la population active; elle était pratiquée à 86% par des femmes pour les communes de Moanda-Mounana. C'est qu'encore aujourd'hui, cette activité est largement réservée aux femmes, soit à 95 % d'entre elles (Villien-Rossi, 1977, p. 629). Elles plantent, entretiennent, récoltent et transportent les récoltes. Elles cultivent principalement dans le but de nourrir la famille et de revendre les surplus au marché. C'est une agriculture d'autoconsommation vouée aux cultures vivrières comme le manioc, les bananiers, les arachides, l'oseille, les aubergines, les ignames et autres. Ce sont des cultures faites sur brûlis à l'extérieur de la ville mais assez près pour que les femmes puissent y accéder relativement facilement. Toutefois, il existe une particularité agricole dans la région de Moanda-Franceville, l'agriculture n'est vraiment pratiquée que dans les cuvettes tandis que les plateaux s'y prêtent moins facilement.

« ... en dépit de la relative importance des revenus salariaux distribués en ville, une activité agricole s'y maintient et semble même s'étendre. Les petits salaires couvrent difficilement les besoins alimentaires des familles, contraintes de compléter leurs ressources par une culture d'appoint. » (Pourtier, janv.-mars 1980, p. 61)

L'agriculture dite traditionnelle qui est encore relativement importante ne suffit pas à produire des surplus pour nourrir toute la population. Il existe toutefois de petits jardins commerciaux à Moanda dans les quartiers de Mont-Moanda et d'Alliance, qui contribuent, quoique avec insuffisance et irrégularité, au ravitaillement de la population en produits frais. (Voir figure 24). Un maraîcher s'était même établi le long de la voie du téléphérique, au bord de la rivière Miosso (Mougondji, 1982, p. 86-87). Même avec la vente des surplus de cultures traditionnelles et les quelques



*Tiré de Pourtier (janv.-mars 1980, p. 57).*

**Figure 24 : Plantations industrielles et élevage dans le Haut-Ogooué**

jardins existants, la demande de la population de Moanda reste plus grande que l'offre locale. On doit donc avoir recours à l'importation de denrées alimentaires de l'extérieur. Particulièrement avant l'arrivée du Transgabonais, le ravitaillement de la population de Moanda posait problème. Le problème était surtout lié « à l'éloignement des zones agricoles et à la consommation d'une population à haut niveau de vie. » (Lebigre, 1980, p. 177) En effet, une large partie de la population de Moanda, dépendante des salaires de la Comilog, a appris à consommer différemment. Les cadres expatriés, qui ne consomment pas ou peu de produits



locaux, ont introduit de nouvelles habitudes de consommation. Tout comme le pétrole a pu fournir assez d'argent pour importer de nouvelles denrées au niveau national, le manganèse a apporté à la population de Moanda les moyens de s'approvisionner en produits importés.

La pêche et la chasse ne sont pratiquées que de façon artisanale pour la consommation familiale et parfois pour vendre la viande au marché. De même que les produits vivriers, la population consomme maintenant largement de la viande importée. Pourtant, à quelques dizaines de kilomètres à l'est de Moanda, le ranch de Lékabi, appartenant à Agrogabon / Sogadel, élève des bovins. En 1993, on y comptait 7865 têtes dont des taureaux, des vaches, des veaux et des animaux de boucherie (Direction générale de la statistique et des études économiques, 1993, p. 32). Les familles peuvent élever leurs propres petits animaux domestiques comme les volailles, les moutons ou les chèvres qu'elles consomment surtout à l'occasion d'événements spéciaux.

En région, l'exploitation forestière a surtout pris de l'expansion à la suite de l'implantation et du développement de la Comilog (ouverture de la voie du téléphérique par exemple). Seulement, 27 personnes y travaillaient en 1993 (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 65). Au niveau national, l'exploitation forestière revêt une grande importance, mais dans la région de Moanda-Mounana, elle est sous-représentée. La région, peuplée surtout de savanes, n'offre pas un bon potentiel forestier.

À cause de la présence de la Comilog à Moanda et de la Comuf à Mounana, le secteur de l'extraction minière est largement sur-représenté par rapport aux autres secteurs. En effet, en 1993, 1637 personnes étaient affectées à ce secteur, soit 31,5 % de la population active. En plus de ces deux compagnies, une nouvelle possibilité minière s'offre maintenant à la région. Un nouveau projet d'extraction d'or à Bakoudou, situé au sud de la ville de Moanda, a été mis sur pied après l'acquisition de 75 % des intérêts par la compagnie canadienne Adamas



Resources (Adamas, 21 août 1996). Pendant l'année 1997, cette compagnie espère commencer une production limitée d'or.

Seulement 312 personnes seraient employées dans le secteur secondaire, ce qui équivaut à 6 % de la population active de Moanda-Mounana. Tout comme dans le reste du pays, ce secteur est largement sous-représenté. À Moanda, on retrouve des entreprises comme une de distribution d'électricité industrielle, une ferronnerie, des menuiseries, des briquetteries, une entreprise de tuyauterie et de soudure, mais aussi certaines sociétés liées au gouvernement comme la Sotraho (Société des Travaux du Haut-Ogooué) qui s'occupe du bâtiment, des travaux publics et du génie civil. Cette dernière société emploie le plus grand nombre de personnes et est suivie par les industries agro-alimentaires.

De toute évidence, le secteur tertiaire est développé à Moanda (voir Annexe 14 pour liste partielle des commerces à Moanda). Ce qui a permis ce développement, est la présence d'une population de salariés diversifiée : fonctionnaires, employés de la Comilog et autres industries (Villien-Rossi, 1977, p. 307). Pour les communes de Moanda-Mounana, 1788 personnes travaillaient en des services diversifiés. Officiellement, en 1977, on dénombrait 431 petits commerçants à Moanda seulement. Toutefois, il faut tenir compte que de nombreux commerces sont informels et difficilement quantifiables. À part les grands magasins ou les grandes chaînes, il existe de petites boutiques de toutes sortes principalement tenues par des Africains de l'Ouest et du Nord. Ils se sont installés sur la rue principale ou au marché municipal (Mougondji, 1982, p. 72-75). Le marché central, qui reviendra à la commune dans quelques années, joue un rôle économique essentiel dans la vie urbaine de Moanda. En plus, d'être un lieu de vente et d'achats, il représente un lieu de rencontre sociale non-négligeable.

Deux banques, signes de la présence d'activités économiques, desservent la population de Moanda : la BIPG et la BICIG.

Les transports publics au Gabon en général manquent d'effectifs. Toutefois, il existe 22 taxis interurbains publics (Odjouomy, 1983, p. 35) localisés à Moanda mais qui sont assurés par des transporteurs privés. Une grande part des transporteurs œuvrent dans l'illégalité. On retrouve aussi des transporteurs et distributeurs officiels de produits alimentaires dans la ville.

Dans la ville elle-même, le secteur des postes et télécommunications est présent mais on le retrouve aussi dans la région de Moanda-Franceville où le CIOM (Centre international d'Ondes courtes de Moyabi) qui diffuse les émissions de la chaîne Africa N° 1 et sert aussi de relais, s'est installé.

Le secteur quaternaire comprend les services de l'administration de l'État principalement. En effet, on y retrouve la préfecture, la mairie, le service de douanes et transitaires. Le gonflement des activités administratives est dû à l'accroissement démographique de la ville, ce qui nécessite un encadrement plus poussé. 745 personnes étaient affectées à ce secteur en 1993 à Moanda-Mounana.

## **6.2. Stabilité au niveau social**

### **6.2.1. Structure démographique**

(Voir annexe 15)

La province du Haut-Ogooué, qui a une superficie de 20740 km<sup>2</sup>, comprend 104301 personnes dont 76378 habitaient en milieu urbain et 27923 en milieu rural. La province est donc majoritairement urbaine tandis qu'on retrouve une densité de 2,8 habitants / km<sup>2</sup>. Depuis le recensement de 1960, la population alto-govéenne est passée de 42274 personnes à 104301 personnes en 1993 (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 5).

**Tableau 13 : Résidents du Haut-Ogooué selon les grands groupes d'âge et le sexe**

	moins de 15 ans		15 - 49 ans		50 ans et plus	
	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes
<b>Urbain</b>	17821	17837	15652	16926	3663	4479
<b>Rural</b>	5939	5797	4318	5117	2863	3889
<b>Total</b>	23760	23634	19970	22043	6526	8368

*Tiré du Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, Principaux résultats, p. 11).*

Pour pouvoir dériver la pyramide des âges de Moanda, nous devons nous fier au tableau 13. Pour l'ensemble de la province, il y a une bonne répartition entre les sexes. Pourtant, plus l'âge avance, c'est-à-dire pour les 50 ans et plus, plus le rapport devient féminin.

Plusieurs groupes ethniques sont représentés dans la province du Haut-Ogooué. Le plus grand groupe, les Mbede-Teke (58185 personnes), est suivi des Nzabi-Duma (18113 personnes), des étrangers (10237 personnes), puis des Kota-Kele (8458 personnes) (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 19).



**Tableau 14 : Population par ethnie de la province du Haut-Ogooué en 1993**

Mbede-Teke :	58 185
Nzabi-Duma :	18 113
Étrangers :	10 237
Kota-Kele :	8 458
Shira-Punu :	4 017
Fang :	2 704
Okando-Tsogho :	901
Pygmées :	469
Myene :	416
Naturalisés :	83

Chez les 6 à 14 ans, 90,4 % fréquentaient l'école tandis que le nombre s'élevait à 63,4 % pour les 15 à 19 ans (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 27). Selon le tableau 15, la population urbaine possède en général un plus haut taux d'instruction que le milieu rural.

**Tableau 15 : Pourcentage des résidents du Haut-Ogooué de 15 ans et plus par milieu, selon le niveau d'instruction**

	Niveau d'instruction						Total
	Sans	Primaire	Sec 1	Sec 2	Supérieur	Autre	
<b>Urbain</b>	28,0	36,7	24,8	5,3	2,3	2,8	40025
<b>Rural</b>	50,2	33,1	12,7	2,2	0,6	1,2	16187
<b>Ensemble</b>	34,4	35,7	21,3	4,4	1,8	2,3	56212

*Tiré de la Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques (1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, Principaux Résultats, p. 29).*

Au Gabon, statistiquement, on établit l'âge de procréer entre 15 et 49 ans. Le taux de fécondité générale du Haut-Ogooué est de 180,2 pour mille tandis que celui du

pays est de 151,7 pour mille en 1993. Selon le Rapport Mondial sur le Développement Humain, sur une base de 100 en 1970, l'indice synthétique de fécondité du pays est de 110 en 1994 ce qui constitue une augmentation de la fécondité. L'infécondité est relativement élevée dans la province, mais a quand même connu une baisse : en 1960, 34,8 % des femmes de 45-54 était sans enfant, tandis que le pourcentage a diminué à 15,8 % en 1993. En milieu urbain alto-govéen, on compte 5,5 personnes pour chaque chef de ménage tandis qu'en milieu rural on en compte 4,4 pour chaque chef (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 57). Cette différence pourrait être expliquée par les conditions de vie plus difficiles à la campagne tandis que les gens de la ville peuvent généralement se permettre plus d'enfants, ayant accès à de meilleurs services de santé par exemple.

Moanda fait partie du département de Lebombi-Leyou qui comprend les communes de Moanda et de Mounana, et les cantons de Lebombi-Lekedi et de Lebombi-Leyou ce qui totalise 30 583 habitants (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 86). La population de ce département est à 92,4 % urbaine, soit le plus haut taux de toute la province.

**Tableau 16 : Résidents par division du Département de Lebombi-Leyou**

Département Lebombi-Leyou	Nombre de résidents en 1993
Commune de Moanda	21882
Commune de Mounana	6372
Canton Lebombi-Lekedi	1531
Canton Lebombi-Leyou	798





Tiré de l'Institut Pédagogique National (Gabon) (1993, p.116).

**Figure 25 : Carte de la densité de population avec divisions administratives**

Pendant les premières années de la Comilog, plusieurs employés furent recrutés des environs mais aussi de régions un peu plus éloignées. Entre 1965 et 1967,



Moanda a accueilli des environs 1768 personnes ressortissantes du département de Franceville, 858 et 1293 personnes originaires d'Okondja et de Léconi. Au total, 1835 personnes sont parvenues des villes de Lastourville, Koulamoutou ou d'autres villes gabonaises tandis qu'on comptait 200 cadres expatriés (majoritairement français) (Mondjo-Boussiengui, 1978, p. 127-128).

En 1971, on comptait 7436 émigrés vivant dans le district de Moanda, dont 3751 hommes et 3685 femmes (voir tableau 17). On remarque que contrairement à plusieurs villes minières du monde, la ville de Moanda ne démontre pas un grand écart entre le nombre d'hommes et le nombre de femmes. Déjà à cette époque, la ville démontrait une certaine stabilité au niveau de la structure démographique, plus précisément de la répartition entre hommes et femmes.

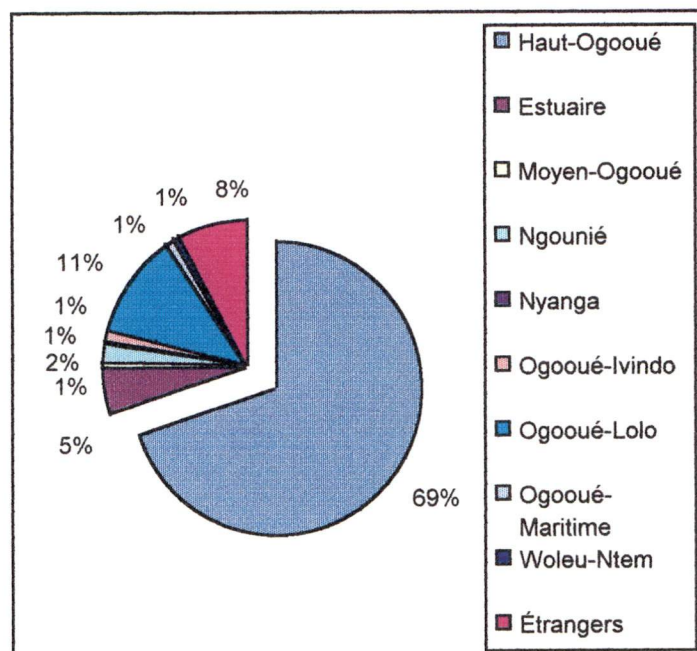
**Tableau 17 : Total des émigrés vivant dans le district de Moanda en 1971**

<b>Race</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
<b>Batéké</b>	702	835
<b>Obamba</b>	685	624
<b>Mindoumbou</b>	152	185
<b>Bougoumo</b>	53	32
<b>Bahombou</b>	257	247
<b>*Massangou</b>	53	28
<b>*Bapounou</b>	105	77
<b>Congolais</b>	26	33
<b>*Bakowighi</b>	150	150
<b>*Boudkabi</b>	1189	1200
<b>*Bawandji</b>	379	274
<b>Total</b>	<b>3751</b>	<b>3685</b>

\* : Émigrés en provenance d'autres régions du Gabon.

note : une correction a dû être apportée puisqu'une erreur s'était glissée dans le total du tableau original

*Tiré de Mondjo-Boussiengui (1978, p. 129).*



Données tirées du Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, Principaux résultats, p. 63).

**Figure 26 : Graphique du lieu de naissance de la population urbaine de Moanda-Mounana en 1993**

Le recensement de 1993 ne dénombrant pas la population de chaque quartier de Moanda, nous devons nous fier à des statistiques antérieures pour obtenir un aperçu de la composition de ces quartiers.

**Tableau 18 : Évolution de la population par quartier**

Quartiers	Ethnies dominantes ou nationalités	1971	1972	1973	1975	1978
Administratif	Mêlés	379	275	275	495	414
Alliance	Bawandji, Bandjabi	341	368	362	509	605
Bellevue	Bandjabi, Bahoumbou	437	483	485	541	353
Comilog Employés	Mêlés	1355	1277	1355	1331	1491
Comilog Cadres	Expatriés français	233	233	233	266	280
Commercial	Mêlés	296	428	428	433	700
Kabibi	Bhoumbou	92	185	185	156	100
Leyima	Batéké, Mbahouin	1146	839	839	971	564
Miosso	Bawandji, Obamba, Batéké	1027	874	874	896	1175
Montagne	Bandjabi	368	492	492	792	834
Mont Moanda	Bawandji	704	809	889	882	858
Samba	Obamba, Batéké, Ndumu	1508	1392	291	1361	973
Total		7886	7655	7708	8633	8347

Tiré de Mougondji (sept. 1982, p. 45).

Selon A. Rose (Rose, 1962, p. 627), deux points caractérisent la vie urbaine : tout d'abord, une forte densité de personnes de types différents dans un espace restreint amène une ségrégation de personnes socio-culturellement homogènes dans des quartiers séparés, et d'un autre côté, le manque d'espace entre les habitants débouche sur un contact social entre eux, ce qui a tendance à effacer les différences sociales et culturelles et encourage l'assimilation et l'acculturation, soit l'effet « melting pot ». Effectivement, à Moanda, les quartiers démontrent une certaine ségrégation ethnique qu'on reconnaît dans le tableau de l'évolution de la population par quartier ci-dessus. Par exemple, la cité des cadres a longtemps été réservée aux Français. Toutefois, dans les quartiers ouvriers construits par la Compagnie, les populations se mêlent puisque la ségrégation y est plutôt professionnelle. Pour chaque quartier qui a une domination ethnique, il faut ajouter un certain nombre d'étrangers commerçants comme des Portugais, des Maliens, des Sénégalais ou autres (Villien-Rossi, 1977, p. 263).

Dans la ville, en 1993, 2902 hommes sont des chefs de ménage, contre 777 femmes. Mais, 73,3 % des hommes chefs de ménage et seulement 39,0 % des femmes chefs de ménage occupent un emploi. Il est intéressant de remarquer que 56,6 % des femmes chefs de ménage sont recensées inactives (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 58). Toutefois, devant soutenir leur famille, ces femmes ne peuvent pas être totalement inactives et pratiquent des tâches informelles pour survivre.

Sur le plan sociologique, les structures familiales traditionnelles se sont modifiées à l'arrivée de la compagnie. Les grands travaux de modernisation et le côtoiement d'expatriés aux goûts différents entraînent des changements dans les habitudes des hommes et des femmes. Par exemple, les hommes veulent, après une journée de travail se divertir tandis que les femmes aspirent à une certaine émancipation. Toutefois, à Moanda, « il n'y a pas eu beaucoup de changements chez les personnes âgées, pour des raisons de routine et plus encore d'intérêt. »



(Villien-Rossi, 1977, p. 615) Donc, malgré la modernisation des infrastructures et de certains comportements, les structures sociales sont demeurées relativement inchangées (Villien-Rossi, 1977, p. 615)

#### 6.2.2. Infrastructures sociales et événements sociaux et de loisirs

Les infrastructures sociales à Moanda revêtent une grande importance pour la population de la ville elle-même mais aussi pour la région (voir Annexes 16 et 17 pour les schémas des infrastructures sociales). Villien-Rossi considère même la ville de Moanda comme centre des études et centre médical pour les campagnes et les villages environnants (Villien-Rossi, 1977, p. 613).

À Moanda, il existe plusieurs écoles de niveaux différents mais aussi d'origines différentes. Certaines écoles ont été créées par la Comilog, à l'origine réservées aux enfants de ses employés, mais aujourd'hui accessibles à toute la population. C'est le cas du Lycée Henry-Sylvoz qui, tout en étant passé aux mains du Ministère de l'éducation depuis 1978 (Compagnie minière de l'Ogooué, 2<sup>e</sup> semestre 1995, p. 25), affiche certaines caractéristiques de la compagnie encore aujourd'hui : les enseignants sont maintenant payés par l'État mais sont encore logés par la Comilog. Ce lycée offrira pour l'année scolaire 1997/98 un enseignement de la 6<sup>e</sup> année à la terminale pour la population de Moanda, Mounana et Bakoumba. L'école conventionnée (une école qui fonctionne selon le système français pour éviter que les étudiants, d'origine française, ne soient dépaysés), qui fait maintenant partie du groupe Henry-Sylvoz (institution qui regroupe plusieurs niveaux), est dans la même situation que le Lycée. C'est une école de niveau primaire ouverte à toute la population. Le groupe Henry-Sylvoz compte environ 377 élèves en 1995 (Compagnie minière de l'Ogooué, 2<sup>e</sup> semestre 1995, p. 25). Toutefois, la compagnie gère trois écoles maternelles réservées aux enfants des employés de la Comilog où les enseignants sont payés par celle-ci. Il

existe aussi un Lycée technique qui était tout d'abord un centre de formation professionnel pour la Comilog et accueillait en 1982, 372 personnes (Mougondji, 1982, p. 80). Si la Comilog a pris en charge l'éducation de seulement les enfants de ses employés à l'origine, l'État a vite fait de compenser les insuffisances pour les autres enfants de la ville. Il y développa des jardins d'enfants et des écoles publiques de quartier (École Leyima, École Mont-Moanda, etc.) qui regroupent plus de 1600 élèves (Mougondji, 1982, p. 77 à 79). Au fil des années, ces écoles se sont avérées trop petites. À cause du manque de financement de la part de l'État, la Comilog, soucieuse de la satisfaction de la population, a offert la construction de salles de classe à ces écoles. À ces établissements, s'ajoutèrent aussi une école catholique et un collège catholique où les classes de la 6<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup> année sont offertes depuis 1961, une école protestante et, récemment, un établissement secondaire Alliance chrétienne. Ces trois types d'établissements enseignent à plus de 2400 enfants (Mougondji, 1982, p. 78).

Dans le domaine de la santé, l'hôpital publique, construite il y a un dizaine d'années, assure un minimum de soins avec ses 40 lits en 1982, mais rencontre plusieurs difficultés d'approvisionnement en médicaments. Par contre, l'hôpital Comilog a longtemps représenté l'hôpital moderne de la région puisque la compagnie avait les moyens d'en assurer le bon fonctionnement. Cet établissement est ouvert à toute la population et était gratuit jusqu'à il y a 3 ou 4 ans. L'engouement de la population à se faire soigner à cet endroit a amené les autorités de la compagnie à devoir imposer certaines restrictions et ainsi demander 1000 F CFA par consultation (Guay, 27 août 1996). Il possède un bloc opératoire moderne depuis 1992 (Compagnie minière de l'Ogooué, 4<sup>e</sup> trimestre 1993, p. 15) et 55 lits en 1982.

Aujourd'hui, au niveau des services publics, la police, la gendarmerie, les douanes, le cadastre, le trésor national et la poste sont assurés par l'État. En effet, à la suite de l'implantation de la Comilog, il devint nécessaire d'assurer une administration efficace pour ce petit village devenu ville en expansion. Il existe des lacunes en ce



qui concerne l'assainissement public. En effet, comme partout au pays, les autorités municipales éprouvent de la difficulté à fournir un service de collecte de déchets efficace. La Comilog se charge toutefois du nettoyage de ses propres cités. Le service des incendies est plutôt limité puisque ce sont quelques agents, formés pour les feux sur le site de l'usine, qui peuvent prêter assistance à l'extérieur du site.

Quoique le transport des agents Comilog soit assuré (les cadres ont leur voiture, les ouvriers profitent du transport par bus), le transport en commun n'existe que sous forme de taxis ou taxis-bus.

Au niveau des logements, la compagnie offre des cités construites pour ses employés tandis que les autres habitants se prennent eux-mêmes en charge. On compte une dizaine de cités Comilog ce qui équivaut à environ 700 logements où l'eau, l'électricité et le gaz sont généralement fournis (Guay, 15 août 1996). De plus, les cadres sont agréablement logés dans un quartier fleuri à flanc de montagne.

**Tableau 19 : Logements selon le statut d'occupation à Moanda**

Propriétaire	Locataire	Logé par employeur	Logé par famille	Logé gratuit	Autre	Total
1713	909	881	164	24	2	3693

*Tiré du Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, Principaux résultats, p. 58).*

**Tableau 20 : Logements selon la nature de construction à Moanda**

Provisoire	Traditionnelle	Améliorée	Moderne	Total
320	1536	920	917	3693

*Tiré du Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, Principaux résultats, p. 58).*



**Tableau 21 : Équipement des logements à Moanda**

<b>Nombre de logements</b>	<b>Adduction d'eau</b>	<b>Branchement électrique</b>	<b>WC hydraulique</b>	<b>Habitants / pièce</b>
3693	1589	2852	1014	1,30

*Tiré du Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, Principaux résultats, p. 59).*

On peut généralement affirmer que tout regroupement d'individus relativement important cherche à se divertir par n'importe quel moyen, sinon il est voué à subir des stress importants.

Dans la ville de Moanda, la Compagnie minière de l'Ogooué s'est grandement impliquée à ce niveau pour créer un sentiment d'appartenance, un sentiment de satisfaction parmi la population. Au fil des ans, elle a créé des équipes sportives dont de football, de basket-ball, de volley-ball, d'athlétisme, de judo, de boxe (Anonyme, s.d. b, p.150). Ces dernières années, la

compagnie a développé d'autres activités comme le golf et l'équitation (Guay, 27 août 1996). À cet effet, elle a construit des infrastructures qui y étaient nécessaires, notamment, trois stades sportifs qui sont fort appréciés par la population. Le nouveau terrain de golf a été aménagé en 1995 (Békan, Jeudi 4 mai 1995, p. 9). La Comilog finance une équipe de football professionnelle, dénommée Mangasport, qui joue au niveau national mais aussi international. À la saison sportive 1993-1994, l'équipe a gagné la Coupe du Gabon (Compagnie Minière de l'Ogooué, 1994 c, p. 26) ce qui l'amène ensuite à jouer en coupe d'Afrique en 1995 (Compagnie Minière de l'Ogooué, 1995 a, p. 33).



*Source : Photo prise par Marjolaine Guay et Ibrahim Okanga-Souna (août 1996)*

**Figure 27 : Stade de football de Moanda**

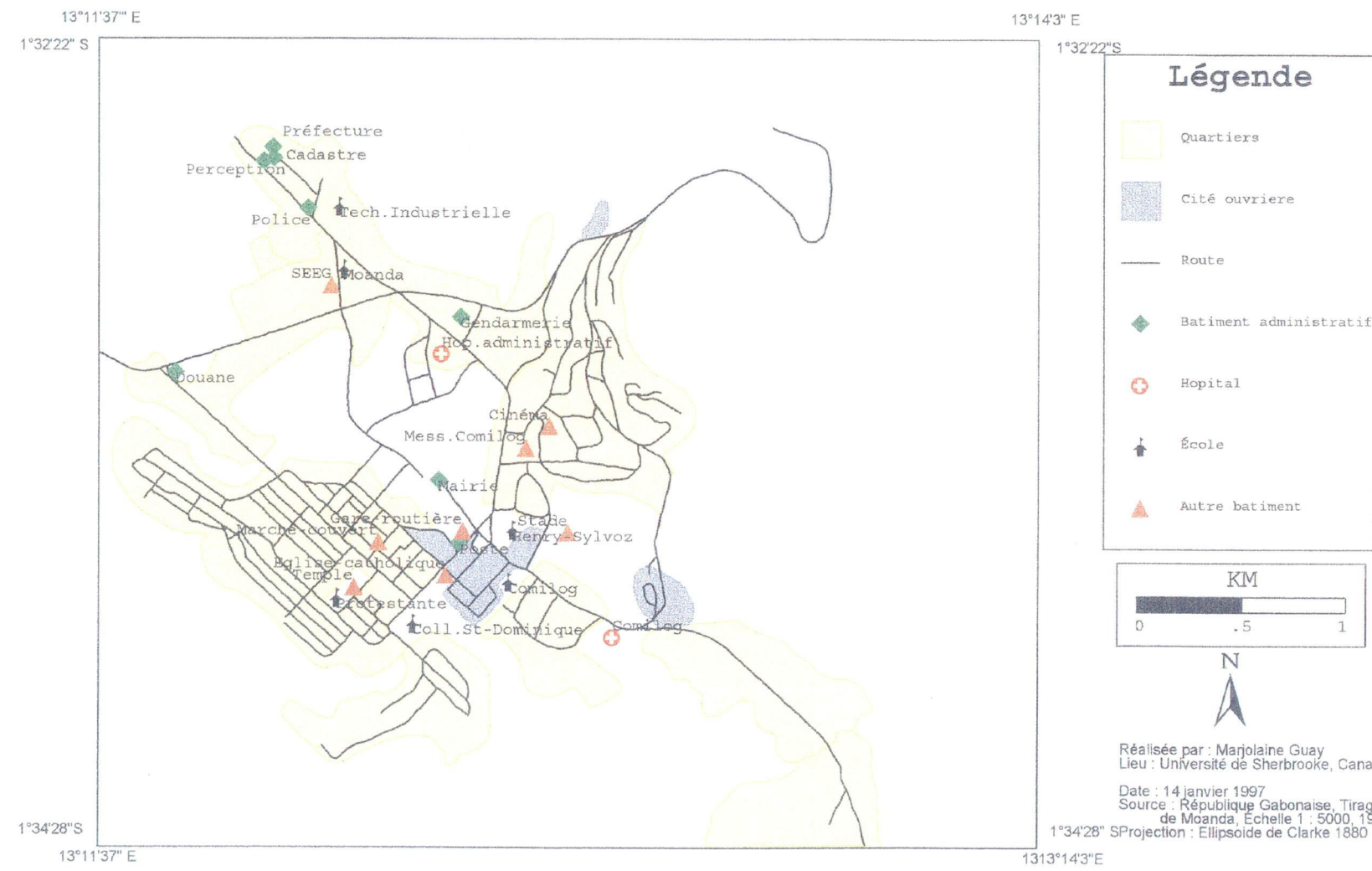
La compagnie a aussi instauré ses propres politiques sociales. Par exemple, le 24 décembre, elle offre des cadeaux de Noël aux enfants d'agents de 0 à 12 ans. Pendant les vacances scolaires, elle organise une colonie de vacances qui regroupe de 50 à 60 enfants d'agents entre 8 et 12 ans et les envoie, pendant trois semaines, dans une autre ville du Gabon. À cette occasion les parents n'ont aucun frais à déboursier, la compagnie prenant toutes les dépenses à sa charge. En 1995 et 1996, les enfants ont eu la chance de visiter la ville de Port-Gentil (Compagnie Minière de l'Ogooué, 1995 a, p. 27) tandis qu'en 1997, il est prévu une visite à Libreville.

La Sainte-Barbe est une fête très célébrée à Moanda. Cette fête est célébrée par les mineurs, les pompiers, les marins, les artilleurs, tous ceux qui utilisent le feu dans leur vie professionnelle (Compagnie Minière de l'Ogooué, 1994 c). En effet, à chaque premier samedi du mois de décembre, la Direction de la Mine organise des manifestations sportives, musicales, culturelles et humoristiques, en terminant par un dîner dansant.

D'initiative indépendante de la Comilog, des étudiants du Collège St-Dominique de Moanda ont créé un club « Jeunes en création » pour rencontrer d'autres jeunes du pays et ainsi discuter des « problèmes qui minent la jeunesse, dont la délinquance juvénile scolaire. » (Leyigny, lundi 3 avril 1995, p. 12). De plus, un cercle culturel, ouvert à toute la population, offre des services comme la bibliothèque, une salle de cinéma, une salle de jeux, un bar, une salle d'alphabétisation et autres (Villien-Rossi, 1977, p. 209). C'est ainsi qu'on remarque que la population de Moanda entreprend certaines activités pour prendre soin de sa communauté.



**Commune de Moanda, Gabon**  
**Infrastructures sociales et administratives**



### 6.3. Stabilité de la ville de Moanda

Si nous prenons l'exemple de la ville de Bakoumba, l'avenir n'est guère reluisant. En effet, cette ville dépendait presque uniquement du téléphérique, employé par la Comilog pour le transport de son manganèse, jusqu'à sa fermeture définitive en 1992. Les activités qui étaient générées par le téléphérique étaient étroitement liées à celui-ci. Ainsi, à Bakoumba, le téléphérique nécessite une centrale électrique, des ateliers mécaniques, une menuiserie, un parc de bennes et pylônes. Évidemment, cette activité industrielle a entraîné les fonctions administrative, politique, commerciale, médicale, culturelle et culturelle (Ayangala, sept. 1983, p. 33) mais pas assez pour soutenir la ville naturellement après la fermeture du téléphérique. Ce qu'on entend par naturellement, c'est que sans l'intervention de la Comilog en créant un projet d'élevage et de pisciculture à Bakoumba, une grande partie de la population aurait dû migrer par manque de travail. Même avec l'élaboration de ce nouveau projet, certains anciens employés ont dû prendre une retraite anticipée ou être relocalisés. Même dans les années de fonctionnement du téléphérique, l'unique établissement d'enseignement secondaire de Bakoumba avait dû fermer ses portes faute d'élèves (Ayangala, sept. 1983, p.33).

La situation de Moanda ne semble pas alarmante pour l'instant. En effet, les réserves de manganèse sont encore suffisantes pour assurer un fonctionnement pendant plusieurs dizaines d'années. C'est plutôt le cours des marchés mondiaux, leurs fluctuations, qui entraîne la Comilog sur des hauts et des bas. Toutefois, la compagnie, au cours des années, diversifie beaucoup ses investissements, ce qui aide à sa stabilité. Tout cela ne peut être que bénéfique à la ville elle-même puisqu'elle profite ainsi toujours du soutien économique et social de la compagnie. De plus, plus le temps avance, plus la ville prend de l'ampleur, développe ses fonctions et ainsi augmente ses chances de durabilité au niveau interne mais aussi avec l'appui régional.

Même si nous avons établi que la ville de Moanda était sans aucun doute une ville minière, la ville affiche d'autres fonctions secondaires relativement importantes qui pourraient assurer sa stabilité si la fonction minière devait se dégénérer.

Selon la méthode de Harris (Merlin, 1973, p. 26-27), pour déterminer si les communes de Moanda-Mounana sont des villes à fonction industrielle atténuée (revoir les définitions de Harris), il faut que :

$$\frac{E_{ind}}{\text{Salariés}} \geq 0,30$$

et

$$\frac{E_{ind}}{E_{ind} + E_{com}} \geq 0,74$$

$E_{ind}$  : emplois dans l'industrie

$E_{com}$  : emplois dans le commerce

<b>Secteur industriel</b>	<b>Nombre d'emplois</b>
Industrie du bois	50
Raffinage du pétrole	4
Industries agro-alimentaires	57
Fabric. boissons, glace ind. tabac	2
Autres industries	38
Indus. textile habillement & cuir	12
Industrie chimique, métallurgie	1
Prod., distrib. eau & électricité	25
B. Tp., génie civil	123
<b>Total</b>	<b>312</b>

$$\frac{E_{ind}}{\text{Salariés}} = \frac{312}{5198} = 6 \%$$

Alors seulement 6 % de la population active est employée dans l'industrie, donc le premier critère (minimum de 30 %) n'est pas atteint. Les communes sont par conséquent très peu industrielles.

Pour vérifier si les communes sont des villes de type commercial, il faut distinguer entre le commerce de détail et le commerce de gros. Puisque dans le



recensement de 1993 nous ne pouvons pas distinguer les deux, nous tentons de modifier la formule pour établir si les communes sont de types commerciales.

Où  $E_{cd}$  : emplois dans le commerce de détail  
 $E_{cg}$  : emplois dans le commerce de gros

$$\frac{E_{cd}}{(E_{ind} + E_{com})} \geq 0,50$$

$$\frac{E_{cg}}{(E_{ind} + E_{com})} \geq 0,20$$

$$\frac{E_{cd}}{(E_{ind} + E_{com})} + \frac{E_{cg}}{(E_{ind} + E_{com})} \geq 0,50 + 0,20$$

$$\frac{E_{cd} + E_{cg}}{E_{ind} + E_{com}} \geq 0,70$$

$$\frac{E_c}{(E_{ind} + E_{com})} \geq 0,70$$

Secteur commercial	Nombre d'emplois
Services de réparation	115
Hôtels, cafés, restaurants	11
Services hôteliers	2
Services rendus aux entreprises	57
Services rendus aux particuliers	369
Commerce, import-export	745
<b>Total</b>	<b>1299</b>

$$\frac{E_c}{(E_{ind} + E_{com})} = \frac{1299}{1611} = 80,6 \%$$

Nous pouvons donc affirmer que, selon la méthode Harris, les communes de Moanda-Mounana se présentent aussi comme des villes à fonction fortement commerciale.

Pour qu'une ville soit nœud de transport, il faut que :

Où  $E_t$ : emplois dans les transports et les télécommunications

$$\frac{E_t}{\text{Salariés}} \geq 0,11$$

et

$$\frac{E_t}{E_{\text{ind}}} \geq 1/3$$

et

$$\frac{E_t}{E_{\text{com}}} \geq 2/3$$

Secteur des transports	Nombre d'emplois
Transport terrestre	294
Transport maritime	6
Transport aérien	12
Auxiliaires de transport	9
Postes et télécommunications	31
<b>Total</b>	<b>352</b>

$$\frac{E_t}{\text{Salariés}} = \frac{352}{5198} = 6,8 \%$$

Le premier critère n'est pas observé, donc les communes de Moanda-Mounana ne sont pas des villes nœuds de transports. Toutefois, il faut noter qu'il existe des moyens de transport informels qui ne sont pas comptabilisés dans les statistiques, ce qui pourrait modifier les résultats.

Finalement, nous pouvons conclure que les communes de Moanda-Mounana sont de type bi-fonctionnel puisqu'elles présentent des taux suffisants, selon la méthode de Harris, pour s'accaparer des titres de ville minière et ville commerciale. Selon cette affirmation, nous pouvons déduire que si la fonction minière devait disparaître, la fonction commerciale suffirait pour soutenir la ville.

Cependant, il existe des insuffisances marquées dans certains secteurs dont les activités primaires et secondaires autres que celles qui sont reliées à l'extraction du manganèse et à sa transformation. Problème qui n'est pas nouveau, même à l'échelle nationale, l'approvisionnement en produits alimentaires laisse encore à désirer même avec le développement de certains projets à Moanda et en région. L'idéal serait d'acquérir une autosuffisance en matière d'aliments (végétal et animal) pour subvenir ainsi aux besoins de la population urbaine. Il reste vrai qu'il est difficile d'évaluer l'ampleur des produits cultivés de façon traditionnelle (c'est-à-dire les cultures que les femmes pratiquent et récoltent puis peuvent revendre sur le marché), mais les commerçants vendent beaucoup de produits importés d'autres régions et surtout d'autres pays. Au niveau secondaire, les activités restent encore trop limitées. Si la Comilog devait partir, la masse de main-d'œuvre ainsi libérée aurait des difficultés à se trouver du travail. Il y aurait donc un certain déplacement de population suite à la fermeture de la Compagnie mais les autres activités de la ville et de la région ne pourraient absorber, qu'en partie, ce nouvel afflux de travailleurs.

Au niveau provincial, Mondjo-Boussiengui affirme que l'économie du Haut-Ogooué en général est désarticulée et excentrée (Mondjo-Boussiengui, 1978, p. 140), ce qui ne contribue pas de façon positive à une stabilité naturelle de la province. Il serait cependant utopique de s'attendre à ce que toutes les régions du monde soient assurées d'une telle stabilité à l'avenir. Selon lui, si la région manque encore de diversification industrielle, c'est une conséquence de la division internationale du travail. Pour corriger cette situation, il faudrait créer des activités secondaires à intégration verticale dans les principales zones minières de la région (Mondjo-Boussiengui, 1978, p. 141).



## 7. Conclusion

La ville peut faire l'objet de diverses classifications : selon la théorie de l'économie de base, dont la méthode de Hoyt, selon une classification fonctionnelle, par exemple les classes définies par Harris et selon la théorie des pôles de croissance discutées par Allen Pred, puis par François Perroux. La théorie de l'économie de base distingue les activités de base (ou spécifiques) des activités non-basiques (ou banales). Hoyt a ensuite développé une méthode pour mesurer, de façon élémentaire, l'importance respective des secteurs spécifiques et banales. Harris classifie les villes selon leurs fonctions : industrielle pure, industrielle atténuée, minière, commerciale de détail, commerciale de gros, de transports, universitaire, de repos et de retraite et multifonctionnelle. Selon la théorie des pôles de croissance, le secteur subissant une bonne croissance entraînera les autres secteurs d'activités. Une ville minière est donc une ville qui possède une fonction minière et qui tire sa raison d'être de cette exploitation. Elle peut se présenter comme une ville fragile si une diversification fonctionnelle n'est pas en cours et si les échanges régionaux et nationaux restent minimes. C'est le cas de Minto au Canada, les villes du Shaba méridional au Zaïre ou autres villes où la fermeture des compagnies d'exploitation minière a entraîné de graves crises ou même l'abandon de la ville.

La région de Moanda - Franceville a été découverte après les explorations de Brazza qui tentait d'atteindre le centre de l'Afrique vers la fin des années 1800. Depuis la délimitation des territoires africains en 1885, la province du Haut-Ogooué a fait partie tour à tour du Congo français, de l'Afrique équatoriale française, du Moyen-Congo puis du Gabon en 1946. La découverte d'un nouveau gisement de manganèse en 1944 a amené un recrutement de personnel à l'emploi de la Compagnie Minière de l'Ogooué. La région consiste en un mélange de forêts et de savanes qui accueillait autrefois une faune imposante (lions, éléphants, buffles, antilopes, maintenant devenus rares). La ville de Moanda est divisée en 14

quartiers qui présentent une stratification par fonctions, par classes sociales et par ethnies. Toutefois, l'anarchie de certains quartiers présente un problème foncier certain. Les pouvoirs publics de Moanda conjointement avec la Comilog ont longtemps administré la ville. Encore aujourd'hui, il est pratique courante d'accorder le rôle de maire adjoint au Directeur général de la Comilog. La ville et la compagnie sont très liées. La Comilog exploite le minerai de manganèse et lui fait subir une première transformation avant de la charger sur la ligne ferroviaire transgabonaise. La compagnie employait 1407 personnes en 1995. Elle s'est impliquée dans de nombreux projets sur le territoire national.

De manière globale, une description de l'insertion de Moanda dans le réseau urbain gabonais a précédé un traitement des fonctions urbaines de cette ville. La méthodologie employée est surtout celle de cueillette d'informations par une revue de littérature extensive, une observation sur le terrain se divisant en trois parties : collectes de données à Libreville, à Franceville puis à Moanda où il y a eu interview de deux autorités de la Comilog. Ensuite, des outils, soit des cartes, ont été élaborés et finalement l'analyse des données obtenues. Des limites se sont marquées tant au niveau de la collecte sur le terrain qu'au niveau de la méthode de démonstration employée. Des indisponibilités de documents et de personnes, une démonstration statistique simple et une approche hybride controversée ont restreint la portée des données recueillies.

En réponse à la première hypothèse posée, soit : *Moanda joue un rôle positif dans le réseau urbain gabonais où elle est à la fois carrefour routier national et centre d'approvisionnement et de services pour la région environnante*, nous avons démontré que le réseau urbain auquel Moanda appartient est incomplet. Au niveau national, il présente un aspect tri-polaire mal hiérarchisé et extraverti, résultat d'une colonisation et de la prédominance du secteur primaire (extraction) tourné vers l'exportation. Ce réseau urbain est encore fragile et toutes les régions du pays ne sont pas encore reliées efficacement entre elles; particulièrement, le réseau routier est peu efficace. La région de Moanda-Franceville vient à peine



d'être désenclavée et reliée à Libreville. De plus, Port-Gentil, ville d'où provient la plus grande part des ressources budgétaires du pays, est encore actuellement enclavée et son aire d'influence imprécise. Au niveau provincial, les relations entre Moanda et Franceville, et Moanda et les autres villages de sa périphérie sont importantes. La ville de Moanda joue un rôle positif dans ce réseau urbain car elle fournit du minerai de manganèse qui est transporté par voie ferroviaire jusqu'au port d'Owendo. Moanda n'est toutefois pas un carrefour routier national, les routes étant peu développées sur tout le territoire. Ce sont plutôt les modes de transports aériens et ferroviaires qui sont efficaces. Moanda et Franceville jouent ensemble le rôle de centre d'approvisionnement pour la province du Haut-Ogooué.

À savoir si *Moanda a atteint aujourd'hui un degré de stabilité ou de diversification fonctionnelle suffisant pour lui permettre de survivre à la cessation des activités de la COMILOG*, nous pouvons répondre que la ville n'a pas atteint le stade de diversification fonctionnelle souhaitable pour assurer sa durabilité sans équivoque à l'intérieur du réseau. Actuellement, au sens de la méthode de Harris, l'entité Moanda - Mounana reste une ville clairement minière puisque ce secteur emploie 32 % de la population de Moanda - Mounana, mais elle a aussi acquis le titre de ville commerciale puisque un peu plus des trois quarts de la population y est affectée (80,6 %). Aux débuts de la compagnie, celle-ci employait beaucoup de main-d'œuvre d'origine gabonaise mais aussi congolaise puisque le minerai était évacué via le Congo. Grâce à son implantation, les commerces de la ville et de la région tout entière ont bénéficié d'une nouvelle main-d'œuvre et d'une nouvelle clientèle. Les salaires des employés de la Comilog font rouler l'économie de la ville et de la région. Au niveau économique, la Comilog semble directement avoir peu investi dans la ville elle-même. Par contre, grâce à elle, des projets d'amélioration des infrastructures de communications ont été développés. Au fil des années, le secteur tertiaire s'est grandement développé dans la ville. Toutefois, le secteur primaire, principalement l'agriculture, est resté au stade d'autosubsistance. Quant au secteur secondaire, sauf les emplois fournis par la compagnie minière, il est largement sous-représenté. Le secteur quaternaire est représenté par les services de l'administration de l'État dans la ville. Pour l'instant, les réserves de minerai sont encore suffisantes pour assurer un bon fonctionnement de la compagnie. Celle-ci, en diversifiant ses investissements (internationaux, nationaux et locaux), reste stable. La ville elle-même continue de



connaître un développement géographique, économique et social qui augmente ses chances de durabilité. Cependant, des insuffisances existent encore aux niveaux primaire (approvisionnement agricole local entre autres) et secondaire qui devraient être corrigées.

Nous pouvons tout de même suggérer que la stabilité de Moanda peut être renforcée si nous acceptons Franceville - Moanda comme conurbation. C'est-à-dire qu'à l'échelle nationale, ces deux villes se rapprochent dans leur tissu urbain et leur complémentarité (l'une étant minière et de services et l'autre au moins clairement administrative); leurs interrelations multiples renforcent la durabilité de l'une et l'autre. À l'image de la déchéance de Bakoumba après le quasi retrait de la Compagnie Minière de l'Ogooué et la fermeture éventuelle de la COMUF à Mounana, il y aurait avantage à renforcer cette complémentarité. Si le flot de circulation ou les liaisons entre les deux villes augmentent, nous pourrions entrevoir la naissance d'un embryon de mini-mégalopole où les villes dépendent largement l'une de l'autre. Si les ententes entre les deux villes se multiplient, c'est-à-dire s'il se crée une synergie entre certains services publics tels la police, la collecte des ordures ou autres, leur interdépendance augmentera. De cette façon, il existerait une entité administrative unique pour les deux villes, donc une planification unique, à l'exemple de grandes villes américaines telles Minneapolis - St Pauls. Toutefois, pour qu'il y ait durabilité, Moanda ne devra pas être considérée comme protubérance de Franceville.

Plusieurs questions importantes restent à résoudre : comment achever un réseau urbain pour assurer sa durabilité au niveau national ? Comment stimuler efficacement la diversification fonctionnelle de Moanda pour qu'elle occupe durablement sa place à l'intérieur du réseau urbain gabonais ? Quels sont les investissements requis pour assurer à la fois la diversification des activités de Moanda et le renforcement du réseau urbain gabonais ?

## 8. Références

- Adamas (21 août 1996) News release. Internet: <http://www.stockgroup.com/AMS/news/082196.htm>
- Aicardi de Saint-Paul, Marc (1987) Le Gabon: du roi Denis à Omar Bongo. Éditions Albatros, Paris, 183 p.
- Alexandersson, Gunnar and Björn-Ivar KLEVEBRING (1978) World Resources: Energy - Metals - Minerals. Walter de Gruyter, New York, 248 p.
- Alexandre, Hugues et Barro Chambrier (1990) L'économie du Gabon : Analyses politiques d'ajustement et d'adaptation. Economica, Paris, 355 p.
- Anonyme (s.d. a) Economic trend and Outlook. Internet: <http://www2.asianconnect.com/untpdc/eto/etosite/ccg00498.txt>.
- Anonyme (s.d. b) Province du Haut-Ogooué. Éditions Multipress, Gabon, 195 p.
- Anonyme (février 1997) Points de repère. Le Monde diplomatique. Internet : <http://www.monde-diplomatique.fr/md/1997/02/A/7761.html>.
- Anonyme (janvier 1995) La Compagnie Minière de l'Ogooué. Mines et carrières - Industrie minière. Sans lieu, p. 33 à 43.
- Anonyme (1994) Africa South of the Sahara 1995. 24<sup>th</sup> edition, Europa Publications, England, 1057 p.
- Anonyme (1983) Les formes de l'économie urbaine en Afrique noire et à Madagascar. Travaux et Documents de Géographie tropicale. Talence, CEGET, no 47, 288 p.
- Ayangala, Philippe (sept. 1983) L'impact du téléphérique de Moanda sur le centre de Bakoumba. Mémoire de licence de géographie, Département de géographie, Université Omar Bongo, Libreville, 54 p.
- Bailly, Antoine S. (1986) Représentations spatiales et dynamiques urbaines et régionales. Éditions régionales européennes, Université du Québec à Montréal, 172 p.
- Bailly, Antoine, Ferras, Robert et Denise Pumain (1992) Encyclopédie de géographie. Economica, Paris, 1132 p.



- Balandier et Pauvert J.-C. (1952) Les villages gabonais; aspects démographiques, économiques, sociologiques; projets de modernisation. Mémoire I.E.C., 92 p.
- Barnes, James F. (1992) Gabon : Beyond the Colonial Legacy. Westview Press, Boulder, 163 p.
- Barro-Chambrier, Hugues Alexandre (1990) L'économie du Gabon : Analyse politique d'ajustement et d'adaptation. Éditions Economica, Paris, 355 p.
- Beaujeu-Garnier, Jacqueline (1980) Géographie urbaine. Collection U, Armand Colin, Paris, 360 p.
- Beaujeu-Garnier, Jacqueline et Georges Chabot (1963) Traité de géographie urbaine. Librairie Armand Colin, Paris, 493 p.
- Békan, Sylvanal (jeudi 4 mai 1995) Manga Golf Club officiellement mis en service le weekend dernier. L'Union. Vol. 20, no 5795, Gabon, p. 9.
- Bruneau, Jean-Claude (1989) Pauvreté urbaine et initiatives populaires au pays du cuivre du Zaïre méridional. dans Pauvreté et développement dans les pays tropicaux. de Singaravelou, Gradignan, p. 433-455 (585 pages).
- Brunn, Stanley D. and Jack F. Williams (1983) Cities of the World: World Regional Urban Development. Harper and Row, USA, 506 p.
- Cabanne, Claude et *al.* (1992) Lexique de géographie humaine et économique. Dalloz, 2<sup>e</sup> édition, Paris, 449 p.
- Centre Gabonais de Recherche en Économie et en Gestion (1989) Économie et gestion. No 1 - , Libreville, Gabon.
- Chorley, Richard J. and Peter Hagget (1968) Socio-Economic Models in Geography. University Paperback, London, 468 p.
- CICIBA (1989) Facteurs culturels et projets de développement rural en Afrique centrale. Points de repère, éditions L'Harmattan, Paris, 182 p.
- Compagnie Minière de l'Ogooué à Libreville (1996 a) Carte d'emplacement des travaux.
- Compagnie Minière de l'Ogooué (1996 b) Comilog. Document créé pour la visite officielle des chefs d'État de France et du Gabon : Leurs Excellences Monsieur Jacques Chirac et Monsieur El Hadj Omar Bongo. Moanda, 10 p.



- Compagnie Minière de l'Ogooué (1995 a) Comilog Informations. Éditions Multipress, dirigé par M. Antoine Oyieye, numéro 9, Moanda, 37 p.
- Compagnie Minière de l'Ogooué (1995 b) Comilog Informations. Éditions Multipress, dirigé par M. Antoine Oyieye, no 8, Moanda, 31 p.
- Compagnie Minière de l'Ogooué (1994 a) Bilan Comilog. Moanda, 18 p.
- Compagnie Minière de l'Ogooué (1994 b) Comilog : deuxième producteur mondial de manganèse. Éditions Multipress-Gabon, Gabon, 7 p.
- Compagnie Minière de l'Ogooué (1994) Comilog Informations. Éditions Multipress, dirigé par M. Antoine Oyieye, no 7, Moanda, 27 p.
- Compagnie Minière de l'Ogooué (1993) Comilog Informations. Éditions Multipress, dirigé par M. Antoine Oyieye, no 5, Moanda, 23 p.
- Denis, J. (1968) Le phénomène urbain en Afrique centrale. Bruxelles, Duculot éditions, 401 p.
- Denis, Jacques S.J. (1958) Le phénomène urbain en Afrique centrale. Mémoire, sans lieu, 407 p.
- Deshaies, Laurent (décembre 1982) Les villes minières canadiennes : considérations méthodologiques et caractéristiques principales. Notes et Documents #6, Section géographie, Université du Québec à Trois-Rivières, 63 p.
- Deshaies, Laurent (oct. 1977) Analyse spatiale de la croissance et de la décroissance des villes minières canadiennes. Thèse de Doctorat, Université Laval, Québec, 449 p.
- Diop, Mamadou (lundi 29 janvier 1996) Programme d'aménagement du réseau routier : Les bases d'un développement durable et maîtrisé. L'Union. Vol. 20, no 6018, Gabon, p. 2.
- Diop, Mamadou (sam.-dim. 27-28 janvier 1996) Omar-Bongo inaugure la «route de demain. L'Union. 20<sup>e</sup> année, numéro 6017, Gabon, p. 2.
- Direction chargée des relations publiques COMILOG (juillet 1994) Comilog : deuxième producteur mondial de manganèse. MultiPress-Gabon, Gabon.
- Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (avril 1996) Tendances de l'économie. Numéro 6, Gabon, 82 p.

- Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, République Gabonaise (1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993) Principaux Résultats. Recensement général de la population et de l'habitat, Multipress Gabon, Libreville, 96 p.
- Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (1993) Annuaire statistique du Gabon. Libreville, 103 p.
- Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (1992) Tendances de l'économie. Gabon.
- Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, Ministère de la Planification et de l'Économie (1987) Le Gabon en chiffres. Libreville, Gabon.
- Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, Ministère de la Planification, du développement et des participations (1980) Statistique emploi des sociétés et des entreprises individuelles. Libreville, Gabon.
- Drummond, Ian and Terry Marsden (oct. 1995) A Case Study of Unsustainability : The Barbados Sugar Industry. Geography. Numéro 349, Volume 80, partie 4, p. 342-354.
- EDIAFRIC (1981) Plan de développement des pays d'Afrique noire : Gabon. 5<sup>e</sup> édition, Paris, p. 1-35.
- EDIAFRIC (1977) Moments de l'économie africaine. 9<sup>e</sup> édition, Paris.
- En Collaboration (1981-1996) État du Monde. CEDROM, Éditions La Découverte.
- En Collaboration (décembre 1986) Le contre-choc pétrolier : Le cas du Gabon. Collection Géo-politique Africaine, Albin Michel, Belgique, 183 p.
- Gaulme, François (1988) Le Gabon et son ombre. Karthala, Paris, 210 p.
- Giacottino, Jean-Claude (janv.-mars 1979) La ville tropicale et ses problèmes d'environnement. Cahiers d'Outre-Mer. Vol. 32, no 125, Bordeaux, p. 22-38.
- Giraut, F. et F. Moriconi-Ebrard (1991) La densification du semis de petites villes en Afrique de l'Ouest. Mappemonde. No 4, p. 12-16.



- Gouzi, Nabila B. (18 au 24 mai 1995) Bois : sortir du sous-développement. Jeune Afrique. No 1793, France, p. 93.
- Guay, Marjolaine (15 août 1996) Interview réalisé avec Monsieur R. M. Midiba-Magni, Directeur de la mine Comilog. Gabon.
- Guay, Marjolaine (27 août 1996) Interview réalisé avec Monsieur Urbain Yenault-Longa, Responsable de l'information et de la communication à Comilog. Gabon.
- Haggett, Peter (1973) L'analyse spatiale en géographie humaine. Collection U, Armand colin, Paris, 390 p.
- Hamono, B. et Chauliac, G. (mars-avril 1971) La situation démographique des districts de Franceville, Moanda, Léconi-Haut- Ogooué. Médecine tropicale. Vol. 31, no 2, p. 215-220.
- Haumont, Nicole et Alain Marie (1987) Politiques et pratiques urbaines dans les pays en voie de développement. Collection Villes et Entreprises, Éditions L'Harmattan, tome 1, 341 p.
- Harris, Chauncy D. (1943) A Functional Classification of Cities in the United States. Geographical Review. Vol. 33, no 1, p. 86-99.
- Hartshorn, Truman A. (1992) Interpreting the city: An Urban Geography. 2nd edition, John Wiley & Sons, New York, 484 p.
- Hartshorn, Truman A. (1980) Interpreting the city: An Urban Geography. First edition, John Wiley & Sons, USA, 498 p.
- HÉVÉGAB (18 au 24 mai 1995) La Société de Développement de l'Hévéaculture au Gabon, outil d'aménagement de l'arrière-pays : Un atout pour l'avenir. Jeune Afrique. Numéro 1793, France, p. 80.
- Hoover, Edgar M. (1955) La localisation des activités économiques. Coll. Économie et Humanisme, Les éditions Ouvrières, Paris, 240 p.
- INFOPEDIA. (1995) Funk and Wagnalls Encyclopedia. Gabon. Adresse Internet : inconnu.
- Institut National de Cartographie (1993) Gabon, carte générale. Échelle inconnue, Libreville, Gabon.
- Institut National de Cartographie (1994) Gabon, carte touristique routière. Les spéciales de l'IGN pays et villes du monde, 1 : 1 000 000, Gabon.



- Institut Pédagogique National (GABON). (1993) Le Gabon : Géographie active. Edicef - Edig, France et Gabon, 288 p.
- International Market Insight (1996) Manganese Mining Overview. Internet : <http://www.tradeport.org/ts/countries/gabon/mrr/mark0001.html>.
- Jeannin, M. (1972) Les activités agricoles de la femme congolaise en milieu urbain et en milieu rural. Thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Bordeaux, 337 p.
- Jeune Afrique (1993) L'Atlas Jeune Afrique du continent africain. Éditions du Jaguar, Paris, 175 p.
- Journaux, André et François Taillefer (1957) Les mines de fer de Schefferville. Cahiers de Géographie du Québec. Vol. 2, no 3, p. 37-61.
- Kamara, M. (1983) Activités et rôle dans l'organisation de son arrière-pays. Cahiers d'Outre-Mer. Vol. XXXVI, no 143, Franceville, Gabon, p. 267-292.
- Harris, Chauncy D. (1943) A Functional Classification of Cities in the United States. Geographical Review. Vol. 33, no 1, p. 86-99.
- Laumonier, Céline (1995) Gabon : Poste d'expansion économique à Libreville. Coll. Un Marché, Les Éditions du CFCE, France, 167 p.
- Lebigre, J.-M. (1980) Production vivrière et approvisionnement urbain au Gabon. Cahiers d'Outre-Mer. Vol. XXXIII, no 130, p. 167-185.
- Lerat, S. (oct. - déc. 1966) Le manganèse au Gabon. Cahiers d'Outre-Mer. p. 354-363.
- Leroy, Stéphane (1995) Structures et dynamiques de l'espace gabonais. Mappemonde. No 2, p. 42 à 45.
- Leyigny, Guillaume (lundi 3 avril 1995) Le club «Jeunes en création» met au point son programme d'activités. L'Union. Gabon, p. 12.
- Leyigny, Guillaume (jeudi 9 nov. 1995) Un établissement secondaire ouvre ses portes. L'Union. Vol. 20, no 5951, Gabon, p. 11.
- Leyigny, Guillaume (sam.-dim. 10-11 déc. 1994) Comilog. La Sainte-Barbe célébrée dans la simplicité. L'Union. Vol. 19, no 5676, Gabon, p. 12.
- Lloyd, Peter E. and Peter Dicken (1977) Location in space : A theoretical approach to economic geography. Second edition, Harper & Row, Great Britain, 474 p.

- M. A. (jeudi 8 fév. 1996) La route, objet de tous les égards. L'Union. Vol. 20, no 6027, Gabon, p. 2.
- Maharaux, A. (1986) L'industrie au Mali. L'Harmattan, Paris, 235 p.
- Marguerat, Y. (1982) Réflexions provisoires sur la décadence des villes secondaires au Cameroun. La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar. Paris, CNRS, p. 841-846.
- M'Bokolo, Elikia (1981) Noirs et Blancs en Afrique équatoriale: Les sociétés côtières et la pénétration française (vers 1820-1874). Éditions de l'école des hautes études en sciences sociales, Paris, 302 pages.
- Merlin, Pierre (1991) Géographie, économie et planification des transports. Presses Universitaires de France, Paris 472 p.
- Merlin, Pierre (1973) Méthodes quantitatives et espace urbain. Coll. de géographie applicable, Masson et C<sup>ie</sup>, Paris, 190 p.
- Mikeni-Dienguesse (mardi 5 déc. 1995) Les mineurs invités à participer davantage à l'évolution de l'entreprise. L'Union. Vol. 20, no 5972, Gabon, p. 12.
- Ministère de l'Agriculture et de l'Économie Rurale (1968) Le développement rural des zones sud et sud-est du Gabon. Libreville.
- Ministère de l'Information, République Gabonaise (1962) Carte du Gabon. Éditions Paul Bory-Monaco, échelle 1 : 1 000 000.
- Mondjo-Boussiengui, Raymond (juin 1978) Modèles alternatifs de localisation d'activités secondaires complémentaires à intégration verticale dans les régions minières des pays de la périphérie : Application au développement de la région du Haut-Ogooué au Gabon. Mémoire de Maîtrise, Université de Sherbrooke, 219 p.
- Moni-Mambou, Grégoire (vend. 26 juillet 1996) Quand Comilog plume l'Octra. La Griffe. Vol. 6, no 292, Gabon, p. 1 et 8.
- Mougondji, Gertrude (sept. 1982) La ville de Moanda : une étude de géographie urbaine. Mémoire de maîtrise, Département de géographie, Université Omar Bongo, Libreville, 106 p.
- Mougondji, Gertrude (1981) Moanda : situation, site morphologique urbaine. Mémoire de licence, Université Omar-Bongo, Gabon, 39 p.



- Mouleingue, V. et A. C. Perrusset (1983) Nouvelle cartographie du Gabon au 1 : 1 000 000 par imagerie Radar. *Geo-Eco-Trop*. Vol. 7, no 1-4, p. 147-154.
- Ndemezo'o Essono (vend. 14 juin 1996) Ils ont dit... Ils ont dit. *L'Union*. Vol. 20, no 6131, Gabon, p. 4.
- Ndemezo'o Essono (vend. 14 juin 1996) La Comilog consolide ses bénéfices. *L'Union*. Vol. 20, no 6131, Gabon, p. 4.
- Ndouna, D (1972) *Le Haut-Ogooué*. Libreville.
- Newton, Alex (1994) *Central Africa: a travel survival kit*. 2nd edition, Lonely Planet Publications, Australia, 559 p.
- Niangui, Véronique (vend. 10 mai 1996) Les permanences de nuit inexistantes. *L'Union*. Vol. 20, no 6102, Gabon, p. 12.
- Nicolai, H. (1987) Originalités et tendances des semis urbains de l'Afrique tropicale, spécialement de l'Afrique centrale. *Recherches de géographie urbaine*. Liège, p. 473-489.
- Obengua, Théophile (1985) *Les Bantu : langues, peuples, civilisations*. Présence africaine, Paris, 376 p.
- Odjouomy, Jules (octobre 1983) Les transports routiers sur l'axe Franceville-Moanda. Mémoire de maîtrise, Département de géographie, Université Omar-Bongo, Libreville, 108 p.
- Odzamboga, Stéphane (février 1997) Le Gabon entre pétrole et démocratie. *Le Monde diplomatique*. Internet : <http://www.monde-diplomatique.fr/md/1997/02/ODZAMBOGA/7760.html>.
- Ondo-Ossa, Albert (1994) Le phénomène d'urbanisation dans les pays subsahariens : le cas du Gabon. *Mondes en développement*. Vol. 22, no 85, p. 75 à 81.
- Owen, Wilfred (1970) *Transports et développement*. Coll. Tendances Actuelles, Les Éditions Inter-Nationales, Paris, 217 p.
- Oyaya, J.R. et R. Gendarme (juillet 1991) Les disparités économiques régionales. Essai d'approche épistémologique. Application au cas du Gabon. Thèse nouveau régime en sciences économiques, Université de Nancy 2, Nancy, France, 486 p.
- Perloff, Harvey S. and Lowdon Wingow (1969) *Issues in Urban Economics*. Resources for the Future, The Johns Hopkins Press, USA, 668 p.



- PNUD. (1996) Rapport mondial sur le développement humain 1996. Économica, Paris, 251 p.
- PNUD. (1997) Rapport mondial sur le développement humain 1997. Économica, Paris.
- Portais, M. (1972) L'influence d'une petite ville sur son environnement rural: le bassin d'Ambalavao (sud-Betsileo, Madagascar). La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar. Paris, CNRS, p. 935-954.
- Pourtier, R. Le Gabon. Organisation de l'espace et formation de l'État. L'Harmattan, Paris, p. 254-261.
- Pourtier, Roland (1989) Le Gabon. Tome 1 : Espace - Histoire - Société. Éditions L'Harmattan, France, 254 p.
- Pourtier, Roland. (1989) Le Gabon. Tome 2 : État et Développement. Éditions L'Harmattan, France, 351 p.
- Pourtier, Roland. (janv.-mars 1980) La crise de l'agriculture dans un État minier : le Gabon. Études rurales. No 77, p. 39 à 62.
- Rapport SEMA (Metra International) (1975) Le développement industriel du Gabon. T2 Le Manganèse. Paris, 159 p.
- Rémy, Mylène (1977) Le Gabon aujourd'hui. Éditions J.A., France, 263 p.
- République Gabonaise (1996) Annuaire Officiel des abonnés au téléphone. Office des Postes et Télécommunications, 370 p.
- République Gabonaise (septembre 1994) Les Accords de Paris. Imprimerie de la Gendarmerie, Gabon, 119 p.
- République Gabonaise (1993) Répertoire des Entreprises et Activités Professionnelles en République Gabonaise. Vol. 18, Le Privé, Imprimerie Multi Presse Gabon., 198 p.
- République Gabonaise (1992) Économie et Finances. No 13, novembre 1992, 88 p.
- Roberts, J. Timmons. (1995) Trickle Down and Scrambling Up : The Informal Sector, Food Provisioning and Local Benefits of the Carajás Mining Growth Pole » in the Brazilian Amazon. World Development. Vol. 23, no. 3, p. 385-400.

- Rose, Arnold M. (1962) *Human Behavior and Social Processes. An Interactionist Approach.* Houghton Mifflin Company, Boston, 680 p.
- Santos, Milton (1971) *Les villes du Tiers Monde.* Éditions M.-TH. Génin, Paris, 428 p.
- SCE (lundi 31 juillet 1995) Zacharie Myboto sur les chantiers de l'Estuaire et du Moyen-Ogooué. *L'Union.* Vol. 20, no 5868, Gabon, p. 2.
- Service National de la Statistique (1964) *Recensement général des entreprises de type moderne exerçant leurs activités au Gabon.* 2<sup>e</sup> semestre, Libreville, Gabon, 108 p.
- Simard, François (1986) *Profil agro-alimentaire de l'Afrique, Le Gabon.* Gouvernement du Québec, Ministère des relations internationales, Direction Afrique et Moyen-Orient, Québec, 53 p.
- Thibaud, Olivier (18 au 24 mai 1995) En attendant l'or vert. *Jeune Afrique.* No 1793, France, p. 92-93.
- Thibaud, Olivier (18 au 24 mai 1995) Les quatre points cardinaux. *Jeune Afrique.* No 1793, France, p. 82 à 88.
- The Economist Intelligence Unit (1922-93) *Gabon, Equatorial Guinea Country Profile : Annual Survey of Political and Economic Background.* Business International, London, 64 p.
- Timmons Roberts, J. (1995) Trickling Down and Scrambling Up : The Informal Sector, Food Provisioning and Local Benefits of the Carajas Mining «Growth Pole» in the Brazilian Amazon. *World Development.* Vol. 23, no 3, p. 385-400.
- Ullman, Edward L. and Michael F. Dacey (1960) *The Minimum Requirements Approach to the Urban Economic Base. Papers and Proceedings of the Regional Science Association.* Vol. VI, p. 175-194.
- Varentsov, I. M. (1964) *Sedimentary Manganese Ores.* Elsevier Publishing Company, Netherlands, 119 p.
- Vennetier, Pierre (1991) *Les villes d'Afrique tropicale.* 2<sup>e</sup> édition, Éditions Masson, Collection géographie, Paris, 244 p.
- Vennetier, Pierre (janv.-mars 1969) Le développement urbain en Afrique tropicale. *Cahiers d'Outre-Mer.* Numéro 85, 22<sup>e</sup> année, Bordeaux, p. 5-62.

- Vernet, Henri (18 au 24 mai 1995) Voiture cherche deuxième chauffeur. Jeune Afrique. Numéro 1793, France, p. 100-103.
- Veyssset (25 juin 1952) Carte d'Emplacement des Travaux. BUMIFOM, Moanda, Échelle 1 : 20 000.
- Villien-Rossi, Marie-Louise (26 mars 1977) La Compagnie Minière de l'Ogooué son influence géographique au Gabon et au Congo. Thèse de doctorat présentée à l'Université de Bordeaux III, France, 675 p.
- Wertheimer, M. et al. (1984) Les villes secondaires en Afrique, leur rôle et leurs fonctions dans le développement national et régional. Coop. et Aménagement, Paris, 60 p.
- Z. L. (18 au 24 mai 1995) L'âge de la raison. Jeune Afrique. No 1793, France, p. 77.
- Zomo-Yebe, Gabriel (1993) Comprendre la crise économique gabonaise. Université de Montréal, Montréal.



**Annexe 1 : Tableau de la population occupée de 10 ans et plus de Mounana-Moanda par secteur d'activité et par sexe**

SECTEUR D'ACTIVITÉ	MOANDA - MOUNANA		
	Hommes	Femmes	Total
Agriculture	93	588	681
Élevage	7	-	7
Pêche	1	-	1
Exploit. forest. sylviculture	25	2	27
Industrie du bois	50	-	50
Production de pétrole	3	-	3
Raffinage du pétrole	1	3	4
Forag, rech. pétrole, minéral	130	16	146
Extraction minerais métalliques	1236	249	1485
Extraction autres minerais	2	1	3
Industries agro-alimentaires	39	18	57
Fabric. boissons, glace ind. tabac	2	-	2
Autres industries	36	2	38
Indus. textile habillement & cuir	8	4	12
Imprimerie, presse, édition	-	-	-
Industrie chimique, métallurgie	1	-	1
Fabric. mat. construc., ind. verre	-	-	-
Industrie mécanique	-	-	-
Prod., distrib. eau & électricité	22	3	25
B. Tp., génie civil	123	-	123
Transport terrestre	283	11	294
Transport maritime	6	-	6
Transport aérien	9	3	12
Auxiliaires de transport	9	-	9
Postes et télécommunications	24	7	31
Services de réparation	113	2	115
Hôtels, cafés, restaurants	8	3	11
Services hôteliers	2	-	2
Services rendus aux entreprises	47	10	57
Services rendus aux particuliers	334	35	369
Services domestiques	6	119	125
Commerce, import-export	529	216	745
Banques	7	4	11
Assurances	1	-	1
Administration d'État	416	217	633
Administ. de sécurité sociale	-	5	5
Autres administrations	12	3	15
Ambassades et consulats	2	-	2
Organisations internationales	52	21	73
Organismes religieux	11	6	17
<b>Total</b>	<b>3650</b>	<b>1548</b>	<b>5198</b>

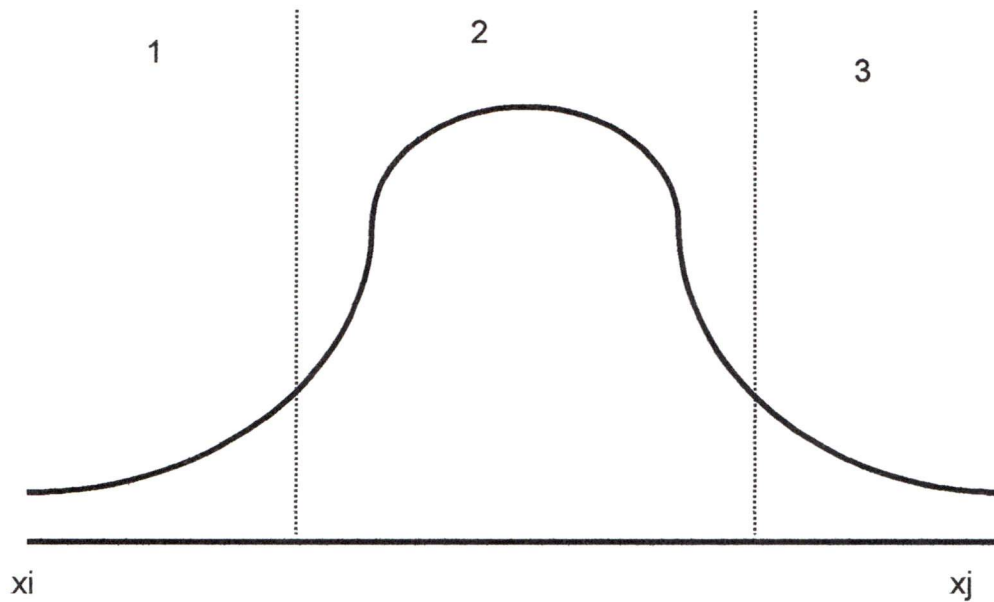
*Tiré du Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, Principaux résultats, p. 65).*

## Annexe 2 : Production et exportation de manganèse à Moanda

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
<b>Production (1000 tonnes)</b>	2254,1	2500,8	2423,0	1620,4	1556,4	1289,9	1435,6
<b>Prix export (F.CFA / tonne)</b>	18 665	23 735	22 101	24 097	28 336	26 143	36 918
<b>Exportations (millions F.CFA)</b>	44 459	56 910	48 868	43 751	41 229	38 169	62 434

*Tiré de République Gabonaise (avril 1996, Tendances de l'économie, p. 14).*

### **Annexe 3 : Distribution de fréquence théorique des villes minières canadiennes selon les types**



**1 : villes non nées de la mine mais à fonction minière**

**2 : villes nées de la mine à fonctions diversifiées**

**3 : villes nées de la mine spécialisées (villes élémentaires)**

*Tiré de Deshaies (déc. 1982, p. 18).*



## Annexe 4 : Bref historique du Gabon

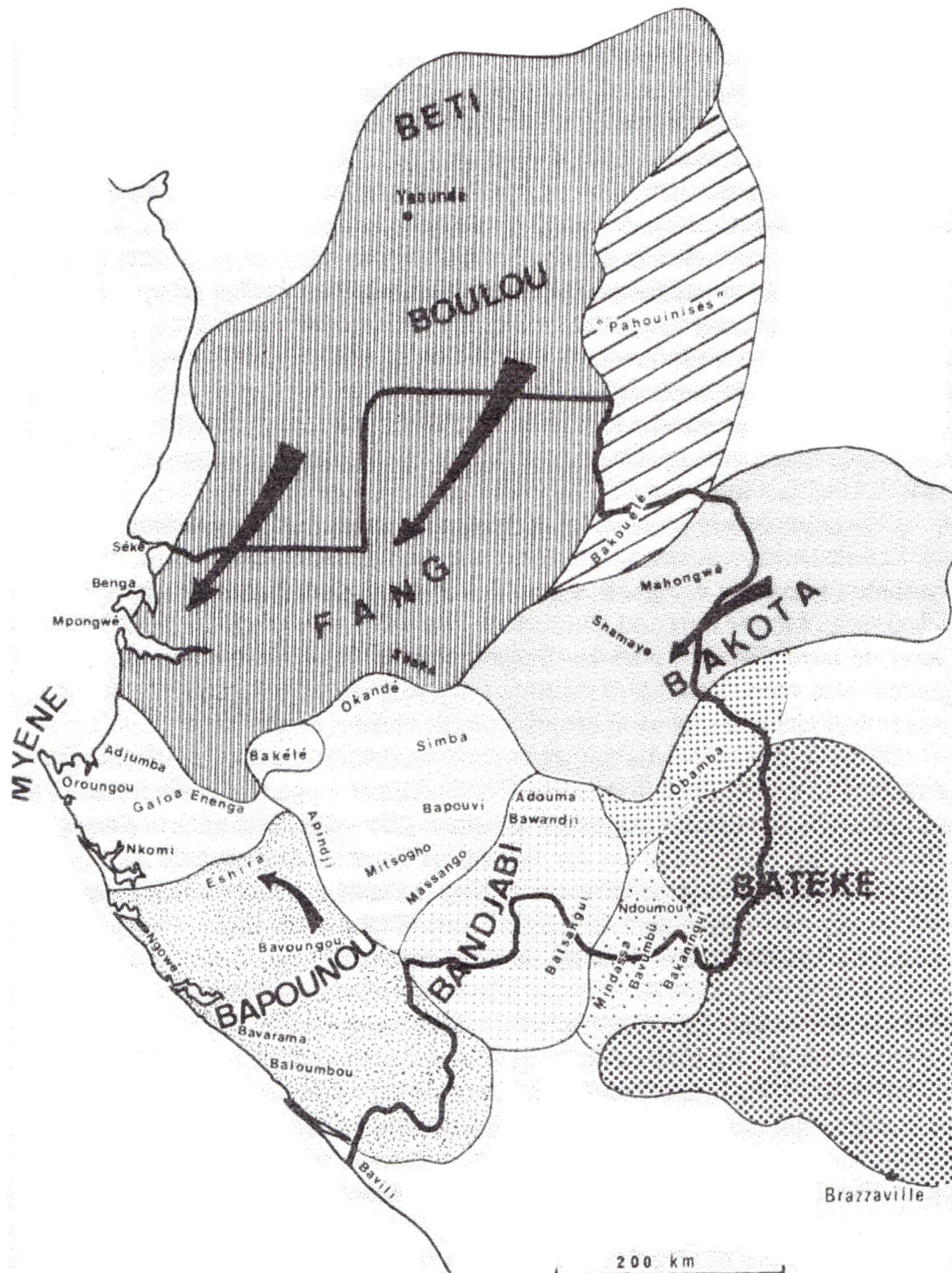
L'histoire de la région du Gabon avant l'arrivée des « Blancs » est peu documentée. Les Pygmées furent la première ethnie à s'établir sur le territoire que constitue maintenant le Gabon. Les premiers indices de migrations bantuphones dans la région : du Cameroun au sud du Bas-Congo, remontent à 1000-200 BC (Obenga, 1985, p.98). « Le *bantu* désigne un groupe de langues commun à près de 150 millions de Noirs africains, disséminés en plusieurs ethnies (...). Le domaine linguistique *bantu* occupe ainsi l'Afrique centrale, orientale et australe (...) » (Obenga, 1985, p. 13). Vers 1100, il y eut la migration d'autres sociétés Bantu qui se dispersèrent dans la partie sud du Gabon dont les Fangs de la région du Cameroun qui se sont dirigés vers le sud (voir carte des ensembles ethniques du Gabon). Cependant, même avec les nombreuses ethnies présentes, la dense forêt tropicale ne put permettre l'établissement d'agglomérations élaborées.

L'arrivée des Européens dans la région a été principalement motivée par l'obtention de ressources. En 1471, les Portugais firent leur apparition mais concentrèrent leur attention sur l'île de Sao Tomé. Les Hollandais, les Français et les Britanniques furent ensuite attirés par l'ivoire et la traite des esclaves. Le trafic d'esclaves a été entretenu par les tribus côtières qui servaient d'intermédiaires pour piller les villages de l'intérieur à la recherche d'esclaves. Éventuellement, cette traite détruisit le tissu social du pays en accordant un pouvoir déséquilibré aux sociétés côtières par rapport aux nombreuses sociétés de l'intérieur. Vers le début du 19<sup>e</sup> siècle, la traite des esclaves tirait enfin à sa fin. Le Français Bouët-Willaumez signa un traité le 9 février 1839 (Pourtier, 1989, *Tome 1*, p. 45) avec le chef Mpongwé Rapontchombo (roi Denis) qui reconnaissait la souveraineté des Français en échange de tissus, de poudre, d'armes, de tabac et de chapeaux. Dix ans plus tard, les Français interceptèrent un bateau rempli d'esclaves qu'ils libérèrent à l'embouchure de la rivière Komo, fondant ainsi la ville de Libreville. À la même époque, les missionnaires catholiques et protestants affluèrent pour « civiliser les sociétés païennes ».

Vers la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, quelques explorateurs naviguèrent vers l'intérieur dont Du Chaillu qui explora le territoire et contribua ainsi à la connaissance ethnographique et géographique du pays. La première exploration de Savorgnan de Brazza en 1876-1879 permit de créer l'espace colonial équatorial (Pourtier, 1989, *Tome 1*, p. 79-80). Il navigua la rivière Ogooué à la recherche du fleuve Congo. À l'époque de la division des terres africaines, la France hérita de la région du Gabon et Libreville devint la capitale du Congo français. Cependant, quelques années plus tard, la capitale changea pour Brazzaville. En 1910, le Gabon faisait dorénavant partie d'un des quatre territoires de l'Afrique Équatoriale Française. Toutefois, la province du Haut-Ogooué ne fut rattachée au Moyen-Congo qu'en 1925 et au Gabon qu'en 1946 (voir Cartes du Congo français 1911 et du petit Gabon 1934).

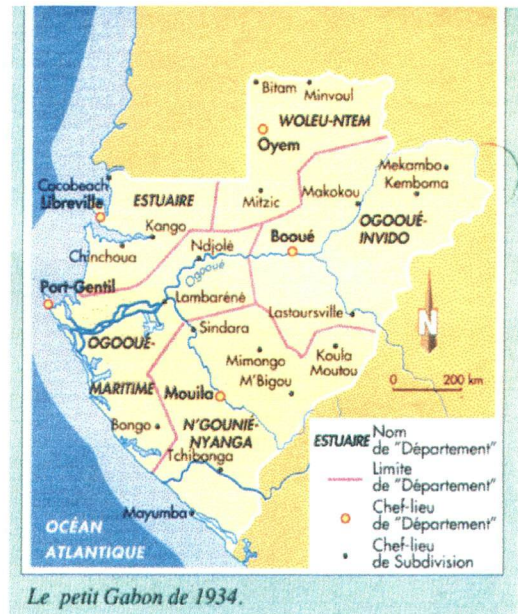
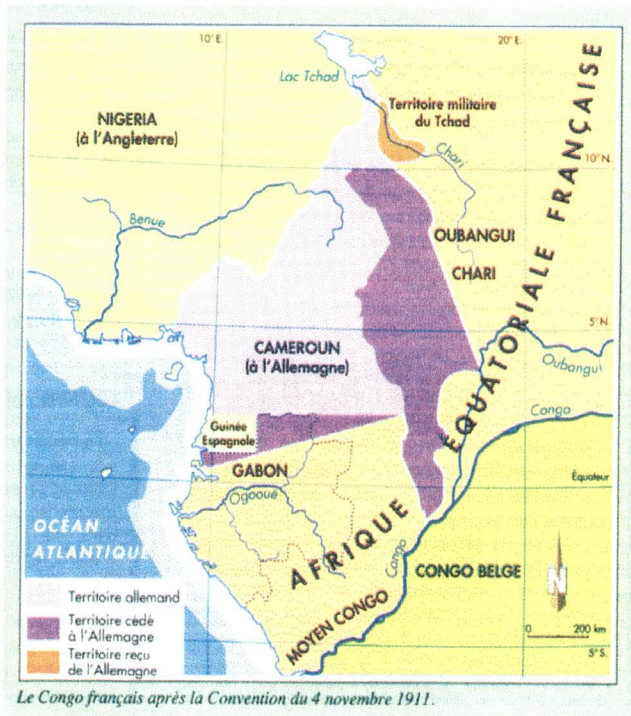


# Carte des ensembles ethniques du Gabon



Tiré de Pourtier (1989, Tome 1, p. 28).





Tiré de l'Institut Pédagogique National (Gabon) (1993, p. 24-25).

Note : On remarque une erreur dans les échelles des cartes. L'échelle de la carte du Congo français se rapprocherait plus de la réalité.

### Cartes du Congo français 1911 et du petit Gabon 1934

En 1912, Albert Schweitzer, un Alsacien, s'établit à Lambaréné pour y fonder son hôpital. Pendant la même période, les compagnies privées françaises exploiteront les nombreuses ressources forestières gabonaises en utilisant la main-d'œuvre locale. Les Français développeront très peu les infrastructures et l'agriculture. Pendant longtemps, selon eux, la seule activité économique d'intérêt était celle de la foresterie le long de la côte.

Le maire de Libreville, Léon M'Ba forma le premier parti, le Bloc Démocratique Gabonais (BDG) qui devint autonome en novembre 1958. Il fut élu le premier président après l'indépendance du Gabon le 17 août 1960 pour un mandat de sept ans. Le gouvernement débuta avec deux partis politiques forts. Le chef de l'opposition, Jean-Hilaire Aubame de l'Union Démocratique et Sociale Gabonaise, devint premier ministre. En 1964, Aubame et les militaires firent front commun pour renverser le président avec succès. Cependant, l'armée française intervient pour replacer M'Ba à la tête du pays. Celui-ci mourut en novembre 1967 et Albert-Bernard Bongo, le vice-président, lui succéda. Après la prise de pouvoir, Bongo dissout tous les partis politiques et fonda un parti unique, le Parti Démocratique Gabonais (PDG), institutionnalisé en 1968. Le pays jouit d'une relative stabilité



politique durant les années 1970. Cependant, le MORENA (Mouvement de redressement national), qui émergea en 1981, accusa le président de corruption et d'extravagance et demanda l'instauration d'une démocratie multi-partiste. En novembre 1982, les membres du groupe furent accusés de méfaits contre la sécurité nationale et furent exilés (Englebert dans ANONYME, 1994, p. 397). Le président Bongo décida par la suite d'inviter les exilés à retourner au pays pour participer à un débat démocratique.

Les exploitations de manganèse et d'uranium débutèrent peu après l'indépendance. Avec la découverte du pétrole dans les années 1950 qui amorça le « Miracle gabonais », le PIB doubla en termes réels vers la fin des années 1960. L'augmentation des prix du pétrole et l'accroissement de la production gabonaise enrichirent le pays. Le pays devint membre officiel de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) en 1975. Bongo se convertit à l'Islam en septembre de cette même année et devint El Hadj Omar Bongo. L'État entreprit de nombreux projets ambitieux que la chute des prix envoya sur les tablettes, à l'exception du Transgabonais. Cette voie ferrée fut entreprise en 1973 et inaugurée en 1986. Sa construction fut un des projets les plus coûteux de l'Afrique depuis les Indépendances. Tout en assurant l'accessibilité aux ressources minières (manganèse, uranium et éventuellement le fer), elle a permis le désenclavement des espaces nationaux et des hommes. Cependant, le maintien de ce projet coûteux est aussi une « affaire de fierté gabonaise » et une façon de tenir tête à la Banque Mondiale. En effet, le président Bongo affirma en 1973 :

« Je l'affirme devant vous : avec ou sans la Banque mondiale, le Transgabonais se fera. Il se fera d'une façon ou d'une autre, avec les uns ou avec les autres. Et s'il fallait pour ce faire pactiser avec le diable, nous pactiserions avec le diable. » (Pourtier, 1989, *Tome 2*, p. 228-229)

L'inauguration du Port d'Owendo en décembre 1988, a permis l'évacuation du manganèse en territoire gabonais.

Les bonnes relations avec la France se détériorèrent à la suite de l'élection du président socialiste français en 1981. L'intérêt des États-Unis pour le Gabon amena la France à se réconcilier rapidement. Entre 1985 et 1987, les revenus du pétrole dégringolèrent dramatiquement et pour la première fois le chômage devint un grave problème. Bongo essaya de résoudre le problème en expulsant les immigrants illégaux et en coupant les dépenses gouvernementales selon les recommandations du Programme d'ajustement structurel du FMI accepté en 1986. L'achèvement du Transgabonais contribua à la réélection de Bongo en 1986 avec 99,97% des votes (Newton, 1994, p. 368).

Plusieurs grèves et démonstrations par les étudiants et les travailleurs au début de 1990 traduisirent le mécontentement grandissant du public suscité par les mesures économiques austères. Le 22 février, une commission spéciale pour la démocratie

fut établie et condamna le mode de parti unique. La journée suivante, Bongo annonça des réformes politiques fondamentales qui aboutirent à l'introduction d'un système multi-partiste à partir du 9 mars. Après la mort suspecte du secrétaire général de l'opposition, des émeutes éclatèrent à Libreville et à Port-Gentil. Un couvre-feu fut mis sur pied pour protéger les expatriés français et un état d'urgence fut imposé dans la région de Port-Gentil où les forces policières avaient dû intervenir pour y remettre l'ordre.

Les élections législatives étaient prévues pour le 16 et le 23 septembre 1990 mais plusieurs électeurs protestèrent qu'il y avait fraude. Une commission du PDG et des partis d'opposition fut établie pour prévenir les irrégularités. En octobre, le PDG gagna les élections.

En septembre 1991, des affrontements eurent lieu entre les démonstrateurs supportant le RNB (Rassemblement des bûcherons) et le PDG. Les grèves et les démonstrations continuèrent en 1992 soulignant les protestations des étudiants qui demandaient des bourses additionnelles. L'université fut fermée et les démonstrations et les rassemblements publics furent bannis.

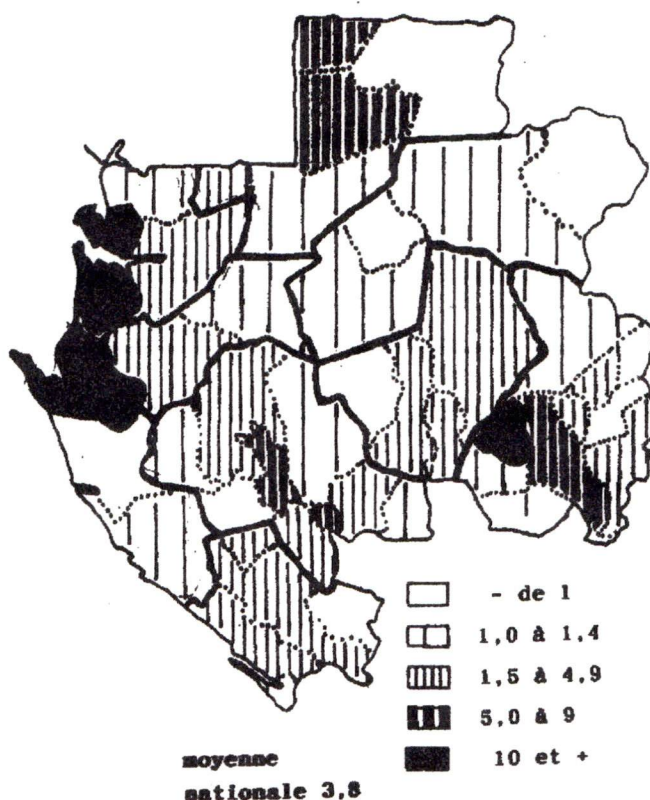
Aux élections présidentielles de 1993, Bongo est réélu avec 51,18 % des votes, ce qui enflamma les opposants. La forte répression par la garde présidentielle fait quelques victimes. Dans une atmosphère tendue, l'opposition et le PDG négocient et aboutissent à la signature des Accords de Paris, où la transparence est à l'honneur, en octobre 1994 (Odzamboga, 1997). En janvier 1994, les États-Unis critiquèrent le gouvernement pour avoir négligé les droits humains de trois des dirigeants d'opposition qui essayaient de quitter le pays. On inaugura le président Bongo le 22 janvier. M'Ba Abessole pria ses supporters de refuser de payer les taxes et de boycotter les élections gouvernementales locales. La dévaluation du F CFA, qui marque cette année, assène un rude coup à l'économie. Les tensions sociales existent toujours après la fermeture de l'université, puis après l'expulsion d'environ 40 000 immigrés clandestins (État du Monde 1996).

Suite aux élections locales et législatives de décembre 1996, le PDG conserve la majorité de l'Assemblée (Anonyme, 1997) tandis que le chef opposant est élu à la mairie de Libreville.



## Annexe 5 : Population gabonaise

La population totale du Gabon, estimée à 600 000 personnes en 1983 (État du Monde 1983), était de 1 014 976 habitants en 1993 (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 2). La population s'accroît de 2,5 % annuellement. La densité moyenne s'élève à 3,8 habitants par kilomètre carré, mais varie de moins de 1 hab/km<sup>2</sup> à plus de 10 hab/km<sup>2</sup> selon les départements. La province de l'Estuaire jouit de la plus haute densité, soit de 22,3 hab/km<sup>2</sup>, à cause de la présence de la capitale de Libreville, suivie de la province de l'Ogooué-Maritime avec 4,3 hab/km<sup>2</sup> puisqu'il y a la présence de la capitale économique de Port-Gentil et, en troisième place, nous retrouvons la province du Haut-Ogooué avec 2,8 hab/km<sup>2</sup>.



Tiré de la Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques (1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p.4).

### Carte de la densité de population par département

Le sous-peuplement du Gabon pourrait s'expliquer tout d'abord de façon physique, c'est-à-dire que la dense forêt équatoriale a limité l'implantation humaine dès le début. Mais il peut aussi s'expliquer de façon historique, particulièrement par le déclin démographique survenu après la colonisation (introduction de maladies,

recrutements sur les chantiers qui provoquent famines et déséquilibres entre les sexes, etc.) (Pourtier, 1989, *Tome 1*, p. 18-19). Même avec les progrès sanitaires actuels, l'espérance de vie reste encore basse, soit de 56 ans selon le *Rapport sur le développement humain*. Une autre explication : l'infécondité si élevée de la population qu'elle a suscité la création du CIRMF (Centre international de recherches médicales de Franceville) pour l'étudier. Aussi, la mortalité infantile a longtemps été élevée mais l'urbanisation et la modernisation ont amélioré un peu la situation. De plus, il y a un dépeuplement apparent, mais non nécessairement réel, selon les recensements officiels. Ce qui a amené certains à penser que la population a pu être surestimée pour accroître le prestige du pays et pour « revendiquer sa place dans le concert des nations en affichant une population estimée plus conforme à sa richesse. » (Pourtier, 1989, *Tome 1*, p. 25)

**Tableau des populations par provinces**

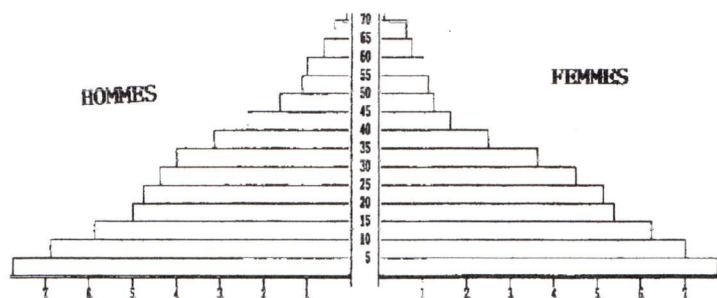
	Rec. démographique		Recensement officiel			Rec. administratifs
	1960	1970	1960	1970	1980	1980
Estuaire	60075	101060	73000	194976	229600	200000
Ht. Ogooué	42189	51763	60000	127133	150080	74300
Moy. Ogooué	34057	34679	48000	51551	60480	32600
Ngounié	78672	73384	122500	129859	154560	82000
Nyanga	36670	37905	40000	66517	78400	39400
Og. Ivindo	35154	40104	56000	59792	70560	41000
Og. Lolo	36662	34443	47500	51523	59360	38800
Og. Maritime	41503	48176	62000	120371	142240	75000
Woleu Ntem	78311	86549	121000	148287	174720	116000
Total	444264	508063	630000	950009	1120000	699199

*Tiré de Pourtier (1989, Tome 1, p. 22).*

En 1993, 73 % de la population totale vit dans les villes. La croissance vertigineuse du taux d'urbanisation (moins de 20 % en 1960 (Pourtier, 1989, *Tome 2*, p. 237) à 73 % en 1993) peut s'expliquer par l'indépendance qui donna un regain de vie à la capitale. De plus, le pétrole et l'exploitation des gisements minéraliers attirent une main-d'œuvre rurale aspirant à de meilleures conditions de vie qu'à la campagne. Particulièrement, l'enrichissement général de l'État résultant de la rente pétrolière en particulier, contribua aussi à ce dynamisme. Le modernisme se développe à un rythme accéléré à la ville tandis que la campagne reste dans l'oubli.

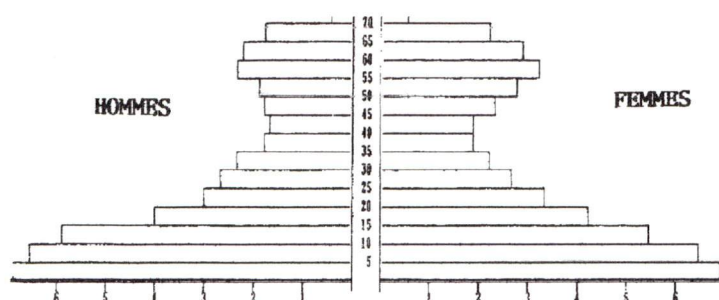


### Résidents urbains par groupe d'âge et sexe (93)



Peu de personnes âgées, beaucoup de personnes d'âge actif et d'enfants.

### Résidents ruraux par groupe d'âge et sexe (93)



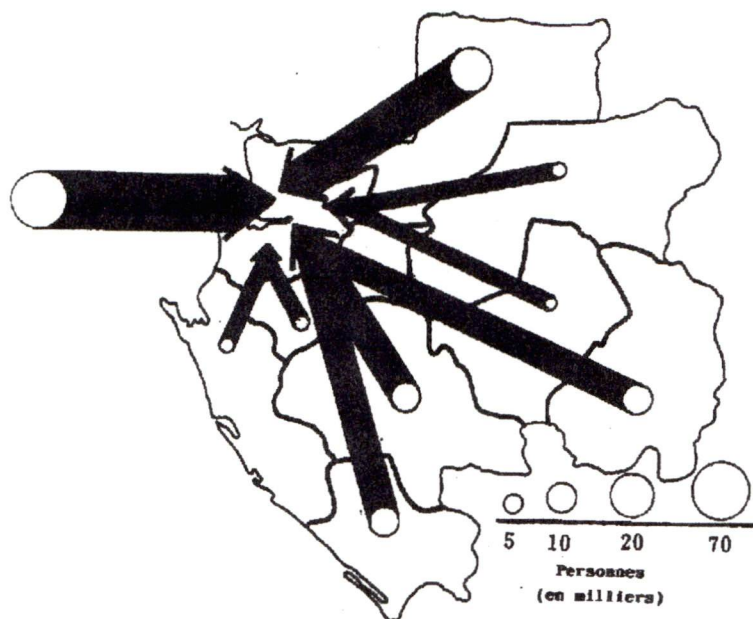
Une population vieillie, peu d'actifs, relativement moins d'enfants.

Tiré de la Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques (1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 8)

### Pyramides d'âge

Les provinces de l'Estuaire, de l'Ogooué-Maritime et du Haut-Ogooué représentent aussi les plus hauts taux de population urbaine, avec 92,4 %, 89,5 % et 73,2 % respectivement. L'exode rural est un phénomène très présent dans la société gabonaise et affecte les pyramides d'âge des milieux urbain et rural (voir les pyramides d'âge précédentes). En effet, la pyramide du milieu rural affiche un grand creux dans la catégorie d'âge de la main-d'œuvre active. Il ne reste en milieu rural qu'une population très jeune et vieille. Au contraire, la pyramide du milieu urbain se présente de manière plus régulière illustrant une meilleure répartition entre les générations.

### Les grands flux migratoires vers Libreville



Tiré de la Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques (1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 62).

### Carte des grands flux migratoires vers Libreville

Les trois grands pôles de migrations sont Libreville, Port-Gentil, puis la région de Franceville. Libreville, la capitale, demeure sans conteste la ville ayant le plus grand attrait. Elle concentre 41,3 % de la population nationale, soit 419 596 personnes en 1993 (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 2). Ses multiples services modernes, ses nouvelles fonctions publiques et parapubliques attirent la population (voir la carte des grands flux migratoires vers Libreville). Sa croissance est surtout attribuée au fait politique : l'indépendance et le nouveau statut de capitale de Libreville accélèrent cette croissance (Pourtier, 1989, *Tome 2*, p. 256). L'amélioration des réseaux de communication (routes, voie ferrée, voie aérienne) contribuent à la centralité grandissante de Libreville.

Sans avoir une croissance aussi drastique que Libreville, Port-Gentil doit tout de même son développement à sa fonction de capitale économique. C'est un lieu de trafic portuaire de matières premières : bois et pétrole. Elle demeure toutefois sans liaison avec le reste du pays et on lui donne le qualificatif d'insulaire, ce qui traduit bien l'extraversion de l'économie du Gabon. Son attrait majeur réside donc dans les emplois industriels.





*Tiré de la Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques (1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 62).*

### **Carte des grands flux migratoires (autres que Libreville)**

La troisième zone d'attraction au Gabon est le pôle bicéphale constitué des villes minières Moanda-Mounana et de Franceville, capitale du Haut-Ogooué. L'urbanisation s'est accrue grâce au dynamisme minier (manganèse et uranium) et à une politique présidentielle (Bongo étant natif de cette région). Moanda constitue le pôle économique de la région, tandis que Franceville assure la fonction de centre administratif.

Les quatre plus grands groupes ethniques sont les Fangs, les Shira-Punu, les Nzabi-Duma et les Mbede-Teke (voir tableau suivant). Cependant, la présence étrangère est très marquée, soit 15,2 % de la population totale, principalement à Libreville. Les Équato-Guinéens abondent et sont suivis des Maliens, des Béninois, des Camerounais et des Sénégalais. Les Français occupent la 8<sup>e</sup> place avec 5945 personnes.

Tableau des résidents\* par groupe ethnique selon la province de résidence

Groupe ethnique	PROVINCE DE RÉSIDENCE									Total
	Estuaire	Haut-Og.	Moyen-Og.	Ngounié	Nyanga	Og.-Ivindo	Og.-Lolo	Og.-Marit.	Woleu-Ntem	
<b>Fang</b>	136 892	2704	12 467	1013	523	11 443	763	10 223	82 573	258 601
<b>Kota-Kélé</b>	19 268	8458	3175	2435	203	28 985	6357	1652	818	71 351
<b>Mbédé-Téké</b>	21 837	58 185	173	192	61	342	896	1048	156	82 890
<b>Pygmées</b>	38	469	1	1094	77	1279	412	1	163	3534
<b>Myene</b>	25 162	416	3873	140	103	98	88	18 788	99	48 767
<b>Nzabi-Duma</b>	40 249	18 113	2871	22 614	319	1045	23 221	4898	326	113 656
<b>Okande-Tsogho</b>	8817	901	3065	11 815	347	1087	5106	1541	114	32 793
<b>Shira-Punu</b>	101 012	4017	13 560	35 264	35 915	2103	5157	43 756	1170	241 954
<b>Naturalisés</b>	1941	83	79	17	2	205	27	293	592	3239
<b>Tot. Gabonais</b>	355 216	93 346	39 264	74 584	37 550	46 587	42027	82 200	86 011	856 785
<b>Étrangers</b>	105 723	10 237	2897	2718	1699	2164	1777	15 385	10 890	153 490
<b>Total</b>	460 939	103 583	42 161	77 302	39 249	48 751	43 804	97 585	96 901	1 010 275

Tiré de la Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques (1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, Principaux Résultats, p. 19)

\* dans les ménages ordinaires.

L'indicateur de développement humain (IDH) s'avère un indicateur plus complet que d'autres pour représenter la réalité du développement. Il est calculé selon la durée de vie (espérance de vie à la naissance), le niveau d'éducation (taux d'alphabétisation des adultes et taux de scolarisation combinés), et niveau de vie (produit intérieur brut par habitant). Le Gabon affiche un IDH de 0,557 en 1993, ce qui le place 120<sup>e</sup> au niveau mondial et parmi les plus hauts de l'Afrique subsaharienne. Toutefois, le mode de comparaison populaire, soit le PIB par habitant, s'avère trompeur puisque dans ce cas, le Gabon se situe en 74<sup>e</sup> position, démontrant un écart de -46 avec l'IDH (PNUD, 1996, p. 33). L'IDH du Gabon se situe au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (0,379) mais en dessous de la moyenne mondiale (0,746) et en dessous de la moyenne de tous les pays en développement (0,563).

Le taux d'alphabétisme s'élève à 72,4 % au Gabon. Nous remarquons une évolution de l'instruction au fil des années. Aujourd'hui, la scolarisation étant obligatoire jusqu'à 16 ans, nous observons un très haut taux d'alphabétisme chez les tranches les plus jeunes, que ce soit des hommes ou des femmes. En général, les hommes présentent des taux plus élevés dans toutes les catégories d'âge que les femmes. Traditionnellement, l'éducation de la femme n'était pas jugée nécessaire, elle devait plutôt vaquer aux travaux ménagers, aux soins des enfants et à nourrir la famille. Une coupure dans le pourcentage d'alphabètes se démarque chez les femmes au-delà de 44 ans qui pourrait s'expliquer par les politiques de scolarisation à l'époque de l'indépendance.



**Tableau du pourcentage d'alphabètes selon les sexes et les groupes d'âge**

<b>Groupe d'âge</b>	<b>Hommes</b>	<b>% alphabètes Femmes</b>	<b>2 sexes</b>
<b>15-19</b>	95,5	93,0	94,2
<b>20-14</b>	93,1	91,1	92,1
<b>25-29</b>	89,5	88,2	88,8
<b>30-34</b>	88,4	85,6	87,1
<b>35-39</b>	87,5	79,0	83,6
<b>40-44</b>	83,2	62,5	74,0
<b>45-49</b>	76,9	37,4	57,8
<b>50-54</b>	62,1	19,6	39,5
<b>55-59</b>	49,7	11,4	28,7
<b>60-64</b>	33,9	6,3	18,3
<b>65 &amp; +</b>	19,2	4,9	11,0
<b>TOTAL</b>	79,4	65,7	72,4

*Tiré de la Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques (1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 23)*

La taille des ménages dans le milieu urbain est de 5,3 personnes tandis que celle du milieu rural est de 5,0. Selon le Bureau Central du Recensement, cette différence serait la conséquence de l'exode rural des jeunes générations. L'âge au premier mariage est relativement avancé : 30,3 ans pour les hommes et 26,6 ans pour les femmes. Les femmes à 50 ans ont donné naissance en moyenne à 5,2 enfants (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 2) dont le taux de mortalité infantile est de 99 pour mille naissances en 1990 (Institut Pédagogique National, 1993, p.105). L'espérance de vie demeure relativement faible puisqu'elle est de 52,5 ans en 1990 (Institut Pédagogique National, 1993, p.105).



## Annexe 6 : Site gabonais

Il fait face à l'océan Atlantique à l'ouest par un bassin sédimentaire de 800 km. Le pays comprend deux grands bassins : le bassin de la rivière Ogooué et le bassin côtier. Long de 1200 km, le débit de l'Ogooué atteint  $10\,000\text{ m}^3/\text{seconde}$  en saison de pluie. Il draine  $193\,000\text{ km}^2$  de la superficie du pays et aboutit dans l'Océan Atlantique. Libreville, la capitale, se situe à l'embouchure de l'estuaire au nord. La Nyanga, le second fleuve en importance, draine un bassin de  $22\,500\text{ km}^2$  et se jette aussi dans l'Océan Atlantique.



Tiré de l'Institut Pédagogique National (Gabon) (1993, p. 38).

### Carte du réseau fluvial gabonais

Le relief gabonais est très varié. Plutôt accidenté, il présente trois zones : la plaine et les dépressions, les plateaux et les collines et les massifs montagneux. Le point le plus élevé du pays, le mont Iboudji, culmine à 1575 mètres. À l'est du pays, on distingue deux chaînes de montagnes : les Monts de Cristal et le Massif du Chaillu. Le territoire fait partie d'une plate-forme de socle cristallin et cristallophyllien.



(Direction générale de la statistique et des études économiques, 1993, p. 6). On y retrouve un des plus grands gisements de minerais de fer au monde qui est encore inexploité à cause de son isolement (un tronçon du Transgabonais jusqu'aux mines de Belinga avait été prévu avant même le tronçon jusqu'à Franceville, mais il est encore sous forme de projet). Le Gabon est principalement reconnu pour son pétrole dans le bassin sédimentaire côtier et dans la zone marine. On y décèle aussi du plomb, du zinc, etc. tandis qu'il y a d'importantes extractions minières dont l'uranium à Mounana et le manganèse à Moanda.



Tiré de l'Institut Pédagogique National (Gabon) (1993, p. 34)

### Carte morphostructurale

Le Gabon possède un climat équatorial caractérisé par une chaleur constante, une humidité élevée et des précipitations abondantes (voir tableau suivant). La pluviométrie varie entre 1500 et 3000 mm annuellement et les températures



moyennes se situent entre 22°C et 25°C où le maximum est atteint entre février et avril et le minimum entre juillet et août. Le Gabon a un cycle de quatre saisons : une grande saison de pluie de mi-janvier à mai, une grande saison sèche de juin à septembre, une petite saison de pluie d'octobre à mi-décembre et une petite saison sèche de mi-décembre à mi-janvier.

**Tableau de la pluviométrie et humidité de quelques villes gabonaises**

Stations		1990	1991	1992	1993
<b>Libreville</b>	Pmm*	241,5	197/166	nd	201
	humidité relative (%)	56	68	nd	70
<b>Port-Gentil</b>	pmm	150,1/304	150,9/145	111,8/136	180
	humidité relative (%)	74	74	73	nd
<b>Bitam</b>	pmm	153,4/153	125,1/129	134,9/109	103
	humidité relative (%)	64	65	63	65
<b>Tchibanga</b>	pmm	123,8/128	106,2/136	102/124	112
	humidité relative (%)	67	64	66	67
<b>Lambaréné</b>	pmm	157,8/84	156/127	138,9/119	140
	humidité relative (%)	67	66	68	66
<b>Mouila</b>	pmm	219,7/178	226,0/156	156,3/159	184
	humidité relative (%)	63	64	66	63
<b>Makokou</b>	pmm	118,6/79	102,7/64	133,7/104	168
	humidité relative (%)	64	63	66	66
<b>Mayumba</b>	pmm	148,6/90	137,2/100	112,2/97	98
	humidité relative (%)	74	74	73	73
<b>Lastourville</b>	pmm	139,5/81	133,6/91	146,8/128	151
	humidité relative (%)	67	68	67	66
<b>Cocobeach</b>	pmm	307,5/215	290,0/190	249,9/144	260
	humidité relative (%)	69	73	71	63
<b>Moanda</b>	pmm	185,9/181	216,8/166	161,1/137	117
	humidité relative (%)	64	64	66	66
<b>Mékambo</b>	pmm	168,1/138	155,2/122	141,6/75	158
	humidité relative (%)	67	nd	nd	nd
<b>Mvengué</b>	pmm	166,5/72	175,3/120	139,8/130	120
	humidité relative (%)	62	61	62	62
<b>Mitzic</b>	pmm	72,8/55	156,1/74	109,7/128	130
	humidité relative (%)	67	66	70	72

\*Pmm : pluviométrie moyenne mensuelle en millimètres

Tiré de la Direction générale de la statistique et des études économiques (1993, Annuaire statistique du Gabon, p.8-9).

Les trois quarts du pays sont recouverts de forêts denses. Six grands ensembles composent le domaine forestier du pays : la mangrove, formation côtière constituée d'arbres et d'arbustes, la forêt inondée et marécageuse, la forêt non-inondée du bassin côtier, la forêt des montagnes, s'étendant dans les monts de Cristal et le massif du Chaillu, la forêt des plateaux de l'intérieur et la forêt sans okoumé des plateaux du nord-est.





Tiré de l'Institut Pédagogique National (Gabon) (1993, p. 70).

### Carte des forêts du Gabon

## Annexe 7 : Structure géologique du Haut-Ogooué

« La structure géologique du Haut-Ogooué est constituée en grande partie par le système francevillien ou précambrien moyen qui s'étend par ses affleurements sur une superficie de 35,000km<sup>2</sup> environ. La reconnaissance de ce système est redevable aux travaux de plusieurs géologues et en particulier ceux qu'ont réalisés H. Hudeley et ses collaborateurs Y. Belmonte et F. Weber. Le schéma macro-stratigraphique simplifié de ces travaux se présente comme suit :

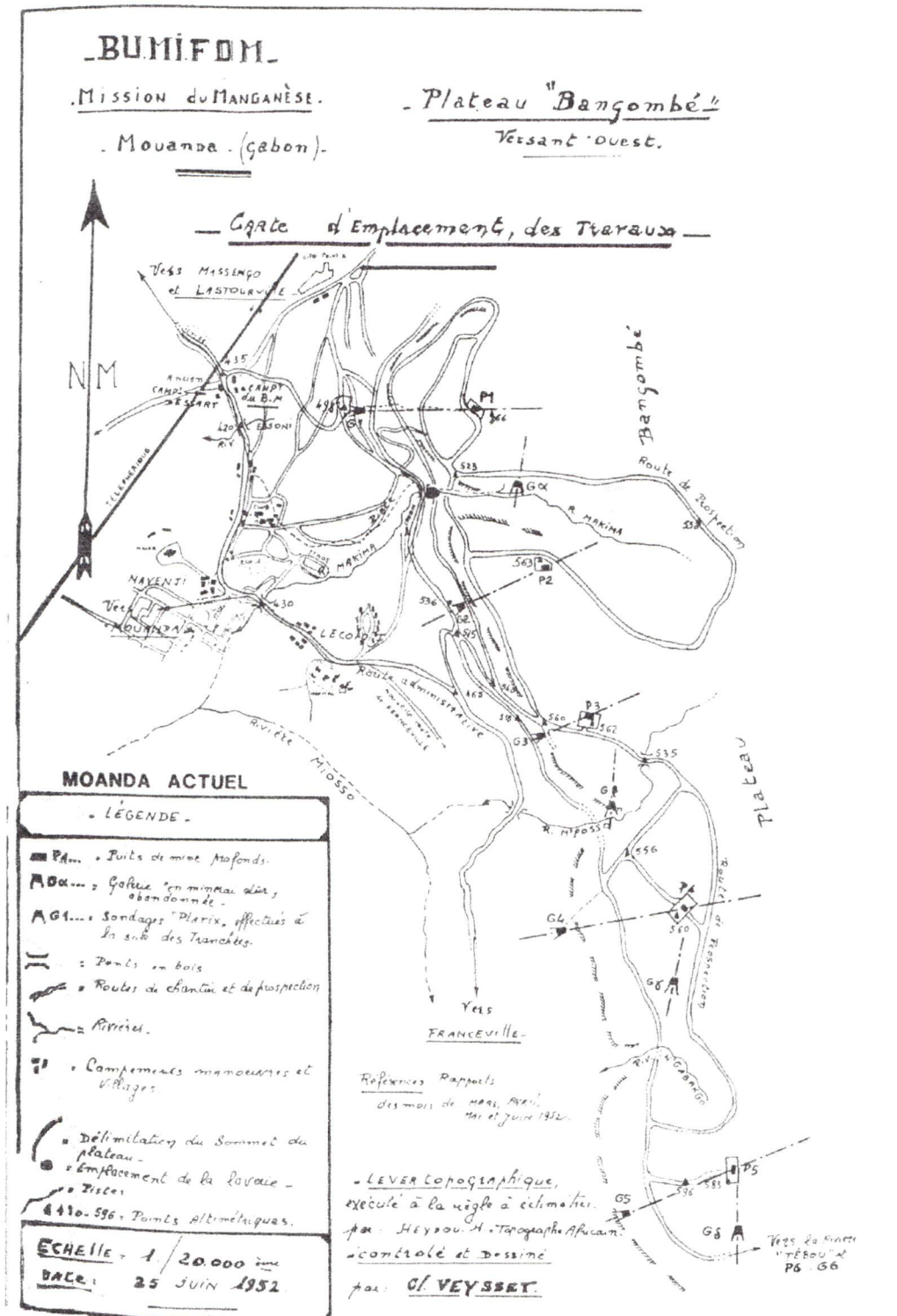
- |                           |  |
|---------------------------|--|
| - Francevillien supérieur | 2. série schisteuse supérieure : schistes, argilités et niveau de japse compact.<br>1. grès supérieurs, grès fins quartzitiques. |
| - Francevillien moyen     | 2. niveau à manganèse massif ou latérites fossiles.<br>1. série schisteuse moyenne: schistes et argilités, japses éventuels.     |
| - Francevillien inférieur | grès inférieurs, grès grossiers feldspathiques avec niveau de conglomérats radio-actifs.   |

Ces trois couches stratigraphiques du Francevillien alternent successivement et se subdivisent à leur tour en plusieurs sous-couches. »

*Tiré de Mondjo- Boussiengui (1978, p. 119-120).*



# Annexe 8 : Carte de l'emplacement des travaux, Moanda, 1952



Tiré de la Comilog à Libreville (juillet 1996)

## Annexe 9 : Économie gabonaise

On distingue trois périodes dans l'évolution du PIB gabonais :

1. le boom pétrolier (1980-1985) ;
2. la récession (1986-1988) ;
3. la reprise (1989-1992) (voir Thibaud, 18 au 24 mai 1995, p. 82-84).

**Tableau de l'évolution du PIB par secteur  
(en milliards de F.CFA courants)**

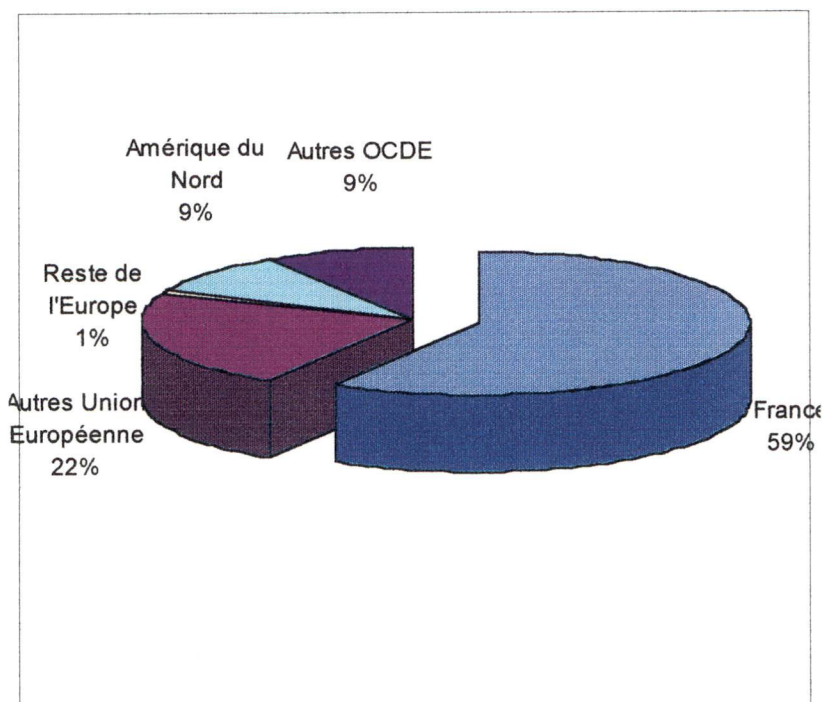
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
<b>PIB</b>	1825,4	1362,3	1156,1	1134,9	1335,5	1477,4	1524,2	1480,3	1530,8	2326,8
<b>secteur primaire</b>	796,0	374,6	388,6	321,8	505,2	649,5	604,9	580,8	592,6	1171,7
<b>secteur secondaire</b>	303,6	294,3	201,6	203,9	212,0	200,8	229,4	213,0	230,0	264,0
<b>secteur tertiaire</b>	556,7	515,8	409,0	447,4	457,6	449,2	502,6	487,6	507,2	665,2

*D'après la Direction générale de la statistique et des études économiques (avril 1996, p. 61)*

Au Gabon, le PIB par habitant est de 4660 dollars US en 1992 (Lewis, dans Anonyme, 1994, p. 400), le plus haut revenu d'Afrique (mais on se souvient d'un IDH relativement bas). La main-d'œuvre totale est estimée à 85 000 personnes en 1994. Elle est caractérisée par la présence contrastante de main-d'œuvre qualifiée d'une part, et d'un taux de chômage élevé d'une autre part (environ 18 % selon le recensement de 1993).

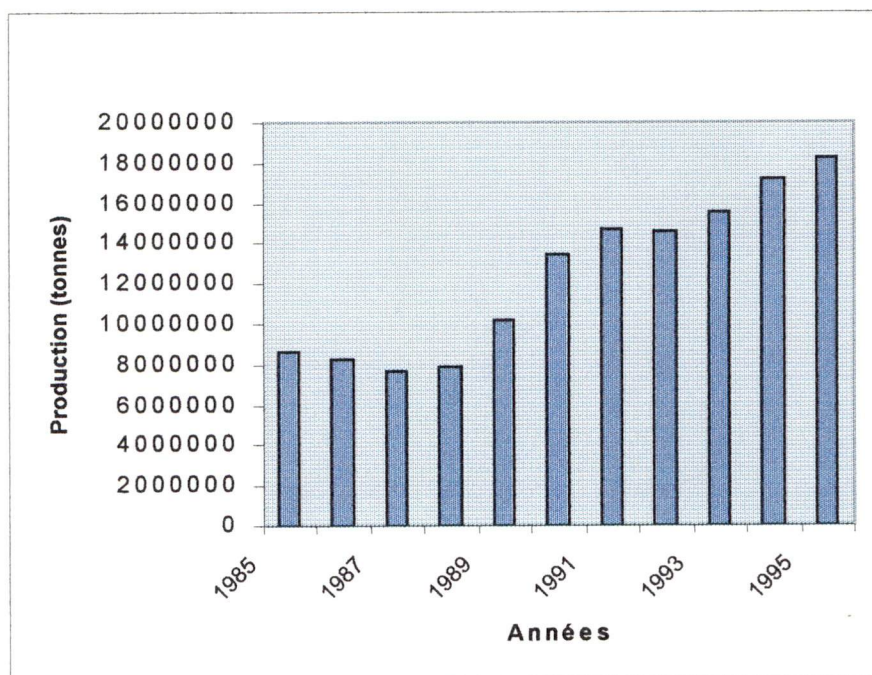
Les nationaux gabonais semblent préférer les postes de collets blancs tandis que la demande de postes de collets bleus semble être comblée par des Africains non-gabonais. Par exemple, dans le secteur de l'industrie textile, de l'habillement et du cuir, on retrouve 373 Gabonais pour 848 étrangers, tandis que dans le secteur des banques, on retrouve 1574 Gabonais pour 141 étrangers (Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques, 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1993, p. 42-43). Cependant, les autorités gabonaises ont fait pression pour réduire la main-d'œuvre étrangère (politique de « gabonisation » des postes) mais il y a toujours la présence de conseillers français dans les ministères gabonais. Cette présence française est très marquée dans l'économie gabonaise. En effet, l'aide publique française prend part à 80 % des concours extérieurs et les investissements privés français représentent 70 % des capitaux étrangers (Vernet, 18 au 24 mai 1995, p. 101). De plus, les Français sont les principaux fournisseurs des biens et produits finis, soit 55 % des importations (Vernet, 18 au 24 mai 1995, p. 101).





*Tiré de Vernet, Henri (18 au 24 mai 1995, p. 103).*

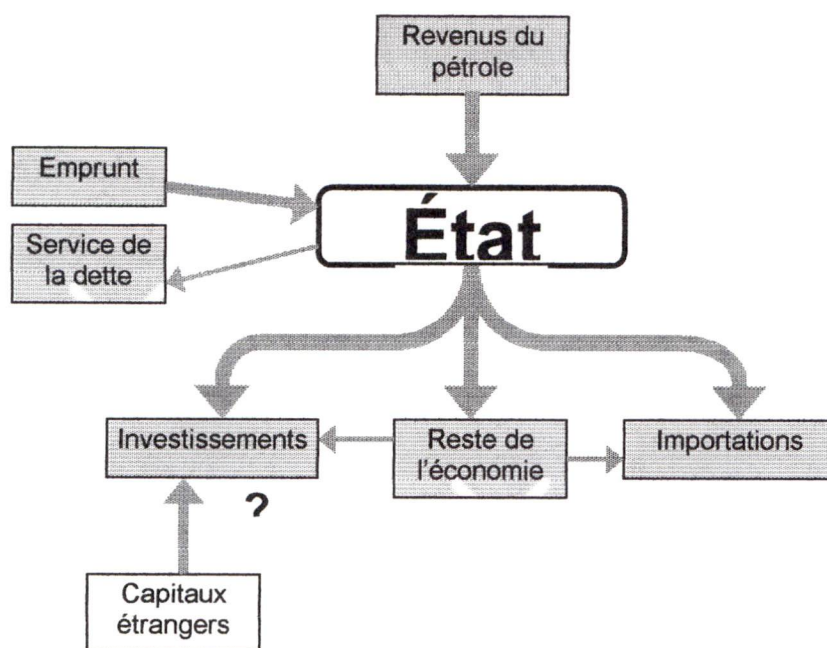
**Graphique des importations du Gabon en provenance des pays de l'OCDE**



Données tirées de la Direction générale de la statistique et des études économiques (avril 1996, p. 11).

**Graphique de l'évolution de la production pétrolière au Gabon**

Le pétrole et ses industries constituent le secteur économique clé de l'économie gabonaise. Ses activités ont généré 30 % du PIB en 1993 et la production de pétrole a atteint 15,5 millions de tonnes (Anonyme, s.d. a). Avec la découverte du nouveau gisement au champ de Rabi (65 millions de tonnes de pétrole), mis en production en 1989, les réserves sont encore assurées pour plusieurs années. Une partie des revenus du pétrole est acheminé à l'État par voie de rente pétrolière. Ainsi, selon le schéma suivant, quand la rente pétrolière s'accroît, l'État peut alors augmenter ses dépenses dans le fonctionnement général de l'économie et dans les investissements. L'injection de revenus dans l'économie générale est vraisemblablement inférieure à ce qu'elle pourrait être. Le fossé se dessine en comparant la position de l'IDH (Indice de développement humain), 120<sup>e</sup> rang, à la position du PIB, 76<sup>e</sup> rang. Une amélioration est possible.



Tiré de l'Institut Pédagogique National (Gabon) (1993, p. 202).

### Schéma de l'économie du Gabon

Tableau des recettes du pétrole

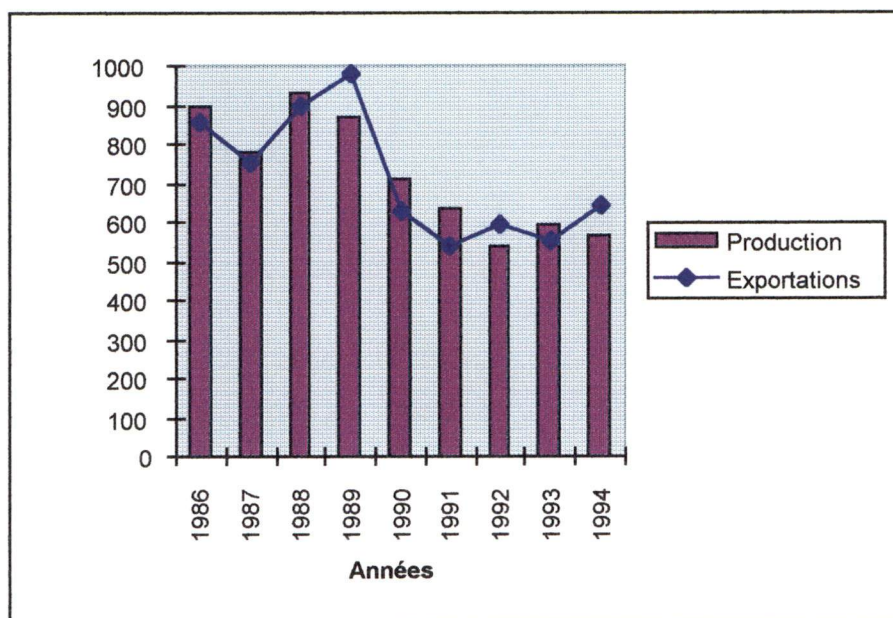
	1985		1987		1989		1991		1993		1995	
	MM F CFA	%	MM F CFA	%	MM F CFA	%	MM F CFA	%	MM F CFA	%	MM F CFA	%
<b>Recettes</b>	631,9	100	263,5	100	258,7	100	422,5	100	350,9	100	726,8	100
Pétrole	399,7	63,2	64,5	24,5	68,0	26,3	178,6	42,3	157,3	44,8	436,9	60,1
Hors pétrole	232,2	36,7	194,3	73,7	184,6	71,4	191,7	45,4	189,6	54,0	289,9	39,9

Tiré de la Direction générale de la statistique et des études économiques (avril 1996, p. 51).

Après le secteur pétrolier, le secteur minier est considéré comme une activité importante, même si seulement deux mines sont en opération : la mine d'uranium



à Mounana et la mine de manganèse à Moanda. La production et l'exportation d'uranium subit un peu plus de soubresauts que celle du manganèse. La production a atteint un maximum en 1988 tandis que 1989 était l'année d'exportation la plus importante. Généralement, la production et l'exportation d'uranium ont diminué depuis 1989.



Données tirées de la Direction générale de la statistique et des études économiques (avril 1996, p. 14).

**Graphique de l'évolution de la production et des exportations d'uranium (en tonnes)**

**Tableau de la part des Mines dans le PIB**

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
<b>PIB</b>	1825,4	1362,3	1156,1	1134,9	1335,5	1477,4	1524,2	1480,3	1530,8	2326,8
<b>Mines</b>										
- MM	49,6	40,6	33,3	38,1	55,0	46,1	32,9	33,7	24,9	49,1
- F CFA										
- %	2,7	2,9	2,8	3,3	4,1	3,1	2,1	2,3	1,6	2,1

Tiré de la Direction générale de la statistique et des études économiques. (avril 1996, p. 61).

Le pays a toutefois un grand potentiel minier dans les minerais de fer avec des réserves estimées à plus de 850 millions de tonnes, d'or où quatre dépôts principaux sont connus, de diamants qui sont recueillis artisanalement mais dont la qualité semble s'améliorer, de baryte où les réserves semblent atteindre 1,2 million de tonnes, de phosphate (50 millions de tonnes (État du Monde 1989-1990)) et autres gisements.

L'économie, dominée par le pétrole et l'extraction minière, reste très vulnérable aux aléas de la conjoncture mondiale. Cette dépendance vis-à-vis des marchés

internationaux aurait dû entraîner une diversification de l'économie, surtout souhaitable au niveau agricole puisque ce dernier secteur manque de dynamisme. En effet, l'agriculture a longtemps été négligée au Gabon : seulement 2 % (Thibaud, 18 au 24 mai 1995, p. 92) de la superficie du pays est cultivée. Pourtant, le sol est fertile et les conditions climatiques sont favorables. Environ 50 % de la population active pratique l'agriculture, mais cela représente peu de paysans puisque le pays est peu peuplé (Institut Pédagogique National, 1993, p. 214).

Dans le milieu équatorial, le pays est recouvert de forêts denses et variées. Dans ce contexte, on retrouve principalement une agriculture itinérante de subsistance. L'approvisionnement des villes en produits vivriers locaux reste un problème très réel. En plus, l'urbanisation effrénée ne contribue pas au développement de l'agriculture puisque les campagnes se vident : la population rurale recherche de meilleures conditions de vie.

Le problème agricole prend ses sources de loin. À part l'agriculture itinérante pratiquée par les populations locales, les tentatives coloniales se révélèrent un échec (Pourtier, 1989, *Tome 2*, p. 274). Les succès fulgurants du secteur minier amenèrent les gens à abandonner plusieurs projets agro-industriels. Les politiques actuelles adoptées en matière agricole tendent vers l'agro-industrie, mais la situation de pénurie en matière d'approvisionnement local ne semble pas sur le point de se résorber. La première entrave au développement agricole est le désintéressement de l'homme pour le travail de la terre, qui laisse donc traditionnellement ce lourd fardeau aux femmes. Aussi, la conjoncture économique a favorisé l'éclosion d'un approvisionnement varié à l'étranger. De plus, les jeunes, aspirant à un meilleur avenir, se dirigent vers les villes dans le but d'y étudier ou d'y travailler et laissent donc une population vieillissante à la campagne.

La dynamique du développement aura alors des difficultés à prendre ses origines dans le milieu rural. L'urbanisation rapide dans un contexte de faible production agricole amène des changements profonds dans les habitudes de consommation alimentaire. Ces changements expliquent la forte dépendance de l'étranger : 85 % de sa consommation courante en 1984 (État du Monde 1985). La solution pourrait peut être venir en partie de l'agriculture urbaine fréquemment pratiquée dans les villes africaines. Cet approvisionnement en produits vivriers provient du Cameroun, parfois même du Nigéria (Pourtier, 1989, *Tome 2*, p. 228). Le Gabon s'approvisionne aussi en produits alimentaires européens destinés surtout aux étrangers mais aussi de plus en plus aux Gabonais.

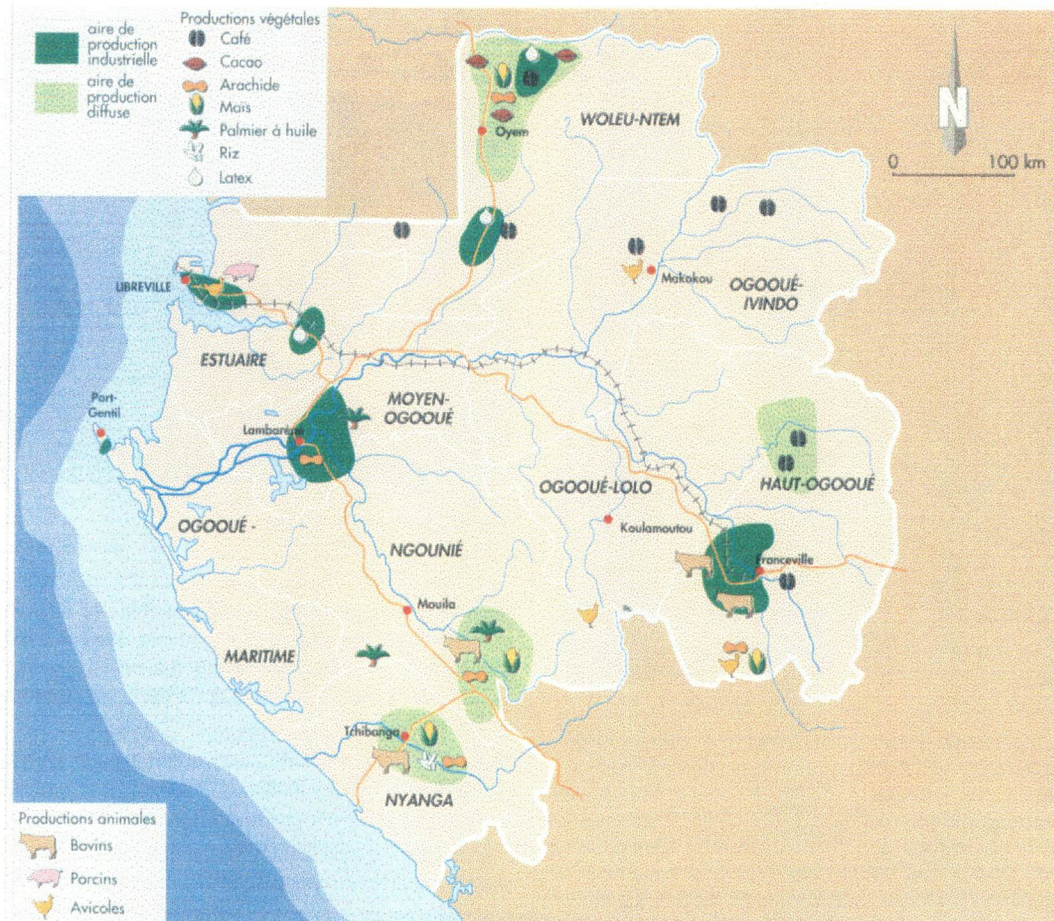
La prise de conscience du danger d'une économie agricole faible n'est que toute récente. Même si le pays n'est pas autosuffisant (Lewis, 1994, p. 400), grâce aux revenus de l'État (rentes) qui induisent un excédent de la balance commerciale, le Gabon a pu s'approvisionner en produits alimentaires à l'étranger. À un certain moment, l'État accordait plus ou moins d'importance au secteur agricole. Dans le



1<sup>er</sup> plan quinquennal agro-alimentaire (1966-1970), l'État voulait favoriser ce secteur pour approvisionner les villes, mais il spécifiait que : « à l'inverse des autres pays africains dont l'économie est essentiellement rurale, l'agriculture n'est pas appelée à jouer dans la croissance économique du Gabon un rôle moteur. » (Simard, 1986, p. 12) C'est au 3<sup>e</sup> plan (1976-1980) que l'état commence à préparer l'après-pétrole par deux moyens : des actions diffuses, c'est-à-dire de petits projets de développement paysan, et des actions concentrées, c'est-à-dire de grands projets qui favorisent une agriculture intensive mécanisée, salariale et agro-industrielle. Au 5<sup>e</sup> plan (1984-1988), l'État affecte plus de crédits publics, soit 122 000 millions de francs équivalent à 9,7 % des investissements publics. Seulement ces dernières années, après le choc pétrolier, on s'aperçoit réellement de la nécessité d'une agriculture développée puisque le pays n'est pas autosuffisant en matière de produits alimentaires. Les tentatives des Plans de développement pour redresser la situation ne font que commencer à porter fruit et c'est plutôt au niveau agro-industriel tandis que le monde rural traditionnel reste à l'écart. Selon l'État, « Les besoins d'autoconsommation rurale sont estimés couverts par la production (...) » (Ediafric, 1977, p. Gabon-3) L'économie villageoise est donc restée à l'écart des investissements de l'État (Pourtier, 1989, *Tome 2*, p. 275). Les cultures d'exportation, plus rentables au niveau monétaire, ont pris part à la diminution de la main-d'œuvre agricole villageoise qui tente d'approvisionner le marché local.

Différente de l'agriculture vivrière traditionnelle pratiquée sur brûlis, la production maraîchère semble augmenter graduellement, principalement autour des villes (voir carte de l'agriculture gabonaise). Cette production gabonaise reste beaucoup en-deça des besoins des villes, d'où la nécessité d'importer fruits et légumes. Certains projets de maraîchage, dont le SDRM (Société de développement rural de Médouneu), démarrés dans les années 1970, ont connu des échecs. D'autres réussissent à survivre mais aucun ne donne des résultats durables par manque de relève une fois les gestionnaires étrangers partis, par faiblesse au plan de la gestion ou par désintéressement des commerces de Libreville (Pourtier, 1989, *Tome 2*, p. 296-297). La production vivrière a manqué d'innovation, de population active mais aussi d'une bonne commercialisation (Pourtier, 1989, *Tome 2*, p. 298). Les villageois cultivent pour leur autoconsommation, l'écoulement de leurs surplus étant difficile. Selon Pourtier, il est quand même possible d'améliorer la production vivrière à un point tel qu'elle assurerait l'approvisionnement interne en dépit du vieillissement de la population rurale (Pourtier, 1989, *Tome 2*, p. 298). Selon lui, la répartition sexuelle des tâches (hommes au défrichage et les femmes à la culture et la récolte) pourrait être surmontée si le but du travail était la vente du produit et non seulement la consommation de la famille. Un autre problème à surmonter : le transport et la commercialisation des produits. À l'échelle nationale, les régions sont mal reliées par des routes difficiles. Le transport de certains aliments périssables est donc limité. Le développement efficace ou l'encouragement de l'agriculture passe obligatoirement par le développement des voies de communication. Une commercialisation plus efficace suivra.





*Tiré de l'Institut Pédagogique National (Gabon) (1993, p. 216).*

### **Carte de l'agriculture gabonaise**

Les Plans de développement ont donc surtout favorisé le développement de l'agriculture industrielle capitaliste. Sans prendre une grande importance, cinq productions industrielles se sont développées : le cacao, le café, la canne à sucre, l'hévéa et les palmeraies. Depuis 1981, Hévégab exploite l'hévéa, l'arbre à caoutchouc. Les quatre plantations de la société totalisent 9000 hectares plantés de quelques 5 millions d'hévéas. À leur rendement maximal, soit en 2003, la production pourrait atteindre 18 000 tonnes de caoutchouc sec par année (HÉVÉGAB, 18 au 24 mai 1995, p. 80). Quant à la production d'huile de palme, Agrogabon, une organisation para-étatique, possède trois plantations près de Lambaréné avec un total de 7500 hectares cultivés. Après des accords de coopération entre la Chine et le Gabon, quelques rizières ont été aménagées mais la formation de riziculteurs gabonais reste très difficile.



**Tableau des productions agricoles au Gabon (tonnes)**

	1990	1991	1992	1993	1994*
<b>Ent. individuelles</b>					
Manioc	210 000	222 000	230 000	207 000	211 140
Banane plantain	220 000	291 000	253 000	238 000	242 760
Taro	54 000	52 000	49 000	54 400	55 488
Maïs (hors SIAEB)	16 600	17 000	19 700	20 350	20 757
Riz décortiqué	150	108	153	160	163
Arachide	14 800	16 000	14 700	15 300	15 606
Café	148	269	115	177	260
Cacao	1502	1802	2925	1966	718
<b>Sociétés</b>					
Maïs (SIAEB)	6264	6677	4935	6570	7526
Soja (SIAB)	3264	2287	2492	2338	1792
Régimes de palme	55 505	77 570	72 105	71 250	73 290
Canne à sucre	218 745	206 797	171 108	189 703	170 592

\* statistiques non communiquées - estimations DGSEE

Tiré de la Direction générale de la statistique et des études économiques (avril 1996, p. 1).

À cause d'une urbanisation croissante et de la difficulté d'obtenir de la viande de gibier (particulièrement en ville), l'élevage prend tout son sens. L'élevage a été longtemps limité par la présence de la mouche tsé-tsé. Toutefois, en 1980, un bétail résistant à cette mouche fut importé du Sénégal, de la Gambie et du Zaïre. L'élevage industriel est assuré principalement par la Sogadel qui possède trois ranch, à Lékabi, à Nyanga et à N'Gounié avec un cheptel total de 37 000 bovins en 1993. Cependant, il reste clair que, même avec cette tentative louable, le cheptel ne couvre pas les besoins nationaux en viande. Le problème majeur de l'élevage est le manque de main-d'œuvre compétente puisqu'une formation d'éleveur ne s'acquiert pas du jour au lendemain (Pourtier, 1989, *Tome 2*, p. 288) et une mauvaise gestion sape le moral des travailleurs. L'aviculture est surtout soutenue par les petites entreprises mais il existe un élevage de poulets à Boumango produisant 2818 tonnes de viande en 1994 (Direction générale de la statistique et des études économiques, avril 1996, p. 2).

Selon le Ministère des eaux et forêts, seulement 9482 tonnes (Direction générale de la statistique et des études économiques, avril 1996, p. 2) de poissons ont été capturées officiellement en 1994 tandis que la consommation annuelle atteint 35 000 tonnes. Cependant, la pêche artisanale est très importante mais est assurée principalement par des étrangers africains (Sénégalais, Nigériens, Ghanéens, Béninois, etc.). Quant à la pisciculture en eaux dormantes, elle est une tradition, particulièrement dans la province du Woleu-N'tem, mais la production est faible. Quelques piscicultures existent ou sont en état de projet, mais le secteur reste à développer.





Tiré de l'Institut Pédagogique National (Gabon) (1993, p. 233).

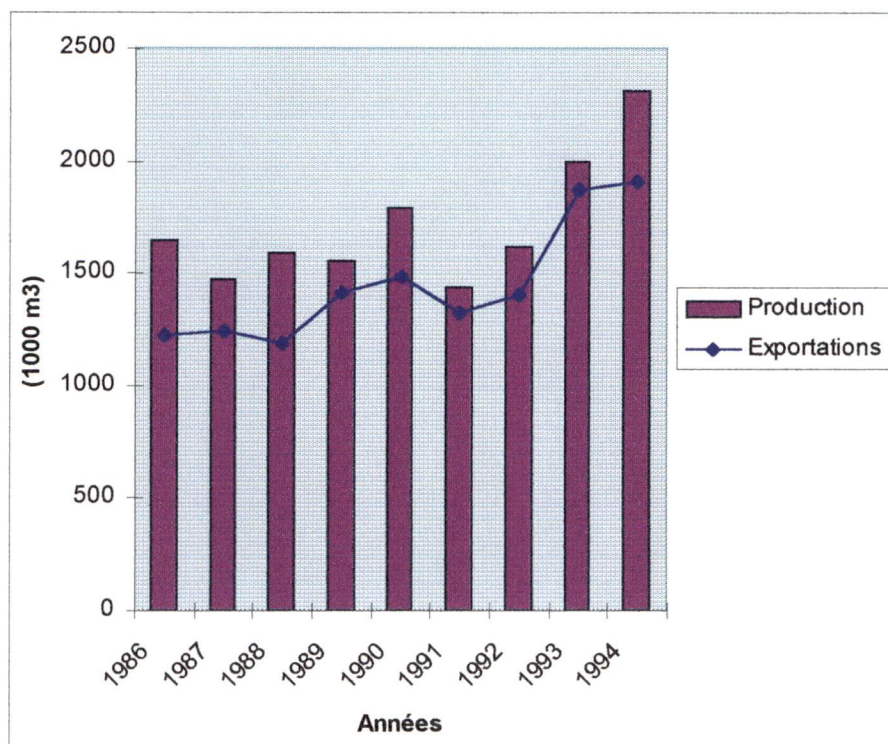
### Carte des potentialités aquacoles

Historiquement, l'exploitation forestière a joué un rôle important avant même l'indépendance du pays. L'okoumé, principale essence exploitée, a dynamisé l'économie pendant longtemps. Cependant, de même que l'extraction pétrolière et minière, cette exploitation reste à des fins d'exportation. Pendant la colonisation, les chantiers devinrent le lieu de rencontres des populations et de modernisation graduelle.

Le potentiel forestier est énorme : sur 26 millions d'hectares, 400 espèces d'arbres vivent dans la végétation luxuriante du Gabon (dont l'okoumé, l'ozigo, le moabi, le padouk, etc.). La réglementation de la coupe, soit un arbre par hectare, aide à prévenir la déforestation. Le pays se spécialise dans le bois d'okoumé, excellente matière première pour le contre-plaqué. Le secteur de la foresterie semble s'améliorer graduellement à cause de la réorganisation de la SNBG (Société Nationale des Bois du Gabon) (Anonyme, s.d. a) et de la réduction de la production des pays asiatiques, principaux compétiteurs. La dévaluation profite aussi aux forestiers puisque les revenus doublent en F CFA et que les coûts d'exploitation n'augmentent que de 35% (Gouzi, 18 au 24 mai 1995, p. 93). Ce



secteur constitue la troisième industrie gabonaise en importance, produisant environ un million de mètres cubiques de bois par année, dont 75 % est exporté.



Données tirées de la Direction générale de la statistique et des études économiques (1996, p. 8).

**Graphique de l'évolution de la production et de l'exportation de bois en grumes**

**Tableau de l'évolution de l'exploitation forestière dans le PIB**

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
<b>PIB</b>	1825,4	1362,3	1156,1	1134,9	1335,5	1477,4	1524,2	1480,3	1530,8	2326,8
<b>Exploitation forestière</b>										
MM F CFA	22,4	21,7	19,6	20,9	20,7	24,4	19,7	21,7	31,9	95,9
%	1,2	1,6	1,7	1,8	1,5	1,6	1,3	1,5	2,1	4,1

Données tirées de la Direction générale de la statistique et des études économiques (avril 1996, p. 61).

L'économie manque de dynamisme interne au niveau des activités industrielles. En effet, le secteur manufacturier ne comptait que pour 5,2 % du PIB en 1991 (Lewis dans Anonyme, 1994, p. 403). Selon Aicardie (Aicardi de Saint-Paul, 1987, p. 97-98), les principaux obstacles à l'épanouissement du secteur secondaire sont : l'étroitesse du marché intérieur, l'adoption d'un salaire minimum garanti élevé par rapport aux normes africaines et l'enclavement d'une grande partie du territoire. Le raffinage du pétrole et la transformation du bois comptaient pour les principales contributions dans ce secteur. Les autres industries incluent la production de concentrés de minéraux, la transformation de produits agricoles (café, farine,



sucre, brasseries et boissons gazeuses), le ciment, le savon, la peinture, le gaz industriel, les cigarettes, l'impression textile.

**Tableau des productions dans le secteur secondaire au Gabon**

Productions	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Savons de ménage (t)	1752	2598	2072	3109	3377	3442
Farine (t)	29 217	29 983	30 860	30 217	28 806	27 921
Sucre extrait (t)	18 412	17 703	14 375	15 385	13 687	14 448
Caoutchouc sec	140	662	1249	1742	3037	5117
Bière (hl)	818 561	813 680	784 931	904 649	800 705	816 419
Boissons gazeuses (hl)	412 759	438 752	410 238	389 809	351 471	415 613
Cigarettes (milliers de paquets)	16 099	17 945	18 460	16 711	14 409	14 870
Cliquer (t)	92 261	117 346	116 857	132 398	125 609*	140 845
Ciment (t)	116 109	125 681	138 381	141 287	147 789*	153 953
Peintures (t)	2189	2439	2407	2224	1945	1904
Contre-plaqués (m3)	54 068	53 364	41 306	42 936	47 071	54 799*
Pagnes (milliers m)	1014	850	702	613	453*	n.d.

\* estimations t : tonnes

*Tiré de la Direction générale de la statistique et des études économiques (avril 1996, p. 15-18).*

L'électricité est produite et distribuée par la SEEG (Société d'Énergie et d'Eau du Gabon), une compagnie semi-publique. La production était assurée par des installations thermiques utilisant le pétrole ou le gaz à Libreville et Port-Gentil jusqu'à ce que le barrage hydroélectrique de Kinguéle fut complété. À cause d'un réseau hydrographique élaboré, le pays a un grand potentiel hydroélectrique.

Quant au système de transport gabonais, il s'avère inadéquat. Le réseau routier est très peu développé au niveau national : en 1992, seulement 680 km des 8590 km totaux de routes étaient pavés. Le chemin de fer assure la liaison par voie terrestre entre Libreville et Franceville tandis que la voie aérienne dessert les villes majeures et les villages éloignés.

Le potentiel touristique du Gabon est très grand vu la diversité de ses paysages et de sa faune. Plusieurs réserves fauniques existent sur le territoire ; en ne tenant compte que de la réserve de la Lopé, on y rencontre environ 50 espèces de mammifères, dont 10 espèces de primates, et 280 espèces d'oiseaux (Institut Pédagogique National, 1993, p. 264). Par contre, à l'heure actuelle, le tourisme est peu développé. Le transport aérien international pour les destinations de l'Afrique centrale reste dispendieux et le Gabon n'a pas encore acquis l'image de destination touristique de choix. Seule la ville de Lambaréné, ville du docteur Schweitzer, est reconnue internationalement.

La structure économique du Gabon reste sujette aux fluctuations des prix des matières premières. Les exportations se trouvent ainsi défavorisées tandis que les importations sont de nature de produits finis et de services. Le haut taux d'importation de produits de consommation courante, soit 85 % (État du Monde 1985), est une des faiblesses de l'économie gabonaise.



**Tableau de la structure des exportations de biens et services (en %)**

	1985	1988	1991	1994
Produits agricoles	0,2	0,5	0,1	0,1
Produits de la pêche	0,4	1,1	0,2	0,1
Bois en grumes	5,6	12,3	7,8	14,4
Bois ouvrés	1,2	2,4	0,7	0,6
Pétrole brut, gaz	79,5	55,9	76,6	74,0
Manganèse	4,8	11,3	6,5	4,6
Uranium	3,0	5,6	2,0	1,5
Autres minéraux				
Prod. industries alimentaires	0,1	0,5	0,1	0,1
Boissons	0,1	0,0	0,0	0,0
Textiles	0,2	0,0	0,0	0,1
Produits chimiques	0,0	0,1		0,0
Matériaux de construction			0,0	0,0
Prod. du travail des métaux	0,1	1,0	0,0	0,3
Produits pétroliers raffinés	1,6	1,0	0,7	0,7
Transports	1,8	5,3	3,4	1,7
Services	0,3	0,7	0,7	0,5
Services d'assurances	0,3	0,5	0,2	0,2
Correction territoriale	0,9	1,7	0,9	0,9
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

*Tiré de la Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques (avril 1996, page 73).*

**Tableau des importations CAF (en %) (Hors pays de l'UDEAC)**

	1985	1987	1989	1991	1993	1995
<b>Prod. agricoles</b>	3,75	5,08	3,82	3,79	3,45	4,46
<b>Prod. de la sylviculture</b>	0,03	0,006	0,01	0,02	0,01	0,09
<b>Pétrole brut</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Prod. miniers</b>	0,0006	-	0,0004	0,0004	-	0,002
<b>Prod. des carrières</b>	0,05	0,31	0,53	0,41	0,33	0,37
<b>Prod. industrie alimentaire</b>	9,98	13,93	11,46	12,70	13,98	13,79
<b>Boissons, tabac</b>	2,59	3,37	1,85	2,18	2,24	2,52
<b>Textiles et cuir</b>	4,25	3,52	2,18	2,80	3,01	3,18
<b>Prod. industries du bois</b>	1,59	1,20	0,84	1,57	1,44	1,18
<b>Prod. imprimerie</b>	2,23	3,36	3,37	3,54	4,26	3,76
<b>Prod. industries chimiques</b>	11,38	11,44	13,37	14,03	13,55	14,72
<b>Prod. pétroliers raffinés</b>	2,26	1,30	0,89	1,46	1,78	2,39
<b>Matériaux construction</b>	2,22	1,88	1,78	2,15	1,64	2,66
<b>Prod. travail des métaux</b>	59,23	54,60	59,88	55,35	54,30	50,92
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

*Tiré de la Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques (avril 1996, p. 41).*

*Note : Dans le même document, les données sur les importations diffèrent largement. Ce tableau ci-haut est tiré des données de la Direction générale des Douanes.*

Comme dans plusieurs sociétés africaines, il existe une dualité économique au Gabon entre le secteur formel et le secteur informel. Selon Hartshorn, on définit le secteur informel comme :

« The informal sector, (...), consists of a plethora of very small scale activities, invariably operated by one person, with little, if any, capital

outlay. (...) This activity essentially involves the vending and peddling of goods and services in the streets. » (Hartshorn, 1992, p. 43)

Plus précisément, au Gabon, ce secteur se définit comme :

« ... l'ensemble des activités de production de biens et services, qui se déroulent en-dehors des structures modernes d'entreprises, c'est-à-dire des structures répondant à des normes fixées par le gouvernement. Il regroupe toutes les activités non-recensées par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), productrices de biens et de services dont la taille peut atteindre 10 employés. » (Barro-Chambrier, 1990, p. 238)

La vulnérabilité de l'économie gabonaise est compensée par un secteur informel dynamique, mais difficilement quantifiable.

**Tableau de l'emploi dans le secteur informel et dans les PME en 1981**

Secteur	Commerce et transport		Bâtiment service		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Informel	29 187	58,9	8847	10,4	38034	28,2
PME	908	1,8	4888	5,7	5796	4,3
Structure privée, hors PME	19544	39,3	71715	83,9	91259	67,5
<b>Total</b>	<b>49 639</b>	<b>100,0</b>	<b>85 450</b>	<b>100,0</b>	<b>135 089</b>	<b>100,0</b>

*Tiré de Barro-Chambrier (1990, p. 239).*

Même si les revenus des exportations restent largement au-dessus du coût des importations, le solde global de la balance des paiements demeure négatif. Après 1990, le solde s'est amélioré jusqu'en 1992, où il a quadruplé. Cette augmentation du solde négatif pour les années 1991-1992 serait attribuable :

- aux bas prix du pétrole à cause de la surproduction mondiale ;
- à la réduction de l'activité bancaire ;
- à la détérioration du secteur bâtiment et travaux publics.

**Tableau de la balance des paiements**

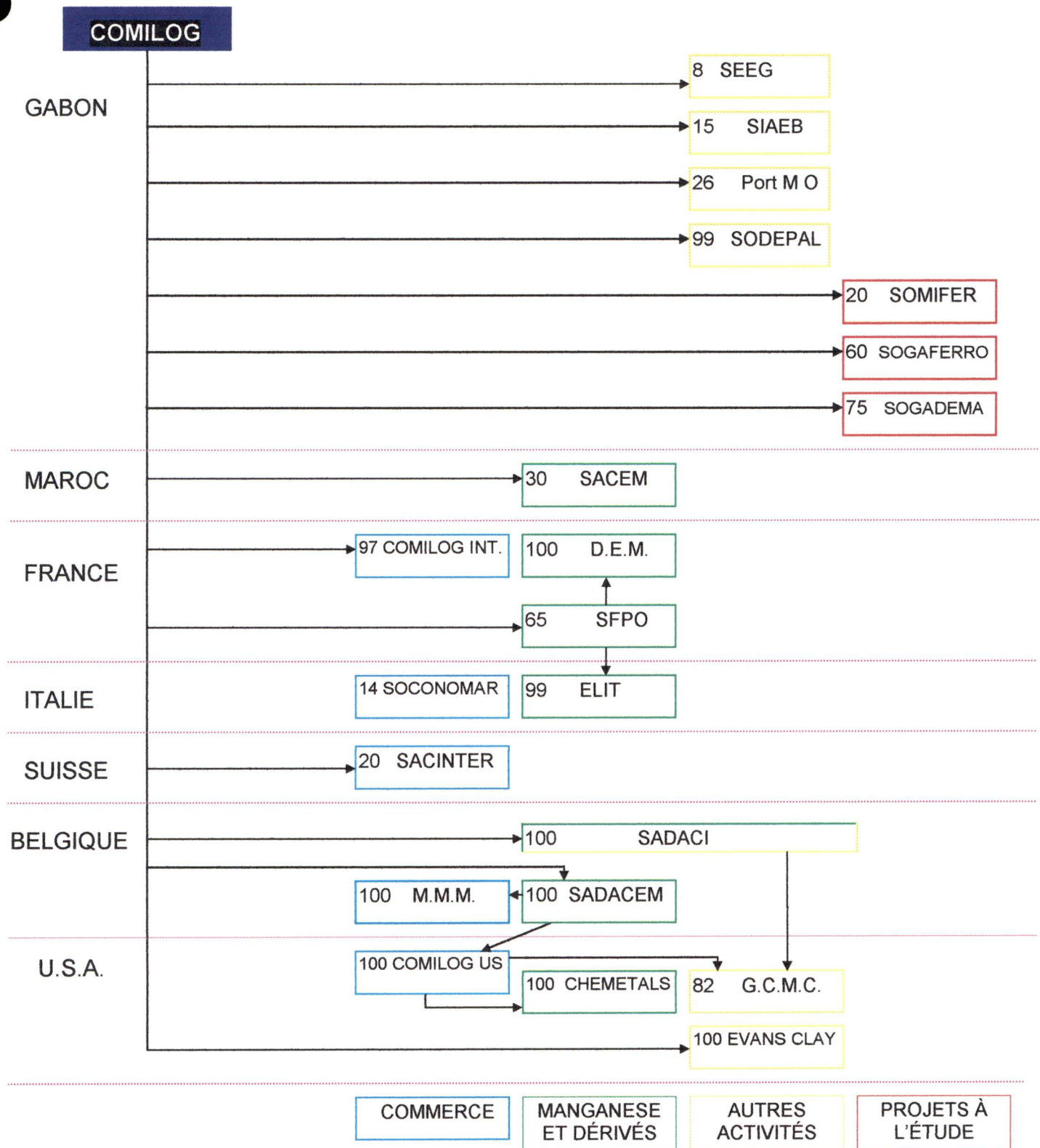
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
<b>Balance courante</b>	-73 001	-366198	-134967	-183345	-98 072	58 260	54 499	-97 819	10 863	206 965
<b>Balance des capitaux</b>	73 761	283 460	-3837	87 514	-33 573	-113913	-128069	-131863	-163809	-274927
<b>Erreurs et omissions</b>	-22 892	-16 179	-15 252	-6768	11 106	-12 172	15 835	-11 296	-16 859	-21 309
<b>Balance globale</b>	-22 132	-98 917	-154056	-102599	-120539	-67 825	-57 735	-240978	-169805	-89 271

*Tiré de la Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques (avril 1996, p. 46).*

Selon la Direction générale de l'Économie, le remboursement de la dette (Programme d'ajustement structurel contracté avec le FMI en 1986 à l'origine, suspendu en 1990 et repris en 1994) continue à accabler le rétablissement de la balance des paiements.



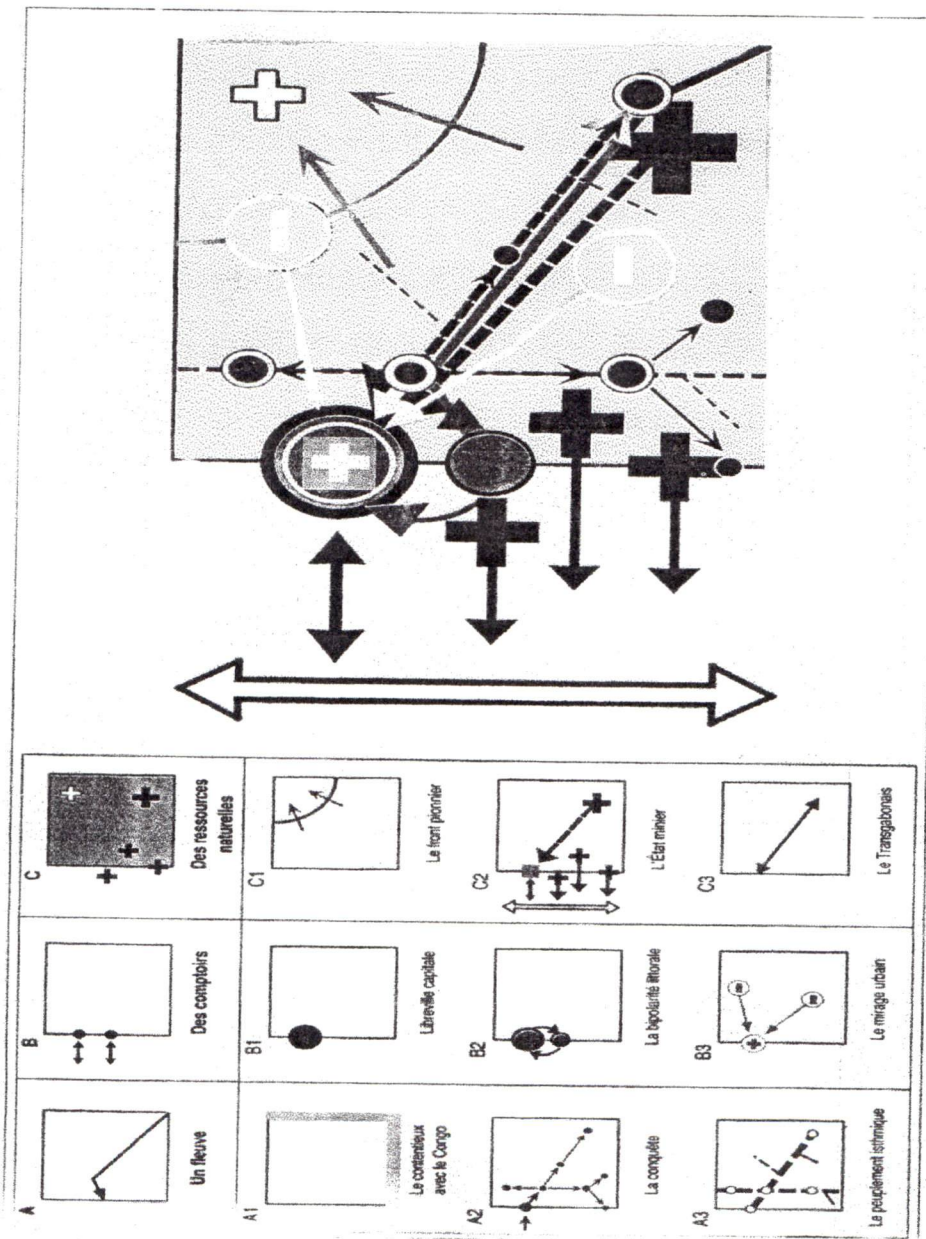
## Annexe 10 : Structure des participations de la COMILOG



100 : participation en pourcentage

Tiré de la COMPAGNIE MINIÈRE DE L'OGOOUÉ (1994, p. 17).

## Annexe 11 : Modèle d'organisation de l'espace gabonais



3. Un modèle d'organisation de l'espace gabonais

Tiré de Leroy (1995, p. 45).



## Annexe 12 : Caractérisation des centres urbains du Haut-Ogooué

En 1978 une enquête portant sur quelques indicateurs significatifs (population totale, encadrement administratif qualitatif et quantitatif, équipement sanitaire, enseignement, commerce) a permis d'individualiser les centres urbains en complet (C), moyen (M), faible (F) selon le degré de leur équipement<sup>3</sup>.

Un Centre sera classé complet s'il concentre le maximum d'éléments de l'un des critères choisis (fig. 7).

Centres	Pop. 1000 hab	Adm. pub			Santé			Enseigne.			Commer.		
		C	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F
F/ville	13,2	X			X			X			X		
Moanda	11,0		X		X			X	X		X		
Okondja	6,5		X				X	X	X		X		
Akiéni	3,95		X			X		X	X			X	
Bakoumba	2,1		X		X				X			X	
Mounana	1,2			X		X		X	X			X	
Boumango	0,8			X			X		X				X
Léconi	4,5		X			X		X				X	

Tableau VII.- *Caractérisation des centres urbains.*

La moyenne arithmétique de C étant de 2 et sur la base des fréquences de C, M et F, les centres urbains ont été classés et des seuils ont permis d'en déterminer une typologie.

*Tiré de Kamara (1983, p. 290).*

## Annexe 13 : Production du potager de Moanda et Activité de la SIAEB

**Tableau 1 : Production partielle du potager en 1994**

Spécifications	Unité	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Total
Amarante	Pièce	-	-	104	82	-	186
Aubergine afri.	kg	-	-	22,8	51,2	77,1	151,1
Aubergine euro.	kg	-	-	10,6	10,9	-	21,5
Baselle	kg	21,3	23,5	49,0	46,9	37,2	177,9
Cocombre	kg	-	-	-	05,8	-	5,8
Haricot vert	kg	10,4	16,2	24,1	-	34,2	84,9
Laitue	Pièce	-	-	21,0	-	-	21
Navet	kg	-	-	04,7	24,3	60,3	89,3
Oseille	Pièce	80	199	190	127	76	672
Radis	Pièce	-	-	02,0	-	-	2
Tomate	kg	-	-	-	06,3	17,8	24,1
Choux vert	kg	-	-	-	-	2	2
Totaux	kg	31,7	39,7	111,2	145,4	228,6	556,6
	Pièce	80,0	199,0	317,0	209,0	76	881

*Tiré de Pissibanganga dans COMPAGNIE MINIÈRE DE L'OGOOUÉ (2<sup>e</sup> trimestre 1994, p. 16-17).*

**Tableau 2 : Activité de la SIAEB**

Productions	Unités	1989	1990	1991	1992	1993
Aliments	tonnes	7,975	8,701	8,777	9,422	10,254
Œufs	milliers	2,791	2,910	2,896	3,040	3,371
Poussins	milliers	2,218	2,300	2,164	2,362	2,485
Poulets	tonnes	2,812	3,050	2,952	3,385	3,327

*Tiré de la Direction générale de la statistique et des études économiques (1993, Annuaire statistique du Gabon, p. 33).*



## Annexe 14 : Liste partielle des établissements du secteur tertiaire à Moanda

### Commerces, Import-Export :

- SAEN (Société des anciens établissements Nicolas)
- Bon marché
- SAPLE
- Bata
- Gaboprix (CECA-GADIS)
- boutiques de toutes sortes tenues par des étrangers
- SMAG (boulangerie)
- Société de Distribution Import-Export (ciment)
- Nourrisson
- Établissement Sidi Ould
- Gabopièces
- SGEPP(Société Gabonaise d'entreposage de produits pétroliers)
- SODIEX
- Station Mobil
- SOFRIGAB (supermarché)
- Station Shell
- Pharmacie
- Total Fina Gabon
- Matériaux Réunis
- Matériaux du Gabon

### Services rendus aux particuliers et aux commerces :

- Cabinet Dentaire de Moanda
- SEEG
- Total fina Gabon (pétrole)

### Banques, assurances :

- Gabo-Vie
- BICIG
- BIAO Banque Méridien (BIPG)

### Hôtels, cafés, restaurants :

- Hôtel Ampassi
- Auberge le Mailébé
- Bar-club Dernier Souffle
- Bar Hippo
- Boîte de Nuit Hevula
- Bar Masuku
- Bar le Pippermint
- Restaurant Hotel Relais Mont Boudinga
- nombreux restaurants et vendeurs de coupé-coupé

### Transport :

- Nter Transport Gabon
- Moanda Express Service
- TCHO (Transport et Commerce du Haut-Ogooué)
- MTG (manutention et Transport Gabonais)
- Air Gabon
- SOAEM-Gabon (Société Ouest africaine d'entreprise maritime)
- Taxis
- Sipa
- Inter-Marée

*Compilations d'après la République Gabonaise (1993) et la République Gabonaise (1996).*

## **Annexe 15 : Définitions des termes utilisés par la Direction générale de la statistique et des études économiques du Gabon pour le recensement de 1993**

Centre urbain : Toute localité ayant une fonction administrative (Chefs-lieux de département, d'arrondissement et poste administratif) ayant au moins 2000 habitants.

Descendance finale : Nombre d'enfants nés vivants d'une femme à l'issue de sa vie féconde.

Espérance de vie à la naissance : Nombre moyen d'années de vie d'une personne pris à la naissance.

Fécondité totale : (voir descendance finale)

Inactif : Personne de moins de 18 ans ou personne sans travail rémunéré et qui n'en recherche pas.

Indépendant : Personne de 18 ans ou plus qui exploite sa propre entreprise ou qui exerce pour son propre compte une profession ou un métier et qui n'emploie pas de salariés.

Patron : Personne de 18 ans ou plus, qui exploite sa propre entreprise ou qui exerce pour son propre compte une profession ou un métier et qui emploie un ou plusieurs salariés permanents.

Population active : Population constituée par l'ensemble des personnes actives occupées ou sans travail.

Population résidente à une date donnée : Ensemble des individus ayant leur domicile ou bien connus comme vivant habituellement dans le lieu géographique où ils sont recensés.

Population résidente scolarisable : Population résidente dans une localité données et étant en âge de fréquenter l'école (6 à 16 ans au Gabon).

Population rurale : Population vivant en-dehors des centres urbains.

Population urbaine : population habitant une localité ayant une fonction administrative.

Profession : Genre de travail effectué par la personne pendant l'année qui a précédé le recensement.



Rapport de dépendance : Rapport des effectifs d'inactifs aux effectifs d'actifs. Le rapport exprime le nombre d'inactifs par actif.

Rapport de masculinité : Rapport dans une population de l'effectif masculin à l'effectif féminin; il est calculé pour cent (100) femmes.

Salariés : Personnes qui exercent son activité pour le compte d'un patron d'une administration ou d'une société et qui reçoit un salaire en contrepartie.

Taux d'accroissement naturel moyen : C'est la différence entre le taux brut de natalité et le taux brut de mortalité; ces taux sont calculés sur une période pluriannuelle et ramenés à une dimension annuelle. Il est exprimé en pourcentage (%).

Taux d'alphabétisation : Rapport entre les personnes capables à la fois de lire et d'écrire, avec compréhension, à l'effectif total de la population. Il est généralement calculé pour les âgées de six (6) ans et plus.

*Tiré de la Direction générale de la statistique et des études économiques (1993, Annuaire statistique 1993, p. 101-102).*

# ÉTAT OU ORGANISME PRIVÉ

